

revue

SILENCE

Septembre 2021
n° 502 - 4,80 €

écologie
alternatives
non-violence

Le bluff de l'économie circulaire



Monnaies locales, quel avenir ?

Climat, que faire de nos émotions ?

Colloghán



VACCINATION SUR LES YEUX DE VACANCES C'ETÉ



FIN DE LA TRÈVE HIVERNALE



LASSERPE.

FIN DU TÉLÉTRAVAIL À 100%



LASSERPE.

GRAND RELOUÈMENT



LASSERPE.

Nouveaux points de vente

Chaque mois, de nouveaux lieux proposent la revue à la vente. Voici les nouveaux venus de la rentrée :

- ◆ **François Henquet, cabinet de psychothérapie**
8 Rue du Minage
17400 Saint-Jean-d'Angély
tél. : 06 46 23 39 97
- ◆ **Librairie JMS,**
1 avenue Henri Poincaré
78330 Fontenay-le-Fleury
tél. : 01 30 58 05 45

- ◆ **Nicolas Roux, maraîcher**
Présent à Paris au marché de Batignolles le samedi matin, et au marché de Raspail le dimanche matin uniquement au printemps (vente de fraises) et à l'automne (vente de crèmes de marrons)



L'affiche des 100 dates du féminisme traduite en arabe

L'affiche des "100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui", réalisée par *Silence* en partenariat avec plusieurs groupes féministes (voir p.46), est maintenant disponible en version arabe ! Le travail de traduction a été piloté par Kenza Belahnech depuis le Maroc, en lien avec *Silence* et assistée de plusieurs personnes pour la correction linguistique. Il a donné lieu à un atelier-débat à Rabat sur la traduction et l'activisme. Pour se la procurer (en version papier uniquement), on peut contacter Kenza Belahnech : knizou79@hotmail.com, tél. au Maroc 00212667877935.

Silence recherche un-e bénévole

Chaque mois, *Silence* publie une trentaine de chroniques de livres dans ses pages "livres". Ils nous sont envoyés gratuitement en "service de presse" par les maisons d'édition. Nous leur adressons après chaque numéro paru, par courriel, le pdf de la page où leur livre est commenté, afin qu'ils sachent qu'on a parlé d'eux. Nous recherchons une personne bénévole environ 2 heures par mois pour se charger du lien avec ces maisons d'édition en envoyant à chacune d'elles le pdf de la page (qu'on lui aura fourni) par courriel. Et en tenant à jour le tableau des maisons d'édition quand les contacts changent. Cela peut-être fait de n'importe où. Contacter Guillaume à *Silence* au 04 78 39 55 33 ou par courriel à contact@revuesilence.net.

Silence aux assises intergalactiques de la presse libre, satirique et indépendante

Les 5 et 6 juin 2021 ont eu lieu les *Premières assises transnationales et intergalactiques de la presse libre, satirique et indépendante*. C'est près de Nice, à la ferme de la Sauréa - des collines, des moutons, 170 hectares de verdure - que ce sont réunies une centaine de festivalières et une vingtaine de médias (*Acrimed, Le Ravi, L'Âge de faire, CQFD, La Mule du Pape, Le Poing, La Brique, L'Empaillé, Le Trou des Combrailles, Transrural, Mediacoop, L'Arlesienne...*). Marion, gestionnaire et chargée de communication de *Silence*, y est allée pour présenter la revue et participer aux échanges.

Le but de ces rencontres ? Rassembler dans la joie, le temps d'un week-end, les acteurs et actrices du journalisme alternatif d'ici et d'ailleurs, pour construire un réseau d'entraide de la "presse pas pareille". L'événement était organisé par un collectif de médias libres comprenant *Mouais*, le mensuel dubitatif, *Télé Chez Moi*, *Radio Chez Moi* et *Pilule Rouge*.

Au programme, entre autres, un atelier "Mutualisation : comment travaille-t-on ensemble ?". On a parlé subventions et partage de stands sur les foires. A suivi la conférence gesticulée de Philippe Merlant sur le journalisme et les dominations. Une table ronde a clôturé ces assises : Cédric Herrou et plusieurs médias libres ont échangé sur l'inter-(indé)pendance entre activisme, presse pas pareille et médias dominants. Un week-end enthousiasmant qui motive *Silence* à poursuivre sa coopération avec d'autres médias libres !



Prochain
numéro

Sortir de l'industrie de la fleur

Association Silence

9 rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33

www.revuesilence.net

Abonnements: Claire Grenet:
mardi et jeudi: 10h-12h / 14h-17h

Dépositaires, stands et gestion:
Marion Bichet: mardi et jeudi:
10h-12h / 14h-17h

Rédaction: Guillaume Gamblin et Martha
Gilson: lundi et mercredi: 10h-12h / 14h-17h

Les infos contenues dans ce numéro ont été
arrêtées le 30 juin 2021.

Editeur: Association Silence
N° de commission paritaire: 0920 D 87026
N° ISSN: 0756-2640
Date de parution: 3^e trimestre 2021
Tirage: 4100 ex.



Impression: Imprimerie Notre-Dame, 38330 Montbonnot
Administrateurs: Pascal Antonanzas, Francis Levasseur,
Pierre Lucarelli, Agnès Ploteny

Directrice de publication: Gaëlle Ronsin

Comité de rédaction: Martha Gilson, Guillaume Gamblin,
Danièle Gare, Agnès Ploteny, Nicolas Robin, Gaëlle Ronsin,
Anaïs Zuccari

Pilotes de rubriques: Michel Bernard, Annick Bossu,
Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Philippe Crassous,
Gwenaél Delanoë, Monique Douillet, Baptiste Giraud,
Natacha Gondran, Divi Kerneis, Dominique Lalanne, Jean-
Pierre Lepri, Francis Levasseur, Pascal Martin, Jocelyn
Peyret, Mimmo Pucciarelli, Nils Svahnström, Pinar Selek,
Xavier Sérédine

Maquette: Damien Bouveret (www.free-pao.fr)

Dessins: Anne Belot, Rash Brax, Lasserpe, Mélanie Visciano,
Riennepress

Correctrices: Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Monique
Douillet, Isabelle Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle
Pingault, Clotilde Rouchouse

Photographes: Björn / Collectif La Faille, Leo Bodelle, La
Boucle Verte, Sarah Clément, Marius Jouanny, Juliette,
Vincent Kessler, Romain Martyn / Collectif DR, Réseau
Cocagne, Les Soulèvements de la terre, Clément Tissot

Et pour ce n°: Michel Bernard, La Boucle verte, Patrice
Bouveret, Monique Douillet, Lorraine Gehl, Marius Jouanny,
Stéphen Kerckhove, Jean Le Goff, Nicolas Robin, François
Veillerette, Francis Vergier

Internet: Damien Bouveret, Maud, Victor Poichot

Archives: Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs autrices. Les
brèves sont des résumés des informations que l'on nous
communiquent. Textes: sauf mention contraire, la revue
autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à
usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique
sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis
à notre autorisation. Illustrations: Les photos et dessins
restent la propriété de leurs autrices.

Partenaires



Coordination Permanente
des
MEDIAS LIBRES



Dossier

Le bluff de l'économie circulaire

- 05 Le recyclage est l'alibi du jetable
- 08 Déchets land – la face cachée de nos déchets
- 10 Les limites de l'économie circulaire
- 12 Les désillusions d'une start-up de l'économie circulaire



Chroniques

- 16 40 ans dans le retro :
Murray Boockchin
et le municipalisme libertaire

- 19 Chroniques
terriennes :
**Le péril
vert**



- 23 Désarmons :
Pistes pour agir localement...

- 25 L'écho féministe :
La science-fiction (éco)féministe

- 27 L'écologie c'est la santé :
**Glyphosate :
le scandale continue !**

Brèves

- 15 Alternatives
- 18 Agriculture
- 18 Environnement
- 21 Climat
- 21 Énergies
- 22 Nucléaire
- 23 Paix & Non-violence
- 24 Nord-Sud
- 24 Politique
- 25 Féminismes
- 26 Société
- 26 Transports
- 27 Santé

- 28 Agenda
- 28 Annonces
- 41 Courrier
- 43 Livres



Articles

- 29 Activisme
Extinction Rebellion :
à la rencontre de
l'enthousiasme militant

- 32 Alternatives
**Quel développement pour
les monnaies locales ?**

- 34 Charente
**Imagiland, le grand bond
en arrière**

- 36 Société
**Décrypter et combatte
le publisexisme**

- 38 Réflexion
**Que faire de nos sentiments
face à la situation écologique ?**



- 48 Photographie
Les Soulèvements de la terre



L'économie circulaire nous fait louper la décroissance

Après avoir fait le constat que les déchets s'accumulent, l'économie devient circulaire, le recyclage en vogue. L'idée de l'économie circulaire – à contrario de l'économie classique "linéaire" qui ne pense pas le recyclage – est qu'on peut continuer à produire et consommer toujours plus en fabriquant des produits soit-disant durables et recyclables. Mais cette idée repose sur le mythe d'un recyclage infini et une logique de croissance, quand il faudrait réduire notre production. Pire, l'industrie du recyclage rejoue les logiques capitalistes de concurrence et d'impérialisme. Elle exporte massivement des déchets plastiques en Asie du Sud-Est, au point qu'en 2019, le gouvernement chinois a interdit l'importation de nombreux déchets plastique sur son territoire.

La construction d'objets plus solides, qu'on peut réparer, comme cela est proposé et développé dans les ressourceries, est une réelle alternative à la sur-production existante. Mais ces initiatives sont récupérées et donnent l'illusion qu'on peut produire et faire de la croissance sans extraction de matières premières, mais en cercle fermé. C'est un discours fallacieux et dangereux. Ne laissons pas récupérer les alternatives locales dans le système mar-

chand (1), et préférons les objets sans électronique plus facilement réparables, sans piles ou plastiques, et surtout le réemploi avant l'achat.

Ce dossier réaffirme que si ces démarches individuelles vont dans le bon sens, on ne peut faire l'économie d'une démarche collective de remise en cause du "système recyclage", comme le rappelle Flore Berlingen, ancienne directrice de *Zero Waste France*. Et de distinguer plusieurs démarches, la réutilisation (achat d'occasion ou réparation), qui peut se faire à l'échelle locale, ne pouvant être comparée au recyclage, qui suppose le démontage de l'objet, la séparation des matériaux pour en refaire de la matière première... ce qui n'est que rarement possible ou bien trop cher à petite échelle, comme le montre l'expérience ratée de *La Boucle Verte*.

Et rappelons que le meilleur déchet reste celui qu'on ne produit pas.

Michel Bernard et Martha Gilson

1. Des formes d'entraide et d'écologie locale hier gratuites (partage d'outils, SEL, etc.), permettant de changer de paradigme face au système consumériste, sont aujourd'hui reprises par des *start-ups* ou grands groupes industriels qui les brevettent et en font de nouveaux "concepts" à base de numérique, intégrés dans l'économie marchande.



Selon Muriel Maillefert, professeure des universités en aménagement-urbanisme, "pour aller plus loin dans cette logique transformative, il faut s'intéresser aux dimensions collectives de l'usage : les sociétés modernes (en particulier urbaines mais pas seulement) redéfinissent des besoins collectifs autrefois identifiés comme des besoins fondamentaux – se nourrir, se vêtir, se loger. L'alimentation devient par exemple un enjeu de reconnexion entre les espaces urbains et ruraux, par plusieurs dimensions : à travers des jardins familiaux, le maraîchage urbain, les pratiques alternatives de production et de consommation, le recyclage des déchets alimentaires, l'approvisionnement des cantines scolaires. De ce fait, de nouvelles méthodes de production et de consommation émergent, comme dans le cas des jardins de Cocagne, qui offrent également des services d'insertion". Les jardins de Cocagne sont des exploitations maraîchères accueillant des femmes et des hommes de tout âge, en situation précaire et rencontrant des difficultés d'ordre professionnel, social ou personnel. Réseau Cocagne, 4 rue des Arpentis, 91430 Vauhallan, tél. : 01 43 26 37 84, www.reseaucocagne.asso.fr

Le recyclage est l'alibi du jetable

Recycler, la solution à la production de déchets ? Pas si simple, alerte Flore Berlingen, ancienne directrice de l'association Zero Waste France et auteure de Recyclage, le grand enfumage. Une politique du tout recyclable pousse à la consommation et à la production de déchets et entretient l'ère du jetable au lieu de nous aider à en sortir. Entretien.

Comment fonctionne la filière de recyclage en France actuellement ?

Il n'existe pas une filière mais de nombreuses filières de recyclage, qui associent chacune une myriade d'acteurs privés et publics, et leur fonctionnement n'est pas identique. Elles ne sont pas organisées en premier lieu par matériau (plastique, bois, papier, métaux...) comme on pourrait l'imaginer, mais par type de produit (emballages, vêtements, meubles, électroménager et électronique, etc.). Cette organisation est liée au mode de financement de la gestion des déchets

en France : les metteurs en marché des produits, c'est-à-dire les producteurs ou les distributeurs, sont obligés de contribuer financièrement à leur prise en charge en tant que déchets donc, notamment, à la collecte pour recyclage. Cette contribution obligatoire est perçue et gérée par ce que l'on appelle des "éco-organismes", structures privées soumises à un agrément et à un cahier des charges défini par le ministère de l'Écologie.

Ce système connaît de nombreux dysfonctionnements dont certains sont liés, à mon sens, aux conflits d'intérêts

inhérents à la gouvernance de ces "éco-organismes". Ils sont en effet pilotés par les fabricants et les distributeurs eux-mêmes, le contrôle opéré par l'État restant trop limité par un manque de moyens et le non-recours aux sanctions possibles.

Le tri est a priori l'un des premiers gestes de la transition écologique, pourquoi le remettre en question ? Quelles sont ses limites ?

Oui, le tri pour recyclage est devenu l'écogeste par excellence. C'est l'effet de trente ans de campagnes de



Sarah Clément

Le réseau Envie collecte du matériel usagé ou défectueux et le remet en état afin de le revendre à bas coût. Il s'inscrit dans le domaine de l'économie circulaire depuis longtemps mais avec une vraie vision sociale et solidaire, en travaillant avec des salariées en insertion, en réparant du matériel pour des personnes en situation de handicap, etc. Bref, en montrant qu'il est possible d'allier solidarité et transition écologique. Fédération Envie, 10 rue Julien-Lacroix, 75020 Paris, tél. : 01 48 13 90 00, www.envie.org



Recyclage, le grand enfumage – Comment l'économie circulaire est devenue l'alibi du jetable, Flore Berlingen, éd. Rue de l'Échiquier, 2020, 126 p., 13 €

communication, de la part des pouvoirs publics comme des acteurs privés, sur l'importance de ce geste de tri, qui est présenté comme la condition *sine qua non* du recyclage. Ce n'est pas faux (si le déchet n'est pas trié, effectivement il ne sera pas recyclé) mais c'est très réducteur : cela donne l'impression que le recyclage ne dépend que du bon vouloir du citoyen consommateur final. Or l'un des problèmes du recyclage aujourd'hui, c'est la non-recyclabilité de nombre de produits et d'emballages. Par exemple, la moitié des emballages plastiques mis sur le marché en France ne sont pas recyclables, ou ne disposent pas d'une filière de recyclage. La responsabilité des citoyens n'est ici pas en cause, ce sont les producteurs qu'il faut viser en priorité !

Pourquoi le recyclage ne permet-il pas de freiner la surconsommation des ressources naturelles ?

Nous avons évoqué jusqu'ici les obstacles au recyclage. Mais il faut aussi parler de ses limites physiques indépassables : le recyclage perpétuel, autonome en ressources et en énergie, n'existe pas. Le recyclage ne peut en aucun cas rendre soutenable notre niveau de surconsommation actuel. Il peut éventuellement permettre de réduire certaines consommations, à condition qu'il ne devienne pas, au contraire, un argument de croissance. Si la perspective de recycler les bouteilles en plastique nous entraîne à continuer d'en produire et d'en consommer toujours plus, la boucle ne sera jamais bouclée !

Faut-il arrêter de trier les déchets ?

Non, ce n'est pas ce que je propose à travers ce livre. J'appelle à prendre du recul, à adopter une posture critique vis-à-vis du recyclage, afin de ne pas tomber dans l'écueil du "je trie, ça suffit". Il faut donner au tri et au recyclage leur juste place. Il sera toujours nécessaire de trier les déchets inévitables, c'est-à-dire les objets arrivés en fin de vie après de multiples utilisations et réparations. Mais considérer que le recyclage résout le problème du jetable est une erreur.

Qu'est-ce que l'économie circulaire ? Permet-elle de changer de paradigme ?

L'économie circulaire est un concept plus large que le recyclage. Il priorise

la réduction à la source des consommations et des déchets, puis des boucles de réparation et de réutilisation. Malheureusement, les politiques publiques d'économie circulaire et les démarches des entreprises se réduisent trop souvent au seul recyclage. La loi d'économie circulaire du quinquennat actuel (1) tenait ainsi au départ en un seul objectif : "100% de plastique recyclé". Elle s'est heureusement élargie au fil des débats parlementaires mais elle reste aujourd'hui largement insuffisante pour opérer un changement de paradigme.

Pourquoi n'est-ce pas une réponse à la surconsommation des ressources ?

Malgré l'engouement autour des démarches dites circulaires, force est de constater aujourd'hui que l'extraction des ressources dans le monde progresse deux à trois fois plus vite que le recyclage, d'après les données du *Circularity Gap Report* (2).

L'économie circulaire, même dans sa définition large et complète, ne peut apporter à elle seule une réponse à la surconsommation des ressources. L'effort de sobriété, s'il reste adossé à un modèle capitaliste et productiviste, peut à tout moment être contrebalancé par des effets rebonds (reports de consommation) ou, tout simplement, entrer en contradiction avec l'objectif d'exploitation maximum des ressources inhérent à ces modèles. Cela explique ses décevants résultats effectifs à ce jour.

Comment lutter contre le jetable ?

Le jetable reste un problème entier malgré les mesures d'interdiction qui commencent à toucher certains produits emblématiques. Par "jetable", j'entends un champ assez large d'objets et d'emballages à usage unique, ou conçus pour un nombre d'utilisations limité, ou encore de trop mauvaise qualité pour être utilisés durablement, comme la plupart des vêtements. La production de ces objets et emballage constitue une consommation de ressources beaucoup trop importante par rapport à leur durée d'utilisation et souvent même par rapport à leur utilité réelle. Autrement dit, c'est un réel gaspillage, qui me semble complètement

1. Loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (Agec), adoptée en février 2020.

2. Rapport annuel publié par l'organisation non gouvernementale *Circle Economy*.

anachronique compte tenu de l'état de nos connaissances sur la finitude des ressources naturelles. Si l'on considère que nous devrions diviser nos consommations par quatre pour être cohérents avec la disponibilité de ces ressources, et que l'on ne souhaite pas "tout sacrifier" du confort de nos vies modernes, ne serait-il pas logique de s'attaquer en premier lieu à ce pan de consommation superflu ?

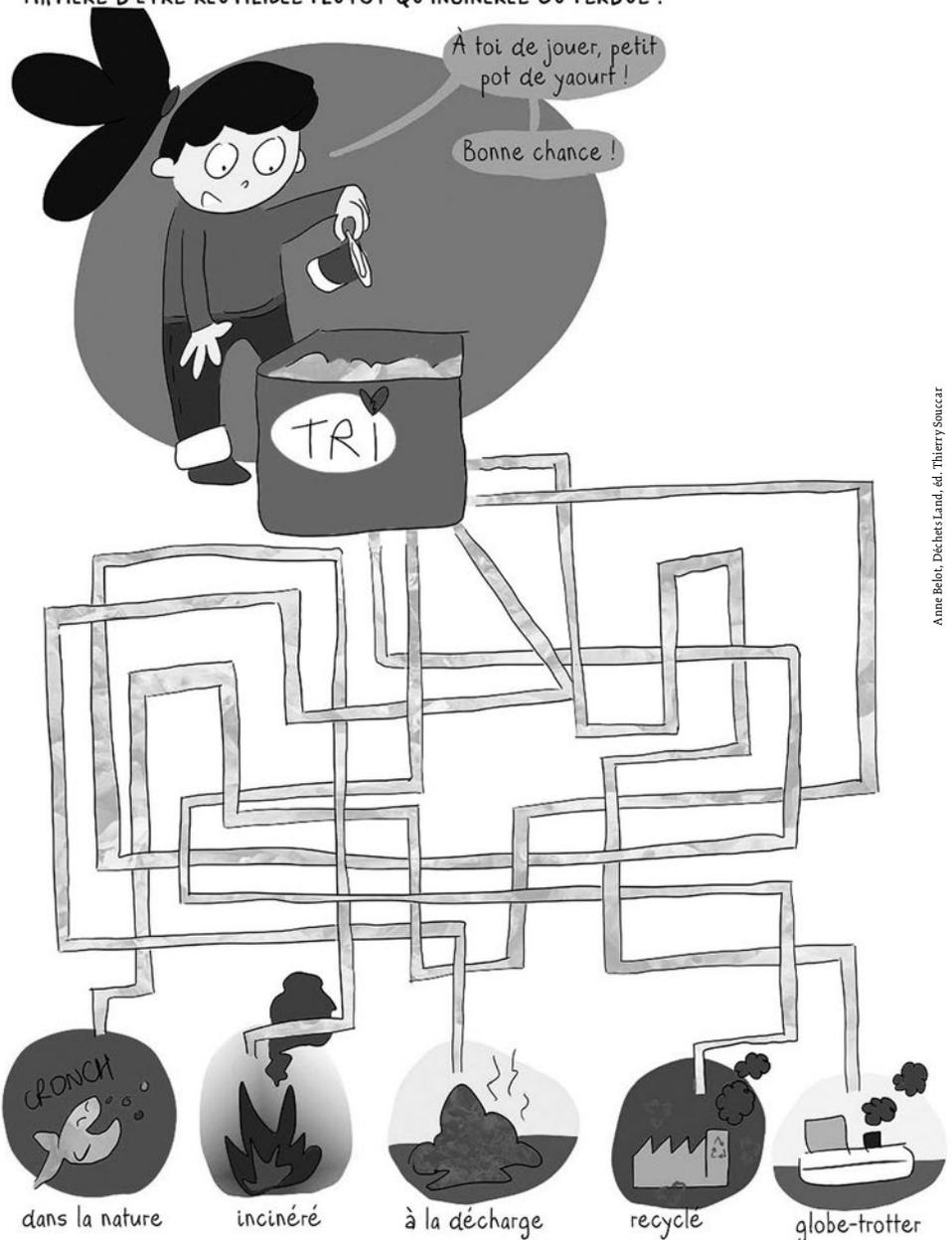
Je souhaitais montrer dans mon livre *Recyclage, le grand enfumage* le lien étroit qui existe malheureusement entre l'industrie du jetable et les activités de recyclage. Face aux attaques auxquelles le jetable fait face, le recyclage est devenu la principale réponse des fabricants, et plus largement des industries et filières dépendantes du jetable (restauration rapide, grande distribution, etc.). Le message se veut clair et rassurant : grâce au recyclage, le jetable n'est pas si problématique pour l'environnement. C'est une illusion puisque le recyclage, comme on l'a vu, n'est ni perpétuel ni autonome en ressources.

Vers quel modèle faut-il tendre aujourd'hui pour une société décroissante ? Comment passer d'une société où on trie des déchets à une société où on produit moins de déchets ?

Du point de vue de la production, il faut opérer une réorientation complète, du quantitatif au qualitatif. Du jetable au durable et réparable. Cela implique aussi un changement de modèle économique car aujourd'hui, le modèle capitaliste repose sur une croissance continue et, le plus souvent, sur des volumes de production croissants.

Mais il s'agit aussi de changer plus largement de perspective pour sortir d'un productivisme qui n'est malheureusement pas l'apanage du capitalisme, pour remettre en question les logiques d'accumulation, notre rapport aux objets ou encore à la propriété. Vaste programme, pour lequel je n'ai pas de recette ni de baguette magique, et qui implique un débat collectif, politique. Mais le point de départ peut sans doute aussi être individuel, voire intime, lorsque l'on fait le constat que nos achats et nos possessions ne nous rendent pas heureux.

ET SI ON N'A PAS PU ÉVITER UN DÉCHET ?! S'IL EST POTENTIELLEMENT RECYCLABLE, IL VAUT MIEUX LE TRIER QUE LE JETER, NE SERAIT-CE QUE POUR LAISSER UNE CHANCE À LA MATIÈRE D'ÊTRE RÉUTILISÉE PLUTÔT QU'INCINÉRÉE OU PERDUE !



Anne Belot, *Déchets Land*, éd. Thierry Souccar

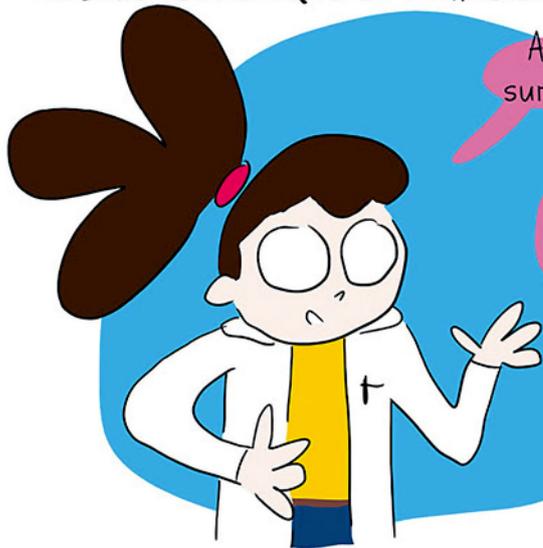
Pourquoi avoir écrit ce livre ?

Il me semblait important et urgent de mettre les pieds dans le plat, d'oser critiquer le recyclage pour susciter un début de débat. Nous perdons un temps précieux, et des ressources humaines et financières considérables, à chercher désespérément des voies de recyclage pour des matériaux et produits qui pourraient, qui devraient, tout simplement, ne pas exister. Je veux tenter de déplacer le débat vers la question de la priorisation de nos besoins individuels et collectifs. ♦

➔ Pour aller plus loin

- ◆ **Zero Waste France**, 1 passage Emma-Calvé, 75012 Paris, www.zerowasteFrance.org
- ◆ **Halte à l'obsolescence programmée**, 204 rue de Crimée, 75019 Paris, contact@halteobsolescence.org, www.halteobsolescence.org
- ◆ **Réseau national des ressourceries**, <https://ressourceries.info>

FINALEMENT, LE PROBLÈME DES DÉCHETS EST UN PROBLÈME D'ARGENT, LIÉ À NOTRE MODÈLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER.



Avec ce modèle de croissance et de surconsommation, on fonce dans le mur !

La preuve : l'invasion des déchets, mais aussi l'exploitation d'une majorité de la population humaine, la disparition de nombreuses espèces animales et végétales, le changement climatique, la pollution des sols et de l'air, etc., etc. !

Il est urgent de ne plus faire partie du problème, et de passer à des modes de consommation plus doux, qui existent déjà* !

* Voir parties Réduire !, Comme neuf et Retour à la terre

MAIS LES PRODUCTEURS DE PLASTIQUE ET D'OBJETS À USAGE UNIQUE VEILLENT AU GRAIN : ILS ONT GROS À PERDRE SI LES CONSOMMATEUR-RICE-S CHANGENT DE MODE DE VIE ET BOYCOTTENT LEURS PRODUITS !

Que vous soyez sensibilisés au problème des déchets, ça nous dérange pas !

On va pas lâcher un système aussi rentable facilement !

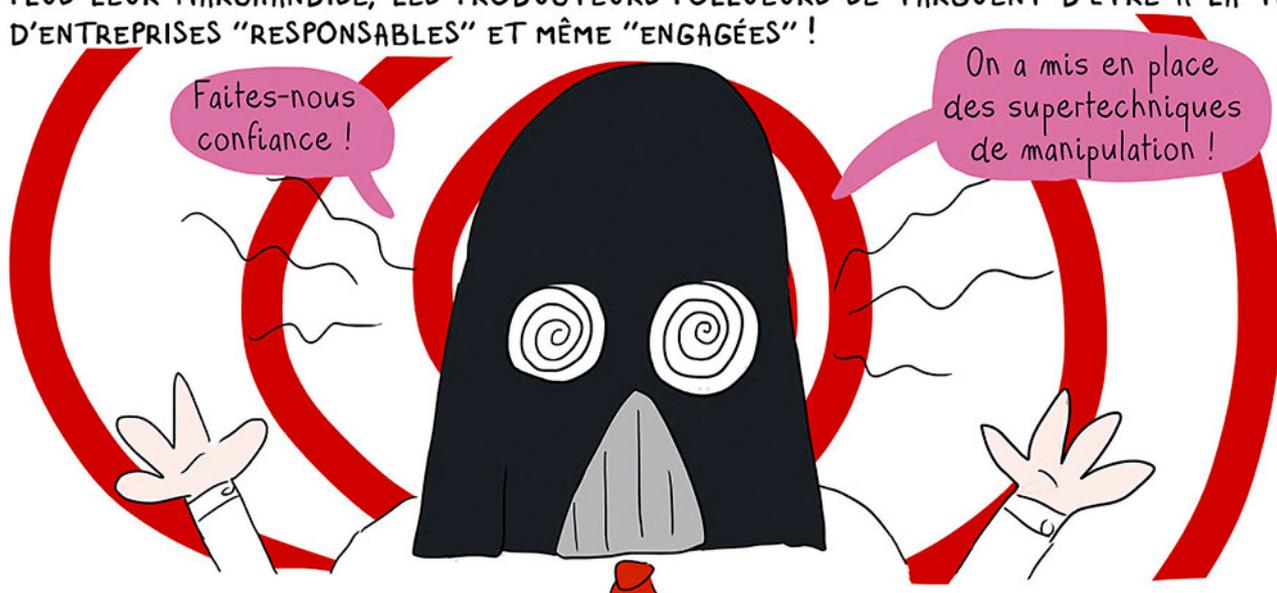
Seulement, faut continuer à acheter nos produits !



ALORS, POUR S'ASSURER QUE LES CONSOMMATEUR-RICE-S CONTINUENT À ACHETER TOUJOURS PLUS LEUR MARCHANDISE, LES PRODUCTEURS-POLLUEURS SE TARGUMENT D'ÊTRE À LA TÊTE D'ENTREPRISES "RESPONSABLES" ET MÊME "ENGAGÉES" !

Faites-nous confiance !

On a mis en place des supertechniques de manipulation !



Cette très jolie BD dynamique et didactique vous dira tout de l'avenir de vos déchets. On se laisse très rapidement embarquer par notre guide, qui se met en scène découvrant l'industrie

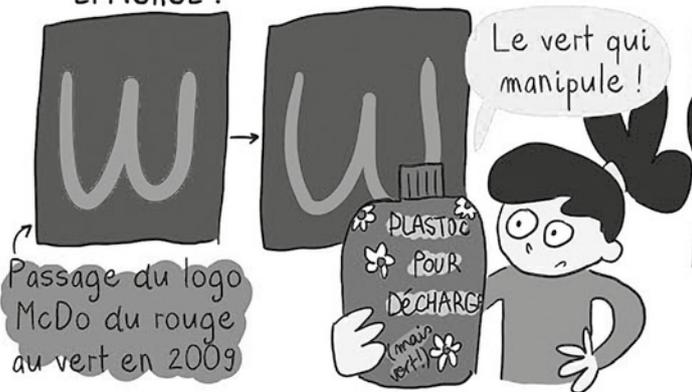
des déchets, des décharges aux incinérateurs. Avec beaucoup d'humour, Anne Belot a su décrire finement la gestion des déchets, qui s'apparente aujourd'hui à un gigantesque dépotoir

qui asphyxie la planète et profite aux grandes entreprises. Loin d'être la solution miracle, le recyclage, pas si systématique, consomme lui aussi beaucoup d'énergie et n'est pas un

ET ILS FONT ÇA TRÈS BIEN ! POUR FAIRE CROIRE QU'ILS SONT ENGAGÉS EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT, TOUT EN CONTINUANT À PROFITER DU GASPILLAGE SCANDALEUX, ILS UTILISENT UN PANEL DE STRATÉGIES, À COMMENCER PAR LE GREENWASHING.

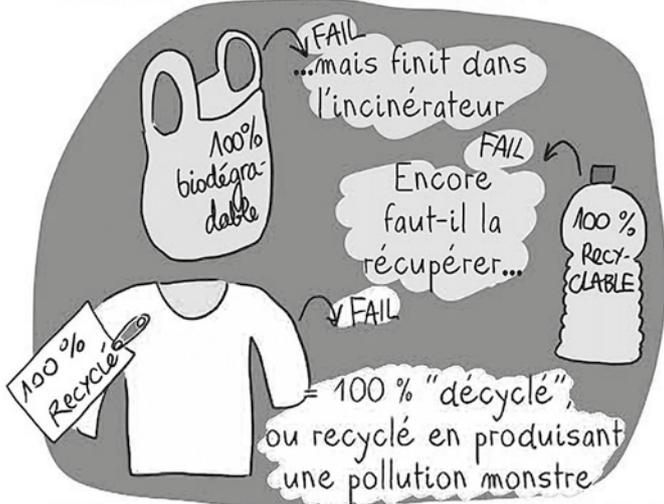
ÇA CONSISTE, PAR EXEMPLE, À "VERDIR" LA MARQUE : TERRIBLEMENT SIMPLE ET EFFICACE !

OH TIENS ! C'EST MARRANT ! CITEO FAIT LUI AUSSI DU GREENWASHING AVEC SON ♻️ !



LES FABRICANTS VERDISSENT AUSSI LEUR DISCOURS, AVEC DES MOTS QUI SONNENT DOUX À NOS OREILLES !

ET DES MOTS QUI SONNENT BIEN, IL Y EN A DES TAS : NATUREL, ÉCOLO, ÉCO-FRIENDLY, BIODÉGRADABLE, ETC.



POUR VERDIR LEUR IMAGE, LES POLLUEURS SPONSORISENT AUSSI LE SPORT :

OU ILS FINANCENT DE "BONNES ACTIONS ENVIRONNEMENTALES" :



processus infini. Gérer des déchets de plus en plus nombreux n'est décidément pas la bonne voie... Seule véritable solution : réduire la production de déchets. Une enquête ambitieuse au ton

humble et entraînant, qui réussit à embrasser les enjeux collectifs comme individuels, et se termine par un témoignage personnel du parcours de l'autrice vers le zéro déchet. MG

Déchets land – la face cachée de nos déchets, Anne Belot, éd. Thierry Souccar, 2021, 232 p., 25,50 € <https://annebelot.fr>

› Texte : **Michel Bernard**

Les limites de l'économie circulaire

Le "développement durable" n'a jamais réussi à infléchir le rythme de destruction de la planète. Ce concept trop flou, né en 1992, a surtout servi à masquer l'inefficacité de nos politiques. Une autre expression a émergé en 2002 : "l'économie circulaire". Mais c'est encore un cache-misère pour retarder la nécessité de la décroissance.



DK

Eh non, la technologie n'est pas la solution miracle du tout recyclage, mais bien une source de pollution ! Selon Muriel Maillfert, professeure des universités en aménagement et urbanisme, "le modèle proposé ne s'est pas attaqué aux sources mêmes des impacts environnementaux (les modes de production et de consommation, les modes de vie...), mais a plutôt compté sur d'hypothétiques innovations technologiques pour limiter l'impact environnemental du modèle. Innovations qui finalement ne proposaient pas de réduction notable des impacts environnementaux et relevaient finalement d'utopies productives (promesse du découplage) ou urbaines (promesses de la smart city)".

L'économie circulaire souhaite s'inspirer de la nature, qui ne produit aucun déchet. Il s'agirait d'utiliser les rebuts d'une entreprise comme ressources pour une autre, de telle manière qu'il n'y ait plus de production de déchets et que l'on puisse limiter la consommation des ressources, donc diminuer notre

empreinte écologique, nos gaz à effet de serre... (1).

Au Québec, la *Laiterie de Charlevoix* utilise ses rejets de lactosérum pour produire du méthane, dont la combustion

fournit de l'énergie à l'usine. La méthanisation laisse des boues riches en phosphore, épandues dans les champs comme engrais pour produire plus d'herbe, laquelle sert à l'alimentation des vaches qui fournissent le lait. Cette chaîne de fabrication est bien circulaire

1. Pour une définition plus complète, voir la loi du 10 février 2020 : www.ecologique-solidaire.gouv.fr/leconomie-circulaire

car elle est encore proche des processus naturels.

Il en est autrement quand *Michelin* annonce avoir mis en place un système de location des pneus pour poids lourds : ceux-ci sont facturés en fonction du kilométrage, puis récupérés, rechapés et réutilisés trois fois. Cela réduit des deux tiers les besoins de matières premières, coûte 40 % moins cher et génère quatre fois plus d'emplois que la vente habituelle... mais les particules de pneus usagés continuent de se disperser tout le long des voies routières et il faut encore un tiers des matériaux de départ.

La ville d'Oslo (Norvège) se vante d'être pionnière en la matière : collecte sélective des déchets organiques pour la méthanisation et la production de carburant des autobus, utilisation des résidus de la méthanisation comme engrais dans les espaces verts et agricoles, recyclage d'une partie des rebuts et incinération du reste pour produire en cogénération chaleur et électricité. Toutefois, elle oublie de dire que l'incinérateur produit des mâchefers (30 % du volume initial) qui condensent les produits toxiques et que les filtres à dioxines sont des déchets dangereux (3 % du volume initial) (2)... En outre, de nombreux produits n'ont pas de filière de recyclage effective (piles, batteries, nombre de plastiques, etc.).

Selon l'organisation néerlandaise *Circle Economy*, seuls 9 % des 92,8 milliards de tonnes de minéraux, énergies fossiles, métaux et biomasse entrant dans l'économie sont réutilisés chaque année (3). Pour le dire autrement, malgré tous les efforts des collectivités publiques, entreprises ou particuliers, nous sommes encore quasi totalement dans une logique extractiviste.

La logique "croissance verte"

Quelle est la logique du "développement durable" et de l'"économie circulaire" ? Essayer de repeindre en vert la production toujours croissante de produits les plus divers. Il s'agit

2. Les résidus d'épuration des fumées d'incinération des ordures ménagères (Refiom) sont le produit de la neutralisation des gaz acides et polluants par des réactifs comme la chaux ou le bicarbonate de sodium. Les Refiom, par définition très toxiques, comprennent essentiellement des cendres volantes, des résidus de neutralisation des fumées et des "gâteaux" de filtration des eaux de lavage des fumées.
3. Cité par Laure Waridel, *La Transition c'est maintenant*, Écosociété, 2019, p. 82



La durabilité, autrefois argument de vente, semble oubliée aujourd'hui.

de continuer la *business as usual* en n'adoptant des pratiques écologiques que si cela rapporte davantage. Il ne s'agit en rien d'internaliser les coûts environnementaux et sociaux des différentes productions. Le résultat est que, malgré tous les exemples que l'on peut donner de démarches plus ou moins vertueuses, notre consommation reste en hausse, tout comme notre production de déchets.

Prenons un exemple français : depuis quelques années, nous sommes envahis par les petits emballages en aluminium et acier des capsules à café. L'emballage d'une capsule pèse 2 g (pour 5,5 g de café). Il est très difficile à isoler et à recycler. En 2014, l'organisme *Éco-emballages*, qui touche la taxe sur les déchets, a développé avec l'*Association des maires de France* un programme intitulé *Projet métal*, qui bénéficie également du *Fonds Nespresso* créé par *Nestlé* (4). Depuis, 27 centres de tri ont été installés et 950 tonnes ont été collectées en 2019 soit, selon *Nespresso*, environ 20 % des ventes (5). Et donc, 80 % des emballages finissent dans les déchets, soit 3 800 tonnes ! À ceci, il faut ajouter la consommation d'énergie pour la filière de recyclage qui rend cette opération totalement inintéressante, sauf à faire croire que l'on peut

utiliser ce genre de cafetière. Il s'agit d'un cas typique d'écoblanchiment. La première solution serait d'avoir une cafetière sans capsule, la deuxième de ne plus consommer de café car c'est un produit d'importation qui pose d'innombrables autres questions (6).

La décroissance est la meilleure démarche

La décroissance ne consiste pas à recycler mieux mais à diminuer de manière importante et régulière ce que nous extrayons de la nature, réduire la production de déchets, utiliser des produits résistants, partager les outils dont nous avons besoin, privilégier les liens sociaux aux biens, diminuer les inégalités sociales. La décroissance est la seule solution pour éviter l'emballement du réchauffement climatique, l'effondrement de la biodiversité... Reste à trouver comment y parvenir de manière agréable, idée que développent de nombreux groupes et livres autour du concept de sobriété heureuse et de simplicité volontaire. ♦

6. Même étiqueté "équitable", le café, importé du bout du monde, nécessite une filière de production fortement consommatrice d'énergie. D'autre part, les monocultures, installées au détriment des forêts tropicales dans les pays d'origine, même en coopérative, posent un problème de destruction de la biodiversité.

4. La création de ce type de fonds est une pratique courante des entreprises pour "optimiser" leurs impôts en faisant des dons intéressés.
5. www.nespresso.com

› Texte : **L'équipe de La Boucle verte**

Extraits d'un texte publié initialement sur le site

<https://laboucleverte.fr> en mai 2020



Le Can'ivor : un collecteur de canettes mis à disposition des fast-foods.

Les désillusions d'une start-up de l'économie circulaire

En mai 2020, *La Boucle verte*, qui se définit comme "start-up de l'économie circulaire", basée en Haute-Garonne, a publié un texte expliquant les raisons de l'arrêt de son activité. Il nous a donné à réfléchir et nous en publions ici des extraits.

En février 2020, nous avons fait le choix de cesser définitivement notre activité d'économie circulaire portant sur la collecte innovante d'emballages. Après plus de trois ans, nous n'avons pas su rendre notre entreprise pérenne et surtout, nous avons perdu beaucoup d'intérêt pour notre projet.

La naissance du projet et son développement

L'aventure *La Boucle verte* débute en octobre 2016 à Toulouse. Tout juste diplômés d'une école de commerce,

sensibilisés à l'entrepreneuriat et un peu rêveurs, nous voulions créer une entreprise capable de collecter tout objet, reste ou résidu pour le recycler, pour transformer tout déchet en une matière première qui a de la valeur.

Un seul problème, nous n'avions ni argent, ni expérience, ni réseau, ni crédibilité. Il fallait commencer par quelque chose de très simple et cette bonne vieille canette métallique nous a séduits ! Soi-disant composée à 100 % de métal et recyclable à l'infini, nous pensions pouvoir créer une logistique

bien rodée afin de les collecter dans les fast-foods pour les revendre à des grossistes en métaux pour qu'elles soient recyclées. Après avoir ruiné le coffre de la voiture et s'être attiré les foudres des voisins pour avoir stocké les canettes dégoûtantes dans la cave de notre immeuble, il était temps d'apporter notre butin chez le ferrailleur grâce à la camionnette d'un ami. Après s'être fait enregistrer, nous dégotons notre premier chèque. Et quel choc ! Il n'y avait pas d'erreur de zéro, nous avons bel et bien gagné 38 euros, même pas de

quoi payer l'essence de ce mois de collecte. À ce moment-là, nous avons fait un grand pas dans notre compréhension du secteur du recyclage : la majorité des déchets ne valent pas le prix de l'effort qu'il faut faire pour les collecter et, sans obligation réglementaire ou volonté de leur propriétaire de les trier, ces derniers n'ont aucune chance d'être recyclés.

Il fallait trouver une nouvelle idée pour rentabiliser la collecte. Près de cinq mois s'écoulèrent pendant lesquels nous expérimentions tous types de solutions jusqu'à ce que le *Can'ivor* voie le jour : un collecteur de canettes mis gratuitement à disposition des fast-foods et qui sert de support publicitaire. Plus besoin de gagner des sous avec la vente des canettes, il suffisait de vendre de la pub sur le collecteur pour financer le service de collecte et dégager une marge.

Fabrication des premiers *Can'ivors*

Mais, après six mois de démarchage commercial à gogo, pas le moindre client pour nous acheter nos espaces publicitaires ! Après avoir changé le look du *Can'ivor*, de logo, de slogan, de site internet, de plaquette commerciale, gagné quelques concours, chopé quelques articles, s'être payé les services de super graphistes, avoir créé toute une série de mots nouveaux, s'être familiarisés avec le jargon de la pub, avoir lancé la mode du "cool

recycling", et réalisé une vidéo cumulant 3,3 millions de vues sur *Facebook*, nous commençons à peser dans le start-up game ! Et... les emplacements publicitaires se vendaient !

La fin du projet

Le problème, c'est que la majorité de nos clients étaient en réalité plus intéressés par le fait de nous filer un coup de pouce pour soutenir notre initiative ou de s'associer à notre image écolo que par notre service d'affichage en lui-même. Une fois le buzz terminé, les ventes s'essoufflèrent... Après s'être débattus pendant près d'un an à tout repenser, il fallait se rendre à l'évidence, il n'y avait pas de marché pour notre service.

Fin 2019, nous avons fait le choix de retirer l'intégralité de nos collecteurs munis d'emplacements publicitaires pour jouer notre dernière carte, celle du service de collecte payant. En l'espace de trois ans, les mentalités avaient bien changé, nous étions reconnus à Toulouse et avions l'espoir que ce modèle plus simple fonctionne. Malheureusement, après quatre mois d'essai, nous en sommes revenus à l'un de nos premiers constats qui était que la majorité des structures n'étaient prêtes à payer pour un service de collecte que si elles y étaient contraintes par un marché réglementaire. Après tant de tentatives, nous étions à bout de force, démotivés et à cours de trésorerie. Mais surtout, nous avons perdu foi

en ce que nous faisons, nous ne nous retrouvions plus dans nos envies de départ. Même si nous étions parvenus à collecter des centaines de milliers de canettes, nous étions principalement devenus des vendeurs de publicité. Et le pire (ou le mieux) dans tout ça, c'est que nous avons également perdu confiance dans le secteur tout entier du recyclage et dans cette idée de croissance "verte". *La Boucle verte* mourut.

Les réalités de la filière emballages et du recyclage

Lorsque nous nous sommes lancés dans le projet, la canette nous paraissait être un emballage idéal. De nombreux sites internet lui attribuaient le mérite d'être l'emballage le plus léger qui soit entièrement recyclable et à l'infini. On pouvait lire qu'une canette triée redonnait naissance à une canette neuve en 60 jours et que cet emballage était bien recyclé en France (60 % d'entre elles). Persuadés de participer à une œuvre écologique et de pouvoir encore améliorer ce taux de recyclage, nous avons foncé tête baissée pour collecter nos canettes ! Mais la suite de nos aventures et notre longue immersion dans les coulisses du secteur nous ont montré une vérité tout autre. Bon nombre d'informations que l'on trouve sur internet sont très superficielles, enjolivées et se passent d'explications approfondies concernant le devenir des déchets. Et pour cause, ces documents sont en majorité rédigés par les acteurs



Quand on se lance, la fabrication est souvent artisanale !



économiques du secteur ou les géants du soda eux-mêmes, qui n'ont pour but que de défendre leurs intérêts en faisant la promotion des emballages. La filière boisson préfère vendre son soda dans des emballages jetables (c'est bien plus rentable), la filière canette promeut son emballage comme étant le meilleur, et la filière en charge de la collecte ne peut gagner sa croûte que si des emballages sont mis sur le marché : principe de l'écocontribution.

On peut lire qu'en France, "60 % des canettes aluminium sont recyclées". L'idée qui vient à l'esprit de toute personne lisant ceci est que ces 60 % proviennent de la collecte sélective, mais en réalité pas du tout. Seulement 20 % des canettes sont captées par le tri à la source, le reste se retrouve avec le "tout-venant" et est enfoui ou incinéré. Les 40 % recyclés restants ne proviennent donc pas des centres de tri mais des résidus de combustion des incinérateurs (les mâchefers) qui contiennent également des dizaines d'éléments différents mélangés et carbonisés, dont des métaux lourds. De cette part ci, 45 % de l'aluminium (qui a grandement perdu en qualité) est extrait et parvient à rejoindre la filière classique (les fonderies) tandis que les 55 % restants sont irrécupérables et utilisés avec les autres résidus dans le BTP comme sous-couche pour les routes. Par ruissellement, les particules polluantes de ces déchets se retrouvent ainsi dans les nappes phréatiques...

En bref, voici grossièrement ce qui devrait être écrit sur ces documents : "En France, 38 % des canettes sont recyclées comme matière première secondaire, 22 % sont valorisées en sous-couche routière, et 40 % sont directement enfouies en décharge."

L'impossible recyclage

D'autre part, quiconque a déjà visité un centre de tri est en mesure de comprendre qu'il est impossible de séparer parfaitement les milliers de modèles d'emballages différents, de toutes tailles, qui sont souvent des assemblages (carton et plastique), qui sont souillés et défilent à toute vitesse sur les tapis roulants. À Toulouse, sur cinq camions qui arrivent au centre de tri, deux repartent en direction de l'incinérateur : il y a 40 % d'erreurs !

Et cette part de nos déchets qui parvient à sortir en vie des centres de tri devient-elle alors une précieuse ressource, comme le voudrait l'économie circulaire ? Mais non, même pas. Lorsque ces emballages ne trouvent pas de repreneurs, certains matériaux comme le carton voient leur valeur devenir négative ! Oui, il faut payer pour s'en débarrasser... Et ce n'est pas fini, après la collecte et le tri, il faut passer au recyclage !

Fin mai 2019, nous avons été invités par la filière aluminium à une réunion de travail et une visite du plus grand site de recyclage français : *Constellium*, dans le Haut-Rhin. Alors que nous étions persuadés que nos bonnes vieilles canettes redonneraient un jour vie à de nouvelles canettes, nous avons eu la stupéfaction d'apprendre par les ingénieurs qui y travaillaient que les balles d'aluminium provenant des centres de tri français étaient inexploitable. Leur qualité était mauvaise et il était par conséquent impossible de les utiliser comme matière première car la fabrication de canettes utilise des technologies très pointues et ne peut s'opérer qu'à partir de métaux d'une grande pureté... C'était le comble ! Depuis le début, aucune de nos canettes n'avait

redonné vie à d'autres canettes et elles étaient en fait utilisées pour des pièces moins exigeantes comme des blocs-moteurs. Quand on sait que les emballages en aluminium sont considérés comme les plus facilement recyclables et qu'en France, nous ne sommes toujours pas capables de les fabriquer à partir d'emballages recyclés français, on n'ose même pas imaginer le devenir de nos bouteilles plastiques et encore moins de tous ces nouveaux emballages qui font désormais partie de "l'extension de la consigne de tri".

Et même dans un monde idéal, une canette ne pourrait être recyclable à 100 % puisqu'elle n'est pas 100 % métallique (1). Quelle que soit donc la performance de notre système de collecte et de tri, il sera impossible de continuer d'en produire pour des siècles et des siècles sans continuer d'extraire de la bauxite en Amérique latine. Vous l'avez compris, le recyclage n'est pas la panacée ! Il devrait n'intervenir qu'en dernier recours et non pour récupérer la matière d'objets n'ayant servi que quelques minutes.

L'économie circulaire ne répondra pas aux enjeux de la crise écologique

La conclusion que nous avons tirée de cette histoire est que ce secteur, en très lente évolution, ne répondra pas aux enjeux de la crise écologique et qu'il promeut malgré lui la production d'objets peu durables, donc le gaspillage de ressources. Comme se plaisent à le répéter bon nombre d'associations, "le meilleur déchet est celui qu'on ne produit pas" et, dans un monde idéal, le seul déchet que nous devrions produire est celui d'origine naturelle, celui qui peut retourner à la terre n'importe où pour l'enrichir. La vision de *La Boucle verte* était de créer des modèles d'économie circulaire qui fonctionnent comme la nature, mais quelle arrogance ! Lorsqu'une feuille tombe d'un arbre, elle ne part pas en camion au centre de tri. Et lorsqu'un animal meurt dans un bois, il n'est pas incinéré. La vraie économie circulaire, ce n'est pas celle qui tente d'imiter la nature, c'est celle qui tente d'en faire partie. ♦

1. En effet, sa paroi extérieure est couverte de vernis et sa paroi intérieure est garnie d'une fine couche de plastique qui évite que le liquide ne soit en contact avec le métal. De plus, à chaque fois qu'un métal est fondu, une portion de celui-ci disparaît, on appelle cela "la perte au feu".

Rhône

À la découverte du *Café Rosa*, lieu alternatif féministe

Justine 26 ans et Mélodie 28 ans, étudiantes en sociologie et en sciences politiques, ont toutes les deux arrêté leurs thèses pendant le premier confinement pour ouvrir le *Café Rosa*. Entre porte-clés clito, œuvres d'artistes indépendant-es et coin friperie, vous trouverez votre bonheur dans ce lieu alternatif féministe.

Silence : Est-ce que vous pouvez présenter le lieu et expliquer d'où vient l'idée ?

Mélodie : Le café Rosa est un café boutique féministe. Pour l'instant on est surtout sur un format boutique et café à emporter parce qu'on n'a pas le droit d'ouvrir le café. Sur la première mezzanine, il y a une friperie : il y en a pour toutes les tailles, tous les styles et elle est assez genderfluid (1). La deuxième mezzanine sert à faire des ateliers, des réunions... L'objectif c'est que les ateliers et ce que l'on vend ici soient fait par des femmes ou des personnes de minorités de genres. Ju a eu l'idée de mettre cette mezzanine à disposition des étudiant-es 4h par jour les mardi, mercredi et jeudi, ça permet de sortir de l'isolement qui caractérise pas mal la vie des étudiant-es ces derniers mois.

Justine : Sur Lyon, il n'y avait pas de lieu en journée qui était dédié aux questions queer et féministes. On est parties du constat qu'à l'université il y a plein de choses organisées qui sont normalement accessibles à tou-tes mais les infos ne circulent pas et on ne se sent pas toujours légitime à y aller, comme pour certains espaces militants qui peuvent être intimidants. Alors qu'un lieu plus neutre comme un café, c'est aussi un lieu de rencontre.

Silence : Comment avez-vous réussi à vous lancer ?

J&M : On est une association, avec deux personnes au bureau et nous espérons être futures salariées mais pour le moment on est co-fondatrices et gérantes du lieu. On n'a pas encore de bénévoles (à part sur le chantier), on attend que le lieu soit ouvert en conditions normales pour que les personnes se rendent compte à quoi ça ressemble, de l'investissement que ça peut demander, mais on aimerait fonctionner avec du bénévolat. On a deux stagiaires qui nous aident à la fois sur le bar mais aussi sur la programmation



"Rosa Parks, Rosa Luxembourg, Rosa Bonheur, on cherchait un nom de femme inspirante et on s'est dit que Rosa Parks était une figure connue qui permet aussi de penser les luttes sur plusieurs aspects, avec la question du racisme notamment."

culturelle. Financièrement, on a fait appel à un prêt de la région qui finance des projets d'économie sociale et solidaire, en accompagnement avec une banque. On a aussi eu la chance d'avoir beaucoup de dons au moment des adhésions à l'association. Et puis une autre ressource aussi c'est qu'on est deux, et ça c'est assez précieux. Deux, ça veut dire deux profils sociaux, des compétences différentes et complémentaires, le partage de la charge émotionnelle, de la charge mentale, etc.

Silence : Quelle est votre vision du féminisme ?

J&M : Très bonne question ! Comme le lieu, un féminisme inclusif, à la fois en termes d'âge, de milieu social, de race, d'accessibilité et de genre bien évidemment. On accepte tout le monde à tout niveau de déconstruction aussi, les personnes qui ne se revendiquent pas féministes sont les bienvenues. Poser des arbitrages dans un engagement comme celui-ci nous pose un souci. Je pense qu'on est dans la sororité et l'adelphité (2).

Silence : Quelle est la place de l'écologie dans votre projet ?

J&M : Pour l'instant on fait surtout avec les moyens du bord. L'idée c'est quand même d'être dans une logique de réduction de nos déchets, de faire du local, ce qui est déjà le cas pour la plupart des boissons. Pour le moment, il y a juste la bière qui n'est pas locale, elle est Belge mais bio, est-ce que ça fait que ça s'annule? (rires) Le but de notre lieu, c'est d'être le plus inclusif possible en terme économique aussi et le bio et le local ça peut revenir relativement cher. Au niveau des déchets, toutes nos bières bouteilles, ou nos bouteilles en verre, sont consignées, les gens peuvent venir avec leurs contenants aussi. L'écologie a sa place ici et il y a énormément de ponts qui se font avec le féminisme. Il est très probable qu'on mette des choses en place sur l'écoféminisme parce que mine de rien c'est difficile d'imaginer le féminisme sans l'écologie et vice-versa.

*Julie, Hélène, Camille, Juliette,
étudiantes à Sup'écolidaires
Entretien réalisé le 19 mars 2021.*

2. Notion inclusive englobant fraternité et sororité et permettant de sortir du cadre du genre.

1. Qui brouille les marqueurs de genre.

1984

Murray Boockchin et le municipalisme libertaire

Alors que les Verts partent à la conquête du pouvoir, *Silence* croit au changement par le bas.

Le n°37 de la revue *Silence* connaît une destinée bien particulière. Le dossier présente *Les nouveaux indiens d'Europe* : quelques personnes proches de *Silence* sont allées faire un stage dans une Université de la paix à Paris. Ils et elles ont découvert, dans une ancienne usine près de la gare d'Austerlitz, un lieu avec bibliothèque, restaurant végétarien, aromathèque... où vivent des personnes qui rêvent de vivre comme les Amérindiens. La présentation est flatteuse. Mais rapidement, d'autres échos se font jour qui nous alertent sur la présence d'un grand chef, un financement obscur, des histoires sexuelles douteuses... En juin, les autrices du dossier demandent de retirer le numéro de la vente. Ce qui est accepté. Mais surprise, en ouvrant nos boîtes archives, nous découvrons que les 5 numéros que l'on met de côté à chaque parution, ont disparu. Ce qui crée un conflit interne. Quelques années plus tard, nous apprenons que le gourou a été arrêté en Belgique... pour trafic d'armes ! Il se servait de ce groupe comme couverture.

Le n°40-41 de la revue a pour dossier la gratuité du transport de voyageurs. Comme d'habitude, c'est Michel Balme qui fait la couverture. Mais problème : c'est aussi lui le dessinateur des TCL, les transports en commun lyonnais, dont il fait les dessins anti-fraude ! Cela provoque quelques débats... à *Silence*, mais aussi aux TCL.

Le dossier d'été, n°48-49, présente le potentiel de l'énergie solaire dans les pays du sud. Il est rédigé par Roger Bernard, le père de



Michel, spécialiste du sujet. Deux ans plus tard, cela sera repris dans le premier livre qu'éditionnera *Silence* : *Le Soleil à votre table*.

Le sous-titre change en septembre. *Journal écologique Rhône-Alpes* devient *Écologie, alternatives et non-violence*. Ceci vient du constat que sur 450 abonné-es, 60 sont hors-région, que les dossiers ne sont que rarement régionaux et qu'il y a de plus en plus de brèves qui sont hors-région. La revue n'est donc plus spécialement régionale. C'est aussi à partir de ce moment que se développent les présentations d'alternatives concrètes.

Le n°54 présente un dossier sur la démographie. Jean Brière, alors porte-parole des Verts, compare la densité de population au taux de naissance ; ainsi les pays du sud (mais aussi l'Europe) ont trop d'enfants. Un discours qu'aujourd'hui *Silence* aborde différemment : 1,8 enfants par

femme aux États-Unis donne une empreinte écologique bien plus importante que les 6,3 enfants par femme au Mali. La surconsommation est un problème plus important que la natalité.

Le 14 novembre, *Silence* assiste à une conférence à Lyon de l'écologiste libertaire états-unien Murray Bookchin. Ce sont les Ateliers de création libertaire qui ont organisé sa venue et c'est Mimmo Pucciarelli qui anime la soirée. C'est le coup de foudre ! Sa conférence sera reprise en article puis un entretien constituera un dossier en février 1985. Cela nous permet d'affirmer nos différences avec un parti comme les Verts qui vise la prise de pouvoir et le changement par le haut. MB

Chaque mois, Michel Bernard retrace l'histoire de la revue *Silence*, année après année.

Médias

◆ **Projet**, n°382, juin-juillet 2021, 13 €, "Ce que l'écologie fait à la politique", Revue Projet, 3 rue de la Procession, 93210 La-Plaine-Saint-Denis.

L'essor des pensées et des mobilisations écologistes a modifié le monde politique. Ce dossier pointe les blocages et les

résistances qui empêchent un véritable déploiement d'une écologie politique. Il explore les différents types de mobilisation, de la désobéissance au droit, pour faire entrer le vivant en politique.



◆ **Le Monde Diplomatique**, juin 2021, n°807, 5,40 €, *Le Monde diplomatique*, 1-3 avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris. Le mensuel papier propose un dossier dense sur la ville défigurée, qui dénonce les ravages de l'automobilisme, interroge la concentration et l'industrialisation des commerces en périphérie. Hors dossier, un article passionnant de Claire Lecœuvre montre que la réduction du temps de travail permettrait aussi de diminuer les émissions de gaz à effet de serre.

◆ **Les Autres possibles**, n°32, juin-août 2021, 2 €, "47°2 le matin", Association Les Amis du MAP / Les Autres Possibles, Caserne Mellinet, 4 place du 51^e régiment d'artillerie, 44000 Nantes. Comment vivre avec des chaleurs de plus en plus extrêmes ? La végétalisation de la ville devient une évidence, comme les transformations des bâtis pour une meilleure résistance à la chaleur. Par ailleurs, ce numéro rappelle que s'adapter ne veut pas dire renoncer à lutter contre les causes du réchauffement climatique et contre les inégalités que ce dernier aggrave.



Épicerie d'art frais !

Un collectif de 7 artistes éparpillé-es en France s'est inspiré du système de paniers des Amaps pour envoyer 4 fois par an, au moment des équinoxes et des solstices, 249 grammes de poèmes, textes, autocollants, épreuves (lino, taille douce, typo), collages, etc. Des œuvres originales ou numérotées et artisanales. On ne choisit pas mais on s'abonne à l'année et on reçoit chaque trimestre une sélection originale d'œuvres d'art'gricoles. L'idée est de soutenir la création artistique et de faire circuler les valeurs émancipatrices de l'art.

◆ **Contact et abonnement** : Épicerie d'art frais, M. Barbaroux, 6 rue Clotilde, 67200 Strasbourg.

Bilan financier 2020 : *Silence* tient le cap

L'Assemblée générale de l'association *Silence* a pu se tenir physiquement le 12 juin 2021 pour approuver les comptes et renouveler les différents comités, au local de la revue, en présence d'une douzaine d'adhérent-es, tout en respectant les gestes barrières. Ce moment

chaleureux nous a permis d'échanger sur nos envies associatives et notre vision de la revue, et surtout de pouvoir nous retrouver ensemble.

L'année 2020 a bien évidemment été marquée, pour *Silence* aussi, par la crise sanitaire.

Nous n'avons publié que 10 numéros, et la revue accuse une baisse de son chiffre d'affaires de 10 % (qui s'explique par la baisse des abonnements de 9 % et par la baisse des ventes de livres et de numéros). Notons tout de même une hausse des ventes d'affiches, suite à la sortie de l'affiche sur la désobésissance civile. Cette baisse est par ailleurs compensée par une baisse des charges de 13 %, liée à la réduction de l'activité suite au premier confinement. Le résultat 2020 est déficitaire de 3 250 €, déficit relativement contenu si l'on considère le contexte sanitaire exceptionnel.

La fermeture temporaire de nombreux points de vente de nos numéros, notamment des librairies, ainsi que l'annulation de festivals, foires et fêtes diverses sur toute la France, où nous avons habituellement des stands tenus par des bénévoles, nous ont marqué. Mais, grâce à vos nombreux soutiens financiers, nous avons tenu le cap et avançons ragaillardis. Le nombre d'abonnements était de 3 341 en janvier 2020, en augmentation régulière depuis l'été 2019. Il a culminé en mars 2020 à 3 403. Suite au premier confinement, il est retombé à 3 170. Depuis il augmente lentement, mais la situation n'est toujours pas à l'équilibre.

En interne, Olivier Chamarande est allé réaliser d'autres rêves (pâtisseries), et l'équipe salariée a accueilli Marion Bichet au poste de gestion/communication.

Du côté des éléments positifs, nous avons résolument maintenu notre format papier – ce que vous êtes nombreu-ses à avoir salué – et nous avons poursuivi notre engagement auprès du projet *Jai Jagat*. Un numéro avec un dossier sur *Jai Jagat* est paru en septembre 2020. *Silence* a été co-organisatrice de la marche Lyon-Genève 2020.

Nous entamons cette rentrée 2021 la tête pleine d'envies de liens, de transmissions, et surtout de faire ensemble. C'est de notre projet associatif, dans toute sa diversité, que nous avons envie de prendre soin, pour porter une véritable écologie transformatrice.

Résultat d'exploitation 2020 simplifié (en milliers d'euros)

Charges	2018	2019	2020	Produits	2018	2019	2020
Achats de livres	1	5	1	Ventes de livres	2	7	2
Achats imprimerie	39	35	28	Revue vendues	184	175	162
Photocopies	2	1	1	Variation stocks	-1	0	-1
Maquettiste	10	11	11				
Affranchissements	4	7	6	Aides	13	20	15
Routage	31	31	20				
Achats et charges externes	16	14	19	Reprise provision stocks	2	1	0
Salaires et charges sociales	105	108	100	Soutiens et dons	28	7	7
Stocks	1	1	1				
Taxe d'apprentissage-Formation	1	1	1	Reprise prov. anter except			
				Reprise creance financière	27		
Excédent/Perte	45	-4	-3				
Total charges	255	210	185	Total produits	255	210	185

Bilan d'exploitation 2020 (en milliers d'euros)

Actifs	2018	2019	2020	Passif	2018	2019	2020
Investissements	2	1	1	Fonds associatif	45	90	86
Stocks	3	3	4	Excédent / perte	45	-4	-3
				Total Fonds propres	90	86	83
Titres participation	24	55	55				
Créances diverses	40	3	6				
Abonnés, etc.	8	8	7				
				Fournisseurs	10	8	10
Trésorerie	88	85	95				
				Frais dus au personnel	13	11	29
Charges avancées	4	0	1	Produits avancés	56	47	46
Total actif	169	155	169	Total passif	169	155	169

Alpes-Maritimes

Les Uto'Pistes : pour une enfance joyeuse

La raison d'être de l'association *Uto'Pistes* est de contribuer à nourrir les ventres, les cœurs et les esprits. Elle souhaite contribuer à l'émergence d'une société plus harmonieuse, autour du vivre ensemble dans le respect de soi-même (de son originalité, de sa particularité...), des autres et de la nature. Comment respecter l'autre si déjà je ne me respecte pas ? Et pour ce faire, c'est d'abord aux enfants qu'elle s'adresse. À travers des activités culturelles, des découvertes, des rencontres,

l'association accompagne les enfants vers leur bien être. Et les activités ne manquent pas ! S'initier aux arts du cirque, se lancer dans un potager pédagogique, animer des colos alternatives, etc. Avec l'intention d'expérimenter et de vivre une communication claire et non-violente (sans dogme et avec une attention particulière au droit à se tromper et à l'accueil de nos ratés). Les différentes initiatives sont pensées dans une économie viable, locale, circulaire et solidaire.



◆ Association Uto'Pistes, Ferme Potagère Bio, quartier Pélasque Supérieur, 06450 Lantosque, <https://www.uto-pistes.com> - Tél. : 06 12 06 08 94

AGRICULTURE

Drôme

Des semences OGM illégales officiellement inexistantes... mais neutralisées quand même !



Le 14 juin 2021, environ 80 faucheuses volontaires se sont rendus dans les locaux du groupe semencier *Top-Semences* à la Bâtière-Rolland, près de Montélimar. Leur but était de vérifier la présence ou non de semences OGM de colza ou de tournesol dans ces locaux, et le cas échéant, de les rendre impropres à la commercialisation. En effet, depuis février 2020, suite à un décret du Conseil d'État, les dites nouvelles techniques de modification du génome sont considérées comme produisant des OGM à part entière devant être retirés du marché. Dans les faits, sous la pression des lobbies semenciers, cette décision reste lettre morte et l'État n'agit pas. Pire, il fait pression au niveau européen pour revenir en arrière sur la transparence vis-à-vis de ces OGM. Le collectif des *Faucheuses Volontaires* s'estime en devoir d'agir pour faire respecter cette obligation liée au principe de précaution. Malgré les dénégations de l'entreprise sur la présence de tels OGM, des sacs de semences de tournesol OGM *Clearfield* ont bien été découverts, et ont donc été vidés. Le 28 juin 2021, une pétition signée par 120 000 personnes a été remise par plusieurs associations au gouvernement pour exiger l'application de la loi et le retrait du marché de ces semences illégales.

◆ www.faucheuses-volontaires.fr

La ferme-usine qui produira... des "chefs d'entreprise agricole"

Pire que la ferme des 1 000 vaches : la ferme des 2 000 agro-entrepreneuses. Ce centre de formation nommé *Hectare* qui ouvre ses portes dans les Yvelines à Levis-Saint-Nom en septembre 2021 est porté par le milliardaire Xavier Niel et par Audrey Bourolleau, ancienne conseillère en agriculture d'Emmanuel Macron à l'Élysée. Il s'agit d'une offensive pour peser de manière décisive sur le visage de l'agriculture de demain, en formant 2 000 personnes *gratuitement* chaque année. Le lieu regroupera aussi des espaces de recherche et un "accélérateur de start-up". La présentation du projet regorge de promesses écologiques, mais l'aspect technologique et industriel des techniques enseignées est à interroger, de la part d'un entrepreneur qui a beaucoup investi ces dernières années dans "l'alimentation technologique" et les viandes de synthèse.

EN BREF !

◆ **Le vrai prix de la fraise andalouse.** La fraise andalouse a dépassé le milliard d'euros d'exportations... mais les travailleuses exploitées n'en voient pas la couleur. Les conditions de vie dans les bidonvilles faits de cabanes sans eau ni électricité, éclairées à la bougie, où survivent 20 000 personnes, sont pires que celles des camps de réfugiés, selon le rapporteur spécial de l'ONU, Philip Alston. Le tourisme a fait grimper les prix des loyers andalous, obligeant les travailleuses à s'y replier. Plusieurs incendies ont ravagé des centaines de cabanes en 2021, entraînant le 17 mai le décès d'Athos, Ghanéen de 44 ans et d'Esaadia, Marocaine de 37 ans.

ENVIRONNEMENT

Loire

Forêt contre éoliennes industrielles

La bataille juridique fait rage autour du projet d'installation de parcs éoliens dans la forêt de Taillard, à cheval sur les départements de la Loire, de la Haute-Loire et de l'Ardèche. Les projets éoliens sur les communes de Riotord d'une part, de Saint-Sauveur et de Burdigues d'autre part, ont une capacité théorique de 20 à 30 éoliennes. Ils sont accusés par des habitant-es et par des associations écologistes telles que *Protégeons Taillard* d'engendrer, s'ils se concrétisent, un mitage de cette forêt de 2 000 hectares, ce qui aurait des conséquences désastreuses sur la biodiversité ainsi que sur le tourisme et le foncier. Le projet de parcs éoliens est porté par la SAS *Les ailes de Taillard*, société constituée pour moitié par *Total Quadran* et pour moitié par des collectivités locales et des particulières.

Suite à un avis favorable d'une enquête publique pour une tranche de 10 éoliennes du côté du massif du Pilat dans la Loire, les opposant-es ont déposé un recours devant le Tribunal administratif de Lyon, rejeté en mars 2020, puis un recours auprès de la Cour d'appel administrative de Lyon en juillet 2020. Ce à quoi la SAS a répliqué en assignant les associations opposantes ainsi que 29 personnes devant le tribunal judiciaire de Saint-Étienne pour recours abusif, demandant des dommages et intérêts de 893 000 euros pour le retard pris sur l'exploitation du projet. Une somme jugée exorbitante et vécue comme une tentative d'intimidation. Malgré cela, la majorité maintient son appel contre le projet éolien industriel.

Du côté des porteur-es du projet, on met en avant les collectivités impliquées plutôt que *Total*, on insiste sur l'aspect écolo de l'éolien et sur les milliers de ménages qui seraient ainsi alimentés en électricité. La nécessaire transition énergétique doit-elle se faire au détriment de la biodiversité en état d'étranglement, et en partenariat avec de grandes multinationales destructrices comme *Total* ?

◆ *Protégeons Taillard* : <http://taillard.cartellier.com>

Jura

Le Haut-Jura n'est pas une station de ski !

Le conseil départemental du Haut-Jura l'attendait depuis la fin des années 90... Au début de l'année 2021, le projet de voie rapide, reliant Poligny à Vallorbe en Suisse, est ressorti des placards pour désenclaver la région. Mais l'autoroute 4 voies promet bien plus : sans frontière, les élu-es espèrent attirer la clientèle Suisse dans les stations de ski du Haut-Jura. Le collectif *STOP4VOIES* y voit surtout une énième offensive contre la nature, et n'hésite pas à s'opposer aux pelleuses pour empêcher l'artificialisation des terres de la région.

◆ Contact : stop4voies@riseup.net

Chroniques terriennes

Le péril vert

La société du spectacle, tel un moloch insatiable, engloutit les polémiques à un rythme stroboscopique. Elle se nourrit de notre besoin d'émotions intenses en produisant du clash sans lendemain tout en maintenant les prisonniè-res volontaires que nous sommes dans une torpeur extatique, mélange d'irréalité télévisuelle et d'étranges étrangetés.

Mais en érigeant l'hystérisation de la vie publique au rang de banalité, c'est notre relation à l'autre et au monde qui s'en trouve modifiée. Depuis Guy Debord, chacun-e sait plus ou moins consciemment que le "vu à la télé" n'est qu'un miroir déformé qui a la profondeur superficielle d'un écran plat. Pourtant, ce climat entretient l'idée que la "punch line", le tweet laconique ou la certitude éculée vaudront toujours mieux qu'un débat respectueux des acteurs en présence.

C'est dans ce contexte politico-médiatique qu'une poignée de nouve-lles élu-es écolos ont eu les honneurs fugaces de la presse nationale.

L'insignifiant cache l'essentiel

Notre maison brûle, chaque année bat de nouveaux records de température, la banquise fond, l'irréversible est d'ores et déjà derrière nous mais ce qui fait la Une des journaux, c'est la décision du maire de Bordeaux de ne pas ériger un sapin à l'occasion des festivités de Noël...

Trois quarts des insectes ont disparu en moins de 30 ans, nous sommes au cœur d'un effondrement des écosystèmes, la moitié des zones humides a disparu en un demi-siècle, nous artificialisons l'équivalent d'un département tous les 7 à 10 ans, mais ce sont

bien les propos du maire de Lyon vis-à-vis du Tour de France qui retiennent l'attention.

Notre monde confiné retient son souffle, par centaines de milliers, vie-illes et moins vie-illes passent à trépas sous l'effet d'une pandémie mondiale dont l'une des causes est sans doute l'industrialisation de l'élevage mais nous détournons l'attention en polémiquant sur les propos de la maire de Poitiers appelant à changer d'imaginaire vis-à-vis de l'aviation.



Tout ce qui est excessif est insignifiant affirmait déjà Talleyrand. Mais nous aurions tort de croire que cette petite musique entretenue par les tenants du productivisme finissant ne crée pas un climat, une ambiance, une tonalité. L'objectif est pourtant évident : faire passer ces nouve-lles élu-es pour de dou-ces rêveu-ses... le couteau entre les dents, rejouant la fable du péril vert menaçant notre belle démocratie en surchauffe climatique.

Incidemment, les promoteurs de ces vaines polémiques posent, pierre après pierre, une stratégie d'endiguement. En allumant des contre-feux, ils obligent ces élu-es à sortir du réel pour entrer dans une spirale infernale faite de propos définitifs et petites phrases ciselées par des agences de com' rodées à ce type d'exercice.

À l'heure des crises climatiques, face à l'effondrement des écosystèmes, au regard des menaces que l'extrême-droite et la droite-extrême font peser sur nos libertés fondamentales, nous n'avons pas le droit de nous égarer sur les voies sans issue de cette société du spectacle. Désertons ce terrain stérile et restons concentré-es sur l'essentiel en œuvrant avec ténacité et perspicacité pour une planète vivable.

En partenariat avec : Agir pour l'environnement, 2 rue du Nord, 75018 Paris, www.agirpourenvironnement.org.

Protéger les écosystèmes coralliens en Méditerranée

L'association *Coral Guardian*, qui a permis de restaurer avec succès des récifs coralliens moribonds en Indonésie avec une approche participative, se lance avec l'association espagnole *Equilibrio Marino* dans le premier projet de restauration d'écosystèmes coralliens en Méditerranée. Il se situe dans la région de Punta de la Mona au sud de l'Espagne, près de Malaga. Les récifs coralliens y sont fortement dégradés et menacés en raison des activités humaines, notamment des débris de matériel de pêche. Entamée fin 2020, l'action consiste dans un nettoyage des fonds marins et la sensibilisation de la population locale (ayant des activités liées à la pêche, à la plongée...) et des touristes. L'expérience pourrait servir de pépinière pour des porteu-ses d'autres projets de ce type en Méditerranée.

◆ *Coral Guardian*, www.coralguardian.org

Lille

Non à l'extension de l'aéroport

Une douzaine d'associations ont créé le collectif NADA Lille (Non à l'agrandissement de l'aéroport de Lille-Lesquin) au printemps 2021 dans le but de fédérer leurs forces. Parmi elles, *France Nature Environnement*, *les Amis de la Terre*, *Alternatiba ANVCOP21*, *Attac*, etc. Le projet d'agrandissement permettrait de doubler la surface de l'aérogare, afin d'augmenter de 25 % le nombre de vols annuels (passant de 20 à 25 000 vols par an). Les opposant-es dénoncent une véritable bombe climatique. Le coût du projet, soutenu par la Région, est estimé à 170 millions d'euros. Le collectif cite des extensions d'aéroports qui ont été stoppées ces dernières années à Bristol, Madrid, Barcelone ou encore Copenhague. Le collectif propose plutôt de réduire la TVA sur les billets de train de 10 à 5,5 %, notamment.

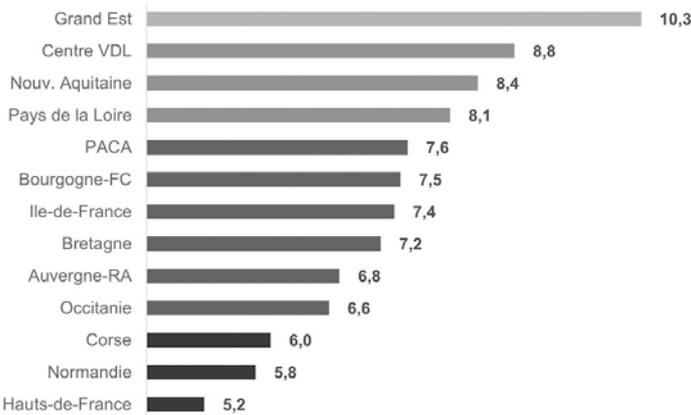
◆ NADA Lille, <https://anvcop21-lille.org>. *Les Amis de la Terre Lille*, 23, rue Gosselet, Maison régionale de l'environnement et des solidarités, 59000 Lille, nord@amisdelaterre.org.

Palmarès écologique des régions

Début juin 2021, l'Observatoire de la transition écologique des territoires a publié l'EnviroScore des régions, une étude rassemblant les données les plus crédibles possibles (souvent de sources officielles) sur les avancées de la transition écologique région par région et leur attribuant une notation. Il s'agit ainsi de pointer l'importance de l'action des régions dans la transition écologique des territoires et de se poser la question des résultats des politiques qui ont été mises en place.

Indépendante financièrement, réalisée par différents acteurs de la société civile (dont François Veillerette, porte-parole de *Généralions Futures*), l'étude a analysé les avancées des 13 régions françaises à 7 niveaux : énergie, santé environnementale, biodiversité, transport, agriculture, bâtiment, et achats publics responsables. Pour l'agriculture, par exemple, elle a intégré les chiffres existants sur les surfaces en production biologique et en conversion vers le bio, les achats de pesticides, les prélèvements agricoles en eau douce et l'artificialisation des sols. Pour l'énergie, elle a pris en compte les consommations d'énergie, ainsi que la production et les projets d'énergie et de chaleur renouvelable. Pour les transports, parmi les critères retenus, figure celui du nombre de bornes de recharge de véhicules électriques. Sachant que la plupart sont alimentées actuellement par le nucléaire, cela pose question...

EnviroScore - Palmarès des Régions
Scores sur 20



Un classement permet de repérer pour chaque thématique où se situe chaque région. Rares sont celles qui ont la moyenne. Au niveau biodiversité, par exemple, l'Occitanie (10,7 sur 20) puis la Corse et la Nouvelle Aquitaine sont en tête, l'Île-de-France bonne dernière. Au niveau bâtiment, l'Île-de-France et l'Auvergne-Rhône-Alpes sont premières (avec 6,2 sur 20 !), la Nouvelle Aquitaine est en queue de peloton avec 1,6 sur 20.

◆ Toutes les données sont à retrouver sur le site de l'EnviroScore, www.enviro-score.fr

Le Rhône et la Loire seront-ils bientôt des personnes juridiques ?

◆ Et si doter les fleuves d'une personnalité juridique permettrait de mieux les protéger ? C'est le sens de l'Appel du Rhône qui a été lancé au printemps 2021 par l'association *id-eau*, *Imagination durable pour l'eau douce*. Le Rhône prend sa source dans le glacier du Rhône, situé à 2 200 m d'altitude, en Suisse, et vient se jeter dans la Méditerranée 812 kilomètres plus loin. Il est sujet aujourd'hui à de nombreuses menaces et pollutions qui le fragilisent dangereusement : fonte des glaciers, pollution de l'eau (par les pesticides, l'industrie, les résidus d'eaux usées, etc.), plastique, changement climatique, prélèvements d'eau (pour les centrales nucléaires, etc.), écosystèmes en difficulté (du fait des aménagements et des pollutions). Les signataires de l'Appel du Rhône déclarent : "Nous demandons la reconnaissance d'une personnalité juridique au Rhône afin de défendre ses droits à exister, être préservé, se régénérer, évoluer, de manière à maintenir et garantir son environnement et sa biodiversité tant pour nous que pour les générations futures." Collectivités, organisations et citoyen-nes sont invité-es à signer l'Appel.

◆ Informations et contact : www.appeldurhone.org
Association *id-eau*, Avenue William-Fraisse 10, 1006 Lausanne, Suisse, tél. : +41 21 601 27 27, www.id-eau.org

◆ Au niveau de la Loire également, des démarches sont entreprises en vue de doter le fleuve d'une personnalité juridique. Le Parlement de Loire est imaginé comme un processus constituant pour un parlement du Fleuve. Une commission réalise une série d'auditions publiques mettant en dialogue personnes invitées (Valérie Cabanes, Bruno Latour, etc.) et



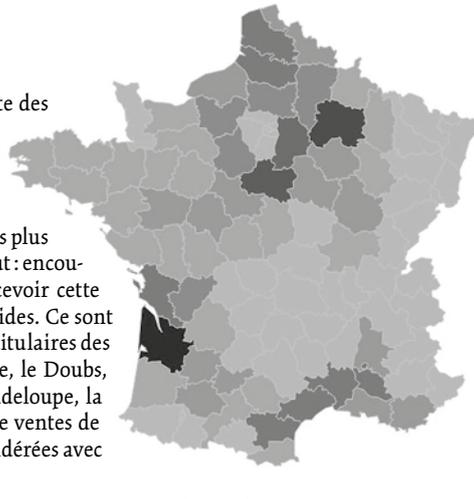
usag-ères de la Loire. Il s'agit d'"impliquer dans un parlement reconfiguré la faune, la flore, les bancs de sable, les masses d'eau et l'ensemble des composantes de la Loire". Processus culturel, artistique et philosophique autant que politique, cette initiative a tout de même pour objectif "la première reconnaissance juridique d'une entité non-humaine en Europe". Le projet est porté par le POLAU-pôle art et urbanisme en lien avec de nombreux autres partenaires universitaires, artistiques, etc.

◆ Informations : POLAU, 20 rue des Grands Mortiers, 37700 Saint-Pierre-des-Corps, tél. : 02 47 67 55 90, <http://polau.org>, page "Les auditions du parlement de Loire"

Glyph'awards

L'association *Généralions Futures* a réalisé et mis en ligne une carte des France des ventes de pesticides, département par département. Les 5 départements présentant le tonnage d'achats de pesticides le plus élevé pour l'année 2019 sont, dans l'ordre, la Gironde, puis la Marne, le Loiret, la Seine-et-Marne et la Somme. L'association en a profité pour décerner les "Glyph'awards" aux départements les plus dépendants du glyphosate, herbicide le plus vendu au monde. Le but : encourager les agriculteurs de ces départements à ne plus jamais recevoir cette distinction, en s'émancipant du recours systématique à ces pesticides. Ce sont donc la Charente-Maritime, puis la Gironde et la Marne, qui sont titulaires des médailles. À l'inverse, des départements comme la Haute-Savoie, le Doubs, la Haute-Loire, les Alpes-Maritimes, la Lozère, le Cantal, la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane figurent parmi ceux ayant le tonnage de ventes de pesticides les plus faibles. Attention, ces quantités ne sont pas pondérées avec la population de ces départements.

◆ *Généralions Futures*, 179 rue de Lafayette, 75010 Paris, tél. : 01 45 79 07 59, www.generations-futures.fr



Les Outre-Mer

- Guadeloupe.
- La Réunion.
- Martinique.
- Mayotte
- Guyane.

Échelle exprimée en kg



De l'influence du CO₂ sur les virus et réciproquement

La crise sanitaire du Covid-19 aurait provoqué, selon différentes études, une baisse de l'activité économique mondiale d'environ 7 %. On aurait donc pu s'attendre à un ralentissement de la montée du CO₂ dans l'atmosphère. Le taux de CO₂ dans l'air varie au cours de l'année : du fait que la majorité des terres sont dans l'hémisphère nord, il monte pendant l'hiver puis baisse lorsque les plantes poussent au printemps. Ainsi le sommet de la courbe s'observe au printemps chaque année. Et en 2021, nous avons encore un nouveau record avec 421 ppm (parties par million) atteint le 3 avril 2021. Les climatologues ne notent pas d'inflexion provoquée par la baisse de l'activité économique, car

ce n'est pas le seul critère qui entre en compte. Par exemple, si la surface des forêts diminue, ce qui est le cas actuellement, les capacités de fixation du CO₂ diminuent également. Les océans semblent aussi en baisse de capacité d'absorption... Le record de l'année précédente était de 414 ppm... À ce rythme, nous pourrions atteindre les 1 000 ppm d'ici la fin du siècle, soit des taux qui n'ont jamais été atteints depuis que l'humain est apparu sur la planète. Ceci nous apprend une première chose : pour infléchir cette courbe, il ne faut pas seulement diminuer les émissions provenant de la sphère économique, il faut aussi restaurer ce qui peut capter du CO₂ (augmenter les surfaces boisées), diminuer les labours (qui

libèrent le CO₂ fixé dans le sol), etc.

Si le virus n'a donc pas permis de retourner la situation, par contre, l'augmentation constante du CO₂ dans l'atmosphère a tendance à nous affaiblir : le CO₂ est le principal gaz que nous rejetons en respirant. Plus il est présent dans l'air et plus notre organisme respire mal, et donc plus il est susceptible de tomber malade. C'est pourquoi, dans les recommandations concernant le Covid-19, il est recommandé d'aérer régulièrement. Des capteurs mis dans les écoles parisiennes ont montré que l'on pouvait atteindre 800 ppm dans les salles de classe. Mais l'air "frais" provenant de l'extérieur étant de plus en plus chargé en CO₂, l'aération est de moins en moins efficace.

Plus de 30 degrés près du cercle polaire !

Le 19 mai 2021, on a relevé 32,7 degrés à Kolezhma, au nord-ouest de la Russie, à l'orée de l'océan Arctique ! Cette commune est située à 200-300 kilomètres à l'est de la frontière avec la Finlande, au sud de la Mer Blanche. Mais surtout, elle est proche du cercle polaire Arctique. Cette température record est de 20 à 24 degrés plus élevée que les normales de saison !

Rappelons que les régions de notre planète qui sont proches du pôle Nord, se réchauffent beaucoup plus vite que l'ensemble de la Terre. Avec des conséquences sur le recul de la banquise, et aussi sur la fonte des permafrosts (sols qui étaient gelés en permanence durant tout le 20^e siècle et les précédents). Ces deux phénomènes vont accélérer le réchauffement mondial...

Christian David

Fin des fossiles : accélération

Nous n'avons pas encore atteint le sommet de la consommation des énergies fossiles, mais plusieurs décisions importantes font entrevoir que l'on va vers une évolution rapide qui tient compte de la menace climatique.

Le 26 mai 2021, le tribunal qui avait déjà condamné le gouvernement des Pays-Bas pour son inefficacité concernant la transition énergétique, a condamné à son tour la compagnie *Shell*, lui ordonnant de mettre en place un plan de baisse de ses émissions de gaz à effet de serre afin de baisser ses émissions de 45 % d'ici 2030. Cette baisse doit prendre en compte non seulement les activités de *Shell*... mais également l'ensemble de ses clients et de ses fournisseurs. Le tribunal s'est appuyé sur la Convention européenne des droits de l'homme, estimant que le réchauffement climatique constitue une menace pour le "droit à la vie". Ce sont les *Amis de la Terre Pays-Bas* et *Action Aid Pays-Bas* qui avaient porté plainte aux côtés de 17 379 personnes.

Le même jour se tenait aux États-Unis l'Assemblée générale d'*Exxon* (*Esso* en France). À la surprise de la direction, une motion demandant l'entrée dans le conseil d'administration d'activistes climatiques a obtenu la majorité. Il semble que

des actionnaires importants comme *BlackRock* ont décidé qu'il devenait maintenant plus rentable de miser sur la sortie des fossiles que de poursuivre "comme d'habitude".

Quelques jours avant, le 18 mai 2021, l'Agence internationale de l'énergie a publié un rapport qui marque un tournant dans ses analyses prospectives : pour la première fois, elle prône l'arrêt immédiat de la construction de nouvelles centrales au charbon et la fin du moteur thermique d'ici 2035. Elle a décidé également de ne plus chiffrer ses données en "tonnes équivalent pétrole", mais en unité internationale, le joule. Dans ce rapport, l'AIE estime que les renouvelables couvriront les deux tiers de l'énergie en 2050, 88 % dans le domaine de l'électricité. Au niveau mondial, la transition énergétique devrait détruire 5 millions d'emplois... mais en créer 14 millions dans de nouveaux secteurs.

En France, *Total* vient de décider de changer de nom pour devenir *TotalEnergies*, ce qui ne mange pas de pain, mais parallèlement, elle a une politique agressive sur le marché de l'énergie, rachetant de très nombreuses compagnies qui développent des énergies renouvelables, un peu partout dans le monde. La multinationale annonce son ambition de neutralité carbone pour 2050.

ÉNERGIES

Éoliennes : toujours plus

Nous savons désormais réaliser des éoliennes flottantes. Alors que jusqu'à maintenant, les installations étaient limitées à des profondeurs de la mer ne dépassant pas 60 mètres, cette nouvelle technologie permet de placer des éoliennes n'importe où sur l'eau. Et cela représente un potentiel énergétique énorme : des dizaines de fois ce que l'on consomme actuellement. Pour le moment, c'est encore un peu cher, mais les premiers projets sont en cours : fin 2020, cela représentait en Europe une puissance installée de 62 MW. Un premier projet français est envisagé au large de l'île de Groix (Morbihan). Un autre au large de Leucate (Aude). Le plan gouvernemental français prévoit déjà 11 sites pour une puissance de 5 000 MW d'ici 2028. Comme il n'est pas question d'arrêter le nucléaire, nous allons disposer d'une énergie électrique surabondante qui nous permettra de détruire la planète encore plus vite ! C'est "la croissance verte".



On va vous inonder d'électricité

Chine : comment masquer les soucis de l'EPR

Le 14 juin 2021, la chaîne de télévision CNN annonce, aux États-Unis, que le réacteur n°1 de la centrale nucléaire EPR de Taishan (près de Hong Kong) a rejeté des gaz radioactifs. Selon ce média, ce serait Framatome, filiale d'EDF, impliquée dans la construction de ce réacteur, qui aurait alerté les autorités étasuniennes d'une "menace radiologique imminente".

INCIDENT SUR UN RÉACTEUR NUCLÉAIRE EN CHINE



EDF, qui a construit le réacteur et qui est associé à hauteur de 30 % dans sa gestion, minimise alors l'information en affirmant qu'il ne s'agit que de quelques gaz rares, et ceci en-dessous des limites autorisées.

Progressivement, les informations techniques arrivent : on apprend que des gaines de barres de combustibles sont défectueuses, ce qui provoque une réaction nucléaire inappropriée. EDF annonce que le problème remonte à octobre 2020... mais qu'elle n'a été informée que le 12 juin 2021.

Plusieurs questions se posent : pourquoi le problème n'a-t-il pas été signalé à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique, comme c'est normalement ce qui doit se faire ? Pourquoi le réacteur n'a pas été arrêté, le temps de réparer ? Pourquoi Framatome s'est adressé aux autorités des États-Unis ?

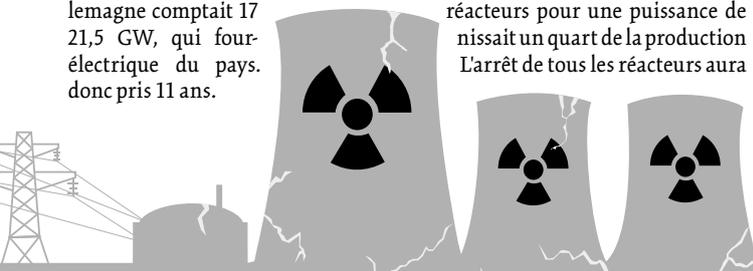
Le 14 juin, la CRII-Rad annonce alors que les rejets radioactifs étaient déjà le 30 mai 2021, à 90 % des limites autorisées, limites qui ont été multipliées par plus de deux, pour se maintenir au-dessus des valeurs des rejets. Avant leur augmentation ces limites étaient déjà bien supérieures à celles fixées en France.

Le 16 juin 2021, *Le Canard enchaîné* publie un article virulent : la réponse des autorités chinoises à ce problème a été de remonter le seuil des émissions radioactives autorisées à plusieurs reprises pour que les fuites restent en-dessous des limites ! La revue satirique rappelle que l'autorité de sûreté nucléaire chinoise est totalement défaillante. Elle n'a signalé aucun incident dans les réacteurs chinois en 2016 et 2017, un seul de niveau 1 et moins de 50 de niveau 0 en 2018 et 2019. Et ceci alors que la Chine compte une cinquantaine de réacteurs nucléaires. Par comparaison, en France, avec presque le même nombre de réacteurs, il a été signalé chaque année une centaine d'incidents de niveau 1 et un millier de niveau 0.

Allemagne

Arrêt des derniers réacteurs

Le 5 mars 2021, le gouvernement allemand a annoncé qu'un accord avait été passé avec les quatre compagnies électriques gérant des réacteurs nucléaires : celles-ci vont se partager 2,4 milliards d'indemnités. En échange de quoi, elles acceptent de fermer les derniers réacteurs nucléaires d'ici fin 2022. 3 en 2021 et 3 en 2022. En 2011, au moment de l'accident de Fukushima, l'Allemagne comptait 17 réacteurs pour une puissance de 21,5 GW, qui fournissait un quart de la production électrique du pays. L'arrêt de tous les réacteurs aura donc pris 11 ans.



Fukushima

◆ **Que faire des déchets ?** Le gouvernement japonais avait pris la décision d'incinérer les végétaux contaminés. Pour répartir les rejets de radioactivité, le plan initial prévoyait une répartition des usines sur tout le territoire. Une bataille avait alors eu lieu entre les différentes régions, celles-ci ne voulant pas être contaminées. Résultat : 16 incinérateurs ont vu le jour, tous dans la province de Fukushima. Comme la radioactivité ne se détruit pas par le feu, en brûlant les déchets contaminés, on relâche une partie de la radioactivité dans l'air et on en garde une partie dans les filtres. Les incinérateurs devaient fonctionner pendant vingt ans, mais dix ans après, la moitié ont déjà été arrêtés suite aux plaintes locales. Les déchets végétaux et les filtres rejoignent donc pour l'essentiel la décharge de 16 km² sur les communes de Futaba et Okuma où sont aussi stockés les sols contaminés. Décharge ouverte selon la loi jusqu'en 2045. Après cette date, les déchets devraient être enfouis... mais pour le moment, aucun site n'a été trouvé, car personne n'en veut. Faute d'enfouissement, le gouvernement prévoit donc un tri des déchets : au fur et à mesure que ceux-ci passent sous le seuil de 8 000 Bq/kg, ils seraient "recyclés" pour construire des routes, des digues, etc. Une nouvelle source de pollution radioactive.

◆ **Le Japon économise son énergie.** L'accident nucléaire de Fukushima a accéléré la prise de conscience du pays concernant la recherche d'économies d'énergie. Selon l'Agence internationale de l'énergie, la consommation d'énergie du pays est passée par un maximum en l'an 2000 avec 518 MTEP (millions de tonnes équivalent pétrole). Une première baisse s'observe au moment de la crise financière de 2008 (497 MTEP), puis un nouveau décrochage a lieu après l'accident nucléaire : de 490 MTEP en 2010 à 462 MTEP en 2011, 452 MTEP en 2013... 430 MTEP en 2015, 423 MTEP en 2019. Soit une baisse globale de 18,4 % en vingt ans alors que la population a augmenté de 2 %.

◆ **Le danger toujours présent.** En 2005, Toshio Kimura, ingénieur à TEPCO, avait annoncé que les pompes de secours prévues sur le site de Fukushima seraient noyées en cas de tsunami. Et c'est exactement comme cela qu'en 2011, la direction de la centrale s'est trouvée en panne de solution pour arrêter le début de fusion de trois réacteurs. En mars 2021, il a publié un livre, *Comment l'énergie nucléaire peut tuer la nation*, dans lequel il liste tous les problèmes non résolus dans les centrales du pays et comment ces défauts de sécurité peuvent provoquer un nouveau drame.

Slow nucléaire

Depuis le mouvement *slow food* qui, à partir des années 1980, réagit fortement à la malbouffe et ses multiples conséquences, le *slow* a essaimé dans de nombreux domaines (*slow cities*, *slow fashion* et autres *slow tourisme*), souvent sans éviter les simples récupérations de type *greenwashing* : beaucoup de communication, peu d'action significative.

Mais en la matière, le secteur nucléaire fait "mieux" en agissant vraiment... très lentement. Après l'accident de Fukushima, les autorités de sûreté françaises se sont penchées sur le cas de Graveline dont les 6 réacteurs sont en bord de mer, avec une montée des eaux qui s'accélère. Il faudra attendre février 2021, soit 10 ans après Fukushima, pour que les travaux de rehaussement de la digue de protection commencent.

Autre exemple, après l'accident de Tchernobyl, en 1986, la décision est prise de revoir la construction des réacteurs pour qu'en cas de fusion du cœur celui-ci tombe dans une salle étanche d'où la radioactivité ne peut sortir. Cela débouche sur un nouveau projet de réacteur, l'EPR... qui ne fonctionne pas au bout de 35 ans.

Quand aux anciens réacteurs qui eux, évidemment n'ont pas pu être modernisés et qui continue à fonctionner sans ces améliorations, le gouvernement vient, fin février 2021, de prolonger leur durée de fonctionnement de 10 ans.

Dix ans qui, selon un rapport de l'IRSN, Institut de recherche et de sûreté nucléaire, ne suffiront pas à finir de mettre les réacteurs aux "normes Fukushima" puisque le calendrier actuel d'EDF prévoit une fin des travaux d'ici 2034 ! Ce même rapport, publié début 2021, signale que des dispositifs nouveaux ne fonctionnent pas normalement : moteurs qui en tremblant peuvent fragiliser à terme la structure, moteurs qui chauffent trop, réserves d'eau de secours trop faibles, joints non-conformes, et surtout l'IRSN signale qu'EDF n'a pas pu fournir jusqu'à maintenant la preuve que les aménagements en cours assurent un niveau de sûreté conforme à ce qui a été demandé. L'IRSN s'inquiète notamment de la fragilité des piscines de stockage du combustible.

(Source pour le rapport IRSN : *Canard Enchaîné* du 24 février 2021).

Désarmons !

Pistes pour agir localement...

En cette rentrée, nous vous proposons, non pas une analyse de la militarisation croissante de la société, mais des pistes concrètes d'actions pour contribuer au désarmement.

Le Conseil régional comme départemental — dont les élu-es ont été renouvelé-es en juin 2021 — n'ont aucune compétence directe concernant les choix de défense et de sécurité. Pourtant dans la pratique, des implications détournées existent. Alors que les équipes nouvelles démarrent leurs travaux, élaborent les futurs budgets, c'est le moment d'aller les interpeller sur des initiatives qu'ils et elles peuvent mettre en place durant leur mandat.

Arrêt du financement des entreprises d'armement

Les régions investissent dans la sécurité et le militaire, notamment par le biais du soutien financier aux entreprises, des montants qui sont votés par les élu-es. Cela se traduit, notamment, en fournissant des aides à l'implantation ou pour leur permettre de participer à des salons d'armement. Ainsi, par exemple, la région Auvergne-Rhône-Alpes finance un stand dans les différents salons organisés à Paris ou dans le monde pour permettre aux entreprises de promouvoir leurs capacités en matériel militaire ou de maintien de l'ordre... La région, depuis 2015, attribue chaque année une subvention de plus de 50 000 euros au "Cluster Eden" regroupant des entreprises de la Défense, de la sécurité et de la sûreté (1). Elle n'est pas la seule, les autres régions ne se privent pas non plus !

1. Pour en savoir plus, cf. l'étude "La guerre se fabrique à côté de chez vous" publié par l'Observatoire des armements, juin 2021 (www.obsarm.org).

De quoi interpeller les élu-es pour leur demander qui sont les bénéficiaires des subventions qu'ils et elles accordent, et de refuser toute aide publique à des entreprises contribuant à la violation des droits humains... Pour amplifier cette action, il est possible également d'établir un recensement des entreprises d'armement et de maintien de l'ordre de sa région, de prendre contact avec des syndicalistes du secteur, débattre de la reconversion vers des activités socialement utiles, etc.

Créer des outils d'éducation à la paix

Une seconde piste d'action nous a été transmise par des candidat-es écologistes aux élections départementales du Jura, Hervé Prat et Marjorie Moulet, suite à une interpellation du groupe Agir pour le désarmement nucléaire de Franche-Comté : "La défense nationale étant abordée dans les collèges dans le cadre du parcours citoyen en troisième, le Conseil départemental (qui a la compétence des collèges sur le plan matériel) pourrait financer l'élaboration d'outils à destination des professeurs et des élèves pour favoriser l'éducation à la paix sans armes nucléaires." Les régions ont également le soutien aux politiques d'éducation dans leur champ de compétences. Des ressources documentaires existent déjà. Mais elles doivent être adaptées et diffusées auprès du corps enseignant. Ce travail doit être réalisé en lien avec des enseignant-es, des associations de parents d'élèves, etc.

◆ Pour toutes ces actions, l'Observatoire des armements est là pour vous prêter main-forte. N'hésitez pas à prendre contact : relais@obsarm.info

Patrice Bouveret

En partenariat avec : Observatoire des armements, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon, www.obsarm.org

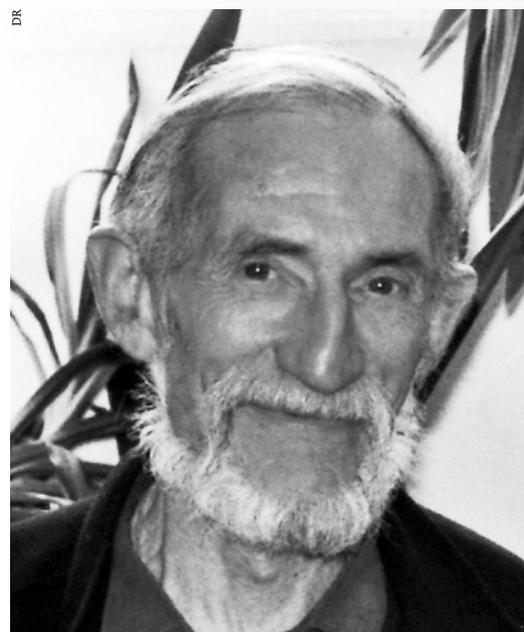
Suisse

Triste record

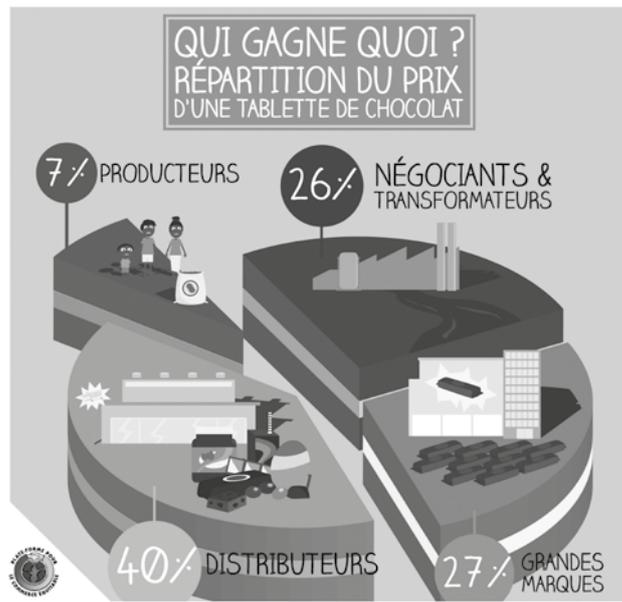
En 2020, la Suisse a exporté du matériel de guerre pour un montant de 901 millions de francs suisses (823 millions d'euros) : un record historique. La Suisse a armé le Brésil de Bolsonaro, a contribué à alimenter le conflit yéménite en vendant des armes aux membres de la coalition menée par l'Arabie Saoudite, etc. (Source : GSSA (Groupe pour une Suisse sans armée), n°127, juin 2021)

Jean-Baptiste Libouban

Le 14 juin 2021, Jean-Baptiste Libouban nous a quitté. Le fondateur du collectif des *Faucheurs Volontaires* en 2003 était un adepte de la non-violence qu'il pratiquait dans tous les aspects de sa vie. Né en 1934, il rencontre Lanza del Vasto durant ses études et s'engage alors dans les communautés de l'Arche, d'inspiration gandhienne. Il en sera le responsable de 1990 à 2005. Confronté à la guerre d'Algérie, il refuse une première affectation, ce qui le mène en prison, puis part comme infirmier puis enseignant. Il mène une vie très simple (longtemps sans électricité) avec sa famille à la communauté de l'Arche de La Fleysrière, dans l'Hérault, où il occupe les fonctions d'instituteur et de menuisier. En 2003, lors du rassemblement du Larzac, il lance l'idée de créer un mouvement de "Faucheurs volontaires d'OGM", à la suite d'interpellations d'agricultures de la Confédération paysanne qui étaient allés faucher une parcelle de soja rendue tolérante au Roundup. Il disait "J'ai semé une graine, on verra si elle germe...". Elle a germé et les fauchages se poursuivent 18 ans après, avec des victoires importantes gagnées par ce biais contre les cultures d'OGM en plein champ. Il est également engagé de longue date contre le nucléaire, dans la lutte du Larzac, contre les guerres, etc. Il a écrit plusieurs fois dans *Silence*, notamment un long article dans le dossier "Désobéissance civile" (n°329, novembre 2005). Jean-Baptiste était une figure aimée du mouvement non-violent, anti-OGM, etc. Sa personnalité tendre, d'une grande simplicité, ses yeux pétillants de malice et son engagement à toute épreuve y sont pour beaucoup.



Un chocolat au goût amer



Le chocolat est devenu en quelques décennies le doudou universel, l'indispensable ration quotidienne de bien-être et de réconfort pour une part grandissante de la population planétaire ayant accédé à un mode de vie industrialisé. Mais que se cache-t-il derrière ? Au Ghana et en Côte d'Ivoire, premiers pays exportateurs de cacao, les productrices se trouvent enfermées dans une situation d'extrême pauvreté endémique, vivant avec, en moyenne, moins de 1,90 dollars par jour et percevant moins de 6 % de la valeur générée par le cacao. Son prix a été divisé par 3 en 40 ans, pour le rendre omniprésent à bas prix dans nos supermarchés. En 2019, ces deux pays avaient réussi à imposer un rehaussement du prix d'achat à la tonne à partir de 2020-2021. Les industriels du secteur s'étaient engagés à respecter ces nouvelles règles. Mais en coulisses, ils exercent des pressions pour casser ces accords. D'abord en cessant d'acheter du cacao grâce à leurs réserves, créant ainsi une

surproduction artificielle. Puis par des pressions sur les gouvernements ivoirien et ghanéen, entraînant au printemps 2021 une baisse de 25 % du prix payé aux producteurs, en tirant argument de la surproduction actuelle. La plateforme Commerce Équitable France, le Réseau ivoirien du commerce équitable et 22 autres organisations (Artisans du monde, Secours populaire, CCFD, Terre et humanisme, etc.) dénoncent cette situation et exigent le respect par la filière du cacao de ses engagements. Au-delà, ce sont nos usages et nos besoins qui doivent être réinterrogés pour sortir plus radicalement d'une mondialisation économique destructrice.

◆ Commerce Équitable France, Cité du Développement Durable, Jardin d'agronomie tropicale de Paris René Dumont, 45 bis avenue de la Belle Gabrielle, 94130 Nogent-sur-Marne Cedex, www.commerceequitable.org

Total en Ouganda, suite

Nous avons pointé du doigt les déplacements forcés et massifs de populations accompagnés de violences, conséquence du projet d'oléoduc géant de Total en Ouganda. L'action en justice lancée en 2019 par les associations *Survie* et les *Amis de la Terre*, au nom de la loi sur le devoir de vigilance des multinationales, avait été renvoyée fin 2020 devant le tribunal de commerce par la cour d'appel de Versailles. Les associations se sont donc pourvues en cassation, rejointes par *ActionAid*, le *CCFD* et le collectif *Éthique sur l'étiquette*. Elles regrettent qu'au lieu de renoncer à ce projet, Total publie un rapport pour tenter de se dédouaner. À suivre.

POLITIQUE

Écologie : 50 ans plus tard, toujours le ministère de l'Impossible ?

Le premier ministère de l'Environnement a été créé en France en 1971, il y a 50 ans. C'est Robert Poujade qui le dirigeait, sous le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas. En 1975 il allait qualifier cette institution de "Ministère de l'impossible". Longtemps, la priorité reste la préservation du cadre de vie : protection de la nature et des paysages, de l'eau, prise en compte des pollutions et des risques industriels. Ses attributions longtemps modestes se renforcent peu à peu. Son nom évolue (ministère de l'Environnement, de l'Écologie, du Développement durable, de la Transition écologique, etc.). La question du climat devient prioritaire à partir des années 2000. Depuis 50 ans, 32 personnes ont occupé ce poste, avec des périmètres d'action variés.

Plusieurs ministres se sont cassés les dents face aux obstacles rencontrés à la mise en place de mesures écologiques efficaces. "Le ministère de Dominique Voynet avait souligné qu'on trouvait toujours de l'argent pour réparer, mais pas pour prévenir, rappelle Jean-Pierre Raffin, président d'honneur de la Fédération France Nature Environnement. En Bretagne, par exemple, s'était posée la question de créer dans les années 1970 des usines de dénitrification ou, alternativement, de mettre sur pieds des équipes de consultants qui étaient censés intervenir auprès des agriculteurs pour les aider à relâcher moins de nitrates dans l'environnement. Quelle solution, selon vous, a été retenue au final ? La première bien évidemment, car elle donne lieu à des inaugurations, on coupe des rubans, et c'est plus visible..."

La même Dominique Voynet démissionna en 2001, avant Nicolas Hulot en 2018, face à la puissance de blocage des lobbies. "Les firmes ont intérêt à la perpétuation des grands systèmes économiques qui leur assurent des revenus et sur lesquels leurs outils de production sont adossés. Un fabricant de pesticides n'a pas vocation à ce que ses débouchés se tarissent. Pas d'angélisme, on ne peut les "raisonner" et la politique est affaire de rapports de forces", rappelle Jean-Pierre Raffin.

Que peut un ministère pour le maintien des équilibres écologiques dans un système politique et économique dirigé par les intérêts à court terme ? Bien peu assurément face aux défis vitaux qui se posent.

Une primaire populaire

La primaire populaire est une initiative qui fait un pas de côté dans le jeu des primaires pour la présidentielle, et donc le choix des candidates. Elle aura lieu à l'automne 2021, dans plus de 10 000 bureaux de vote partout en France, et a pour objectif de désigner une seule candidature pour 2022 sur la base d'un projet écologique, démocratique et social. Les citoyens et citoyennes pourront proposer leur candidat-e et à la fin, un seul ou une seule candidature sera désignée parmi des candidatures des partis politiques et de la société civile. Le socle politique de cette initiative, soutenue par Valérie Cabanes, Marie-Monique Robin, ou encore Fatima Ouassak, réaffirme une opposition aux récentes lois travail et de la réforme des retraites, l'importance des droits des femmes et des personnes sans-papiers, etc.

◆ <https://primairepopulaire.fr>

L'écho féministe

La science-fiction (éco)féministe



Notre imaginaire, habité par des rêves d'accumulation et de domination, est un territoire qu'il faut 'occuper', écrit la philosophe spécialiste des écoféminismes Émilie Hache en 2015 dans l'ouvrage collectif *Gestes Spéculatifs* (1). Elle s'intéresse particulièrement à la science-fiction, et propose d'ailleurs une bibliographie de ce qu'elle nomme "science-fiction écoféministe" en accompagnement du texte *Rêver l'obscur* de Starhawk (2). Pourquoi ce rapprochement ? Pourquoi cet intérêt pour la science-fiction, et plus largement, pour nos imaginaires ?

La fiction n'est pas séparée de nos réalités : elle est souvent imprégnée du contexte dans lequel elle naît, et elle peut avoir un effet sur notre manière de le percevoir. Nos histoires, celles avec lesquelles nous grandissons, celles dans lesquelles nous baignons, nous éduquent et disent beaucoup de nous. Or, lorsque l'on s'intéresse au contenu de ces histoires, on retrouve souvent ce qu'évoque Émilie Hache : "Les rêves d'accumulation et de domination". De nombreuses autrices et auteurs dénoncent l'omniprésence dans nos récits des idéaux de conquêtes (de l'espace, de territoires), de guerres, et de héros qui sauvent le monde en solitaires. Ian Larue explique dans *Libère-toi Cyborg !* (3) que ces tropes (4) usés et dangereux courent depuis les mythes grecs jusqu'aux comics étasuniens.

1. Debaïse, Stengers, Presses du réel.
2. Éd. Cambourakis, 2015.
3. Éd. Cambourakis, 2018.
4. Un trope est une figure littéraire par laquelle un mot prend une signification autre que son sens propre.

Se réappropriier les récits

Pour ces autrices, déconstruire ces narrations est en lien étroit avec leurs engagements féministes et écologistes. La science-fiction crée déjà un espace où il est possible de questionner un contexte politique, social, et les rapports qui le composent. La science-fiction féministe va plus loin en luttant simultanément contre la saturation de nos imaginaires par des valeurs patriarcales, capitalistes et impérialistes. Par le récit, elle embarque les lecteurs et les lectrices dans une nouvelle vision du monde, et inspire d'autres manières d'y vivre.

Écrire de la science-fiction, c'est donc se réapproprier ce "territoire" des imaginaires. Cela fait écho au titre de l'ouvrage d'Émilie Hache, *Reclaim* (2016), qui signifie se réapproprier et revendiquer tout ce qui a été abîmé par ce système. Parmi les autrices qui ont initié ce chemin, il y a notamment Ursula le Guin et Octavia Butler. Elles côtoient aujourd'hui de nouvelles œuvres, comme *Abysses* (2019) dans lequel Rivers Solomon cherche à se réapproprier l'histoire violente des populations esclavagisées en faisant de leurs descendantes un peuple de sirènes. Pour cette autrice et toutes les autres, la science-fiction devient alors un geste de création politique.

Lorraine Gehl

Pour aller plus loin :

♦ "La théorie de la fiction-panier", texte théorique de Ursula Le Guin, 2018, dans *Terrestres*, www.terrestres.org.

Un peu de lecture :

- ♦ *La parabole du Semeur*, Octavia Butler, éd. J'ai lu, 2003.
- ♦ *La Main gauche de la nuit*, Ursula Le Guin, éd. Le livre de poche, 2006.
- ♦ *Terremer (édition intégrale)*, Ursula Le Guin, éd. Le livre de poche, 2018.
- ♦ *Viendra le temps du feu*, Wendy Delorme, éd. Cambourakis, 2021.

Nice

Des milliers de féministes contre les frontières

Samedi 5 juin 2021, plusieurs milliers de féministes des quatre coins du monde se sont réunies à Nice pour manifester contre les politiques migratoires actuelles et réaffirmer que la liberté de circulation est une liberté fondamentale. Cette action, "Toutes aux frontières", dénonçait la militarisation des frontières, la criminalisation des personnes migrantes et des solidaires, les violences faites aux femmes, enfants et minorités de genre et sexuelles sur la route de l'exil. Une campagne féministe internationale devrait suivre à l'automne.

♦ <https://toutesauxfrontieresfr.wordpress.com>



Lyon

Les affiches publicitaires géantes, à la poubelle !

Le 20 juin 2021, des activistes de *Youth for climate* ("Jeunes pour le climat" en français) ont rendu inutilisables 2 affiches de publicité géantes qui défiguraient la place Bellecour, au centre de Lyon. Le collectif demande que la Métropole interdise ces bâches qui ne servent que l'intérêt des multinationales.

◆ *Youth for climate* Lyon, tous les vendredis à 18h place Guichard, Lyon 3, contact@youthforclimatelyon.fr, <https://youthforclimate.fr>.



Victoire pour les femmes de chambre de l'Hôtel Ibis Batignolles

Fin mai 2021, après 22 mois de lutte, dont 8 de grève, 20 femmes de chambre de l'hôtel *Ibis Batignolles* ont arraché de réelles avancées salariales à leur patron, la société de sous-traitance *STN*. À la clef, entre 250 et 500 euros d'augmentation mensuelle grâce au doublement des primes repas et une amélioration de leurs conditions de travail : plus de temps pour nettoyer les chambres. Ces avancées profitent à la soixantaine de salariées de *STN* et pourraient même affecter la politique salariale française du groupe *Accor*, qui requiert les services de *STN*. Une victoire due à un combat tenace, à célébrer.

Allemagne

Sobriété foncière : freiner le modèle pavillonnaire ?

Pour limiter l'étalement urbain, le maire d'Alsterdorf, proche de Hambourg, a interdit la construction de maisons individuelles. La ville possède de nombreux quartiers constitués de pavillons avec jardin, alignés les uns à la suite des autres, comme de nombreuses autres villes en Europe. La maison individuelle est un non-sens écologique mais aussi social, affirme le maire. La population augmente dans la métropole de Hambourg année après année, alors que les prix au mètre carré s'envolent (les loyers ont augmenté de 42 % en dix ans). L'idée est plutôt d'optimiser l'espace, en construisant des immeubles rattachés à des espaces verts, pour proposer des prix abordables et des espaces de vie agréables. Alors que 31 % des logements du pays sont des maisons individuelles, ce modèle est-il en train de basculer ? Adoptée dans plusieurs autres villes, cette mesure suscite un vif débat en Allemagne. (Source : *Reporterre*, 22 février 2021, Violette Bonnebas et Sébastien Millar)

TRANSPORT

Moins de trafic routier = moins d'accidents : une évidence qui reste à prendre en compte

En France, il y a eu en 2020, 44 997 accidents (soit une baisse de 19,7 % par rapport à 2019), provoquant 2 550 morts (-21,4 %) et 55 754 blessés (-20,9 %). Un niveau qui n'avait plus été atteint depuis 1924 ! Le meilleur moyen d'éviter la mortalité routière semble donc être une baisse du trafic. En déployant les transports en commun et en interdisant les transports par route pour les activités "non essentielles", on peut donc fortement diminuer ce fléau.

Hautes-Alpes

Mobil'idées : pour mieux se déplacer

Une association au constat simple : il faut sortir de la réponse unique de la voiture individuelle pour se déplacer. Basée dans les Hautes-Alpes, *Mobil'idées* s'est créée en 2007 pour promouvoir les déplacements doux, développer le vélo, mais aussi le covoiturage, trains, cars, bus ou encore autostop, bref, faire émerger une réelle alternative à la voiture.

Les activités de l'association foisonnent : initiation à la mécanique vélo, réparation de vieux vélos, animations d'ateliers de sensibilisation avec des manèges à vélos ou générateurs d'énergie, etc.

◆ *Mobil'idées*, 7 Place Jules Ferry, 05000 Gap, tél. : 07 81 96 04 30, contact@mobilidees.org, www.mobilidees.org

Un collectif contre le fichage obligatoire des cyclistes

Jusqu'au 1^{er} janvier 2021, les cyclistes avaient la possibilité de graver sur le cadre de leur vélo un numéro unique, référencé dans un fichier national accessible en ligne, le *Bicycode*. L'objectif du dispositif était de permettre la restitution des vélos volés à leurs propriétaires par les services de police / gendarmerie, et de lutter contre le recel et la revente illicite. Mais depuis le 1^{er} janvier 2021, l'identification des vélos neufs est obligatoire. Une avancée pour les cyclistes ? Ce n'est en tout cas pas l'avis du *Collectif contre le fichage obligatoire des cyclistes*, qui juge cette mesure inacceptable et demande un fichage facultatif, respectueux des libertés individuelles. Le collectif, qui craint que ce fichage obligatoire se retourne contre les cyclistes, demande notamment le rétablissement d'un droit d'opposition garanti par la CNIL, qui permettrait à quiconque inscrit au fichier de demander l'effacement de ses informations personnelles, tel que le permettait le *Bicycode* et le rétablissement d'un accès aux informations personnelles par les ayants droit uniquement pour les vélos déclarés volés ou sans propriétaire, tel que le restreignait le *Bicycode*.

◆ <https://ccfoc.info>



L'écologie c'est la santé

Glyphosate : le scandale continue !

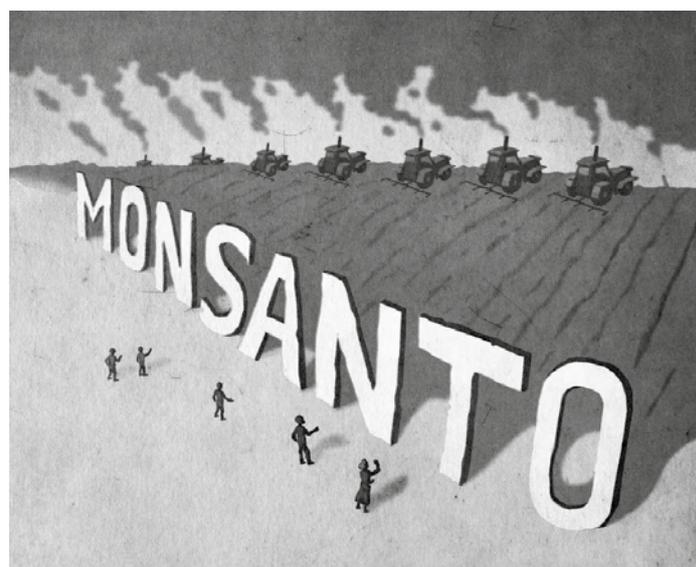
Pour rappel le glyphosate, matière active herbicide la plus utilisée au monde, a été ré-autorisé en 2017 pour 5 ans au sein de l'Union européenne après une forte mobilisation contre cette ré-autorisation. L'opposition de la société civile était notamment basée sur la classification de l'herbicide comme "cancérogène probable pour l'homme" en 2015 par le *Centre international de recherche sur le cancer (CIRC)*, classification basée sur un examen complet de la littérature scientifique publiée au niveau mondial. L'autorisation arrive donc à son terme en 2022.

Le groupe de pays en charge de la ré-évaluation du glyphosate en Europe (*Assessment Group of Glyphosate* en anglais) vient de remettre son premier rapport (1) à l'*EFSA (Agence de sécurité sanitaire européenne)* en amont de cette date. Le groupe est composé d'agences de quatre pays européens : la France, la Hongrie, la Hollande et la Suède. La déception est grande car, comme il y a 4 ans, le rapport considère que le glyphosate n'est pas cancérogène et qu'il devrait donc être ré-homologué en Europe. Circulez braves gens il n'y aurait rien à voir selon ces agences !

Une nécessaire mobilisation contre le mensonge

Cet avis, provisoire et qui sera soumis à des consultations diverses, va servir de base à l'avis de l'*Agence sanitaire européenne EFSA*... les choses sont donc mal parties du côté des agences qui ne semblent pas vouloir prendre en compte ni la somme de données scientifiques validées examinées par le *CIRC* en 2015... ni les données scientifiques publiées depuis. La situation est vraiment absurde car depuis 2017 de nombreuses études scientifiques ont confirmé la dangerosité du glyphosate. Ainsi une étude (2) menée sur plus de 300 000 agriculteurs (300 000 !) de 3 pays (France, Norvège, USA) a montré en 2019 un risque accru de 36 % de développer un lymphome spécifique chez les utilisateurs de glyphosate. La même année une autre étude basée sur une revue bibliographique montrait une augmentation de 41 % du risque de lymphomes chez les utilisateurs

de l'herbicide (3). On pourrait continuer comme ceci pendant des pages... Mais cela n'empêche pas les défenseurs du glyphosate de continuer à prétendre qu'aucune étude n'existe montrant la cancérogénicité de l'herbicide, comme si un mensonge mille fois répété pouvait devenir une vérité !



Devant ce mur du déni de la science tous les écologistes et scientifiques soucieux de santé publique vont devoir déployer une énergie immense dans les 18 mois qui viennent pour faire barrage à la ré-homologation de cet herbicide, que le gouvernement français a renoncé à interdire, malgré les promesses présidentielles de 2017 ! Vous pouvez compter sur *Génération Futures* pour être à leurs côtés !

François Veillerette

1. "Procedure and outcome of the draft Renewal Assessment Report on glyphosate, June 2021", sur <https://ec.europa.eu/food>.
2. *Pesticide use and risk of non-Hodgkin lymphoid malignancies in agricultural cohorts from France, Norway and the USA: a pooled analysis from the AGRICOH consortium. International Journal of Epidemiology, 2019, 1-17.*

3. *Exposure to glyphosate-based herbicides and risk for non-Hodgkin lymphoma: A meta-analysis and supporting evidence, Mutation research, volume 781, July-September 2019, pages 186-206.*

En partenariat avec : www.generations-futures.fr

LA SERVITUDE MODERNE
VERS LE MEILLEUR DES MONDES ?

IMAGES MOUVEMENTÉES
LE FESTIVAL DE CINÉMA D'ATTAC - 19^e édition

Les mardis et jeudis du 14 au 30 septembre 2021
au cinéma 5 Caumartin (Paris St Lazare)
<http://imagesmouvementees.fr>
@ImagesMouvAttac



Seine-et-Marne Formation à la transformation des conflits

Automne

À Rocheton. LATCC Institut (*Approche et transformation constructive des conflits*) est issu originellement de l'expérience de militants non-violents, et a acquis une solide compétence dans l'accompagnement de groupes, d'équipes et d'institutions dans la gestion de leurs conflits et tensions. Il propose chaque année une formation certifiante en "intervenant-e en approche et transformation constructive des conflits". Le premier cursus de la prochaine session, intitulé "Faire face à l'agression, la violence et l'impuissance dans les conflits", aura lieu en 3 fois du 20 au 23 septembre, du 2 au 5 novembre et du 6 au 9 décembre 2021.

• Modalités et inscriptions : ATCC Institut, atcc-institut.fr

■ Décroissance, transition



FRANCE : LA FÊTE DES POSSIBLES 10-26 septembre

La Fête des possibles, organisée par le Collectif pour une Transition Citoyenne, aspire à faire connaître un chemin vers un monde plus juste, plus écolo et plus humain, au travers d'événements partout en France.

• Organisez, participez ou découvrez les événements près de chez vous sur internet <https://fete-des-possibles.org> ou Transition citoyenne, 10 avenue des Canuts, 69120 Vaulx-en-Velin, contact@fete-des-possibles.org

■ Fêtes, foires, salons

AUBE : ÉCOL'AUBE FESTIVAL 11 septembre

À Chennegy. 13h30 : randonnée. 15h-20h30 : stands, buvette, crêpes. 15h30 : conférence "Accueillir les pollinisateurs" de jardins par Romaric Lecompte. 17h30 : débat "Leur écologie et la nôtre selon André Gorz". 18h : atelier de naturopathie avec Blandine Proffit. 20h30 : concert de Picon mon amour. À la Maison des alternatives.
• Informations auprès de Écol'Aube festival, <https://ecolaube.com>.

HAUTES-ALPES : FOIRE BIO GÉNÉPI 11-12 septembre

À Embrun. 22^e édition, après annulation de la foire en 2020 pour cause de pandémie. La Foire bio Génépi met en valeur des actions locales et sensibilise le public à des problématiques planétaires. Le thème de cette année est "La rivière la Durance" : les sujets abordés seront notamment l'eau potable, l'irrigation, l'hydroélectricité, les risques naturels, la biodiversité, le tourisme, la Durance dans la littérature, etc. 200 exposant-es du marché

payan, de l'artisanat, des stands de restauration et des associations. Tables rondes, conférences-ateliers sur la mobilité et concerts, spectacles et animations pour enfants.
• Association Génépi, communauté de communes de Serre-Ponçon, 6 impasse de l'Observatoire, 05200 Embrun, genepi@genepi-foire-bio.org, tél. : 04 65 03 05 60.

CÔTES-D'ARMOR : FOIRE BIOZONE 11-12 septembre

À Mur-de-Bretagne. 35^e foire régionale biologique BioZone. 200 exposant-es, tables rondes, conférences-ateliers sur la mobilité, concerts, spectacles et animations pour enfants.
• La foire BioZone est organisée par l'Association Produire et Consommer Biologique (APCB), 2 avenue du Chalutier sans pitié, BP 332, 22193 Plérin Cedex, tél. : 02 96 74 75 65, contact@foire-biozone.org

■ Films, spectacle, culture

PARIS : IMAGES MOUVEMENTÉES 14-30 septembre

Au cinéma Les 5 Carmartin (Paris 9^e). Festival de cinéma militant organisé par Attac. 19^e édition intitulée : "La servitude moderne - Vers le meilleur des mondes ?". Travailleurs ubérisés, salariés passés sous le rouleau compresseur du néolibéralisme, esclaves modernes, tous surveillés, tous asservis aux GAFAM et autres multinationales, comment échapper à toutes ces emprises et reprendre collectivement en main le contrôle de nos destinées ? Rendez-vous les mardis et jeudis soirs, pour y réfléchir ensemble.
• Retrouvez la programmation des films (dont une avant-première) et débats sur : <http://imagesmouvementees.fr>



■ Paix

RHÔNE : QUINZAINE DE LA NON-VIOLENCE 18 septembre-2 octobre

Cette année le thème de cette quinzaine est "Réduire les inégalités en renforçant la justice sociale". 24 septembre, 18h : Maison des étudiants, Lyon 7, rencontre-débat autour de la BD *Lucha* sur le combat non-violent au Congo (RDC) du mouvement interconfessionnel *Lucha* pour l'accès aux droits, à l'eau et à l'éducation. 29 septembre, 20h : cinéma Les Alizées, Bron, film *Rouge*. 2 octobre, 10-17h : marche urbaine sur le thème des inégalités en lien avec Jai Jagat, rendez-vous métro Parilly. Formation aux jeux coopératifs le 18 septembre, formation à l'action non-violente et à la désobéissance civile le 25 septembre, etc.
• Informations auprès du MAN-Lyon, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon, www.non-violence.fr



effets humains et sociaux des nouvelles organisations du travail", "En finir avec les méfaits environnementaux de la croissance économique", "Femmes : regard politique sur le corps", etc. avec Asma Mahila, Gérard Morillard, Hervé Kempf, Corinne Morel-Darleux, Fatima Ouassak, etc.), des films (dont *La république de Saillans* de Dorine Brun et Sarah Jaquet), un forum des associations, du théâtre.
• *Citoyens Résistants d'Hier et d'Aujourd'hui* (CRHA), 129 rue des Fleuries, Thorens-Glières, 74570 Fillière, www.citoyens-resistants.fr

■ Silence

LYON : CINÉ-CLUB 1^{er} septembre

Chaque premier mercredi du mois, l'équipe lyonnaise du ciné-club de Silence, en partenariat avec l'Aquarium, propose un film suivi d'un débat. Pour la rentrée, projection de *Les pieds dans le sable* de Jade Mietton, qui présente une action dans le domaine de l'agro-écologie de Pierre Rabhi en Mauritanie, suivi d'un débat avec la réalisatrice et Philippe Blancher, du collectif *Jai Jagat*. Accueil à 19h30, possibilité de prendre un verre et petite restauration, début de la séance à 20h. Réservation par mail ou téléphone.
• Ciné café L'Aquarium, 10 rue Dumont, 69004 Lyon, tél. : 09 81 96 94 29, aquarium.cinecafe@gmail.com



LES PIEDS DANS LE SABLE
Un film documentaire de Jade Mietton

■ Politique & société

HAUTE-SOVIÈRE : RASSEMBLEMENT DES GLIÈRES

17-18 septembre
À Thorens-Glières. Suite à l'annulation de sa tenue en mai, le Forum des résistances d'aujourd'hui organisé par l'association *Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui* se déroule en septembre avec des expositions, des conférences ("Violences de l'État au péril de la démocratie", "Les



LYON : EXPÉDITION DE SILENCE

16-17 septembre
Dans nos locaux. Le jeudi de 9h à 18h, le vendredi de 9h à 12h. Sur inscription et dans le respect des gestes barrières.

ANNONCES

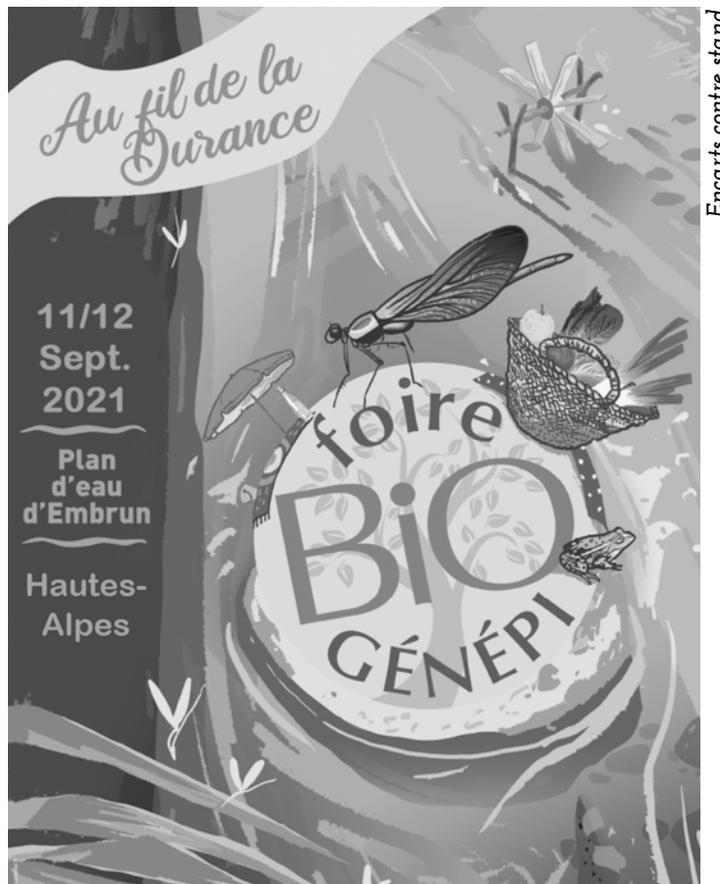
■ Louer

■ France. F, 55 ans, recherche location 60 à 70 m² en pleine nature et à petit prix. Possibilité de travail en échange d'une partie du loyer. Contact : ptitchat@metcourrier.com

■ Travailler ensemble

■ Toscane. Récolte des olives à partir du 15 octobre et jusque fin novembre. On récolte à la main, avec des échelles ! Il faut donc de la souplesse et ne pas souffrir de vertige ! Qui a envie de venir passer minimum une semaine en Toscane nous aider 4 h/jour, logé, nourri, en pleine nature, dans le maquis méditerranéen, près de Massa Marittima ? Contact : Marco, tél. : 0039 05 66 91 29 62, lamastrine@gmail.com

Gratuites : Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonné-es (le premier abonnement est à 22 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. Taille des annonces. Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. Délais : Pour passer une annonce dans le numéro d'octobre 2021, il faut qu'elle soit parvenue à la revue au plus tard le mardi 31 août. Pour passer une annonce dans le numéro de novembre 2021, au plus tard le mardi 28 septembre, etc. Adresse réelle : Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. Domiciliées : *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. Sélection : *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



Encarts contre stand

Infos et programme complet sur www.genepi-foire-bio.org

f Foire Bio Génépi

Extinction Rebellion : à la rencontre de l'enthousiasme militant

4 étudiant·es de Sup'écologique ont rencontré des jeunes militant·es d'Extinction Rebellion, à Lyon. Une organisation dans laquelle il est facile de trouver sa place, d'agir de façon significative pour la planète et de se sentir mieux : voilà ce qui ressort de leur rencontre.

Fin 2018, au Royaume-Uni, *Extinction Rebellion (XR)* fait irruption avec force dans le paysage militant écolo. À partir de revendications très générales, XR se place sous l'extrême urgence à sauver ce qui peut encore l'être sur la planète et adopte la stratégie de la désobéissance civile non-violente. Le mouvement essaime rapidement dans le monde, attirant l'attention par de multiples actions spectaculaires : blocage des 5 principaux ponts de Londres (l'action "historique"), perturbations de centres logistiques d'*Amazon*, "re-décoration" des locaux de *Bayer-Monsanto* contre les néonicotinoïdes, campagne contre le *Groupe Casino*, l'une des firmes responsables de la déforestation en Amazonie etc. En France, 104 groupes se sont formés. Chacun agit de manière autonome tout en respectant la charte commune du mouvement.

La carte de l'inclusivité

Que ce soit par ses modes d'action ou d'organisation, XR joue la carte de l'inclusivité, ce qui permet à beaucoup de s'y retrouver, du militant de longue



Banderole d'une action coup de poing contre les néonicotinoïdes rassemblant 200 activistes devant les locaux de Bayer à Lyon, le 19 mars 2021.



Romain Martyr/Collectif DK

Mur de Bayer redécoré par la longue liste des espèces d'oiseaux disparues à cause de leurs pesticides.

date aux personnes nouvelles pour qui *“les actions individuelles ne suffisaient plus”*. Une militante raconte avoir eu des difficultés à s’intégrer et se sentir légitime dans d’autres mouvements de désobéissance civile et selon elle l’avantage de XR *“c’est qu’on te dit que tu es légitime où que tu sois, où que tu veuille, et que tu as toujours ton truc à apporter à ton échelle et moi ça m’aide dans mon militantisme.”*

La non-violence, une évidence

Au sein d’XR, la notion de désobéissance civile non-violente fait consensus. C’est même un impératif au sein du mouvement. Cette méthode serait la plus efficace (1) pour espérer un *“changement massif de la société”* et *“rassembler les gens sans les effrayer”*. Cependant, cette notion n’a rien de dogmatique. Elle est vue et souhaitée comme complémentaire aux autres formes de luttes.

Mais ce choix est souvent très subjectif et le terme l’est aussi. Ce qui est ressenti comme étant violent pour

certain-es, peut ne pas l’être pour d’autres. Et bien qu’il soit évident que la violence verbale comme physique sur autrui, ainsi que sur les forces de l’ordre, soit à bannir au sein du mouvement, la dégradation matérielle symbolique et réfléchie est quelque chose qui peut tout à fait être discuté en amont. Outre son effet sur la société, la non-violence est aussi une forme de militantisme accessible et inclusive. En effet, elle permet de pouvoir y trouver sa place en proposant des actions plus ou moins coup de poing avec un nombre de rôles assez large et une possibilité d’agir selon le profil de chacun-e.

La non-violence est aussi, à titre personnel, un moyen de prendre soin de soi en tant que militant-e.

La désobéissance civile, un choix stratégique

Souvent plus visible que la manifestation déclarée, légale, encadrée et habituelle, la désobéissance civile permet de faire parler d’un sujet. Notamment par des actions spectaculaires. Elle permet aussi de cibler directement un sujet et d’aller *“s’attaquer”* aux premiers responsables du problème dénoncé (entreprises, lieux

de pouvoirs...). La désobéissance civile comme mode d’action serait donc un bon moyen *“d’attirer l’œil des politiques, de bousculer ce qui se fait habituellement”* car *“on ne parle pas assez de ces sujets dans la société, cela permet de rester audible, tout en restant crédible.”*

Une organisation horizontale et responsabilisante

Au niveau organisationnel, *Extinction rebellion* défend une démarche horizontale. Le fait de pouvoir endosser un tas de rôles différents selon ses possibilités, désirs et envies est vraiment un plus. Cette configuration de l’organisation permet également une meilleure efficacité en permettant de *“responsabiliser et d’engager entièrement chacun”* (ce qui n’est pas le cas dans toutes les organisations militantes). *“L’horizontalité permet un partage constant, une effusion d’idées qui arrivent perpétuellement, on intègre mieux les gens, il y a moins de pression”* selon leur témoignage. Elle *“permet d’éliminer un certain nombre de problèmes qui sont liés à l’ego puisque tout le monde a la possibilité de coordonner une action qui lui tient à cœur voire d’intégrer un groupe déjà établi.”* Pour une personne interrogée, l’organisation

1. *Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict* de Erica Chenoweth et Maria Stephan, Columbia University Press, 2011

du mouvement représente même “un idéal de société dont XR est la preuve que ça marche alors que personne ne commande personne.” Enfin, étant donné que la plupart des actions menées par XR sont de la désobéissance civile, et donc, illégales, l’horizontalité permet de n’avoir “personne à accuser s’il y a un problème, ce qui nous responsabilise chacun d’avantage.”

Déconstruire la domination patriarcale

Dans les rapports inter-membres il y a un point d’honneur au sein du mouvement à repérer les outils de la domination patriarcale dans notre société, et à les déconstruire. “C’est un combat constant. Même au sein du milieu militant qui se veut engagé et déconstruit, ça l’est pas du tout au niveau du patriarcat.” XR Lyon travaille notamment sur du vocabulaire d’inclusivité, l’utilisation de pronoms non genrés et une formation sur la domination masculine en cercle militant. Le nombre d’intervention par sexe lors des réunions est compté afin de pouvoir faire des remarques constructives en cas de *mansplaining* (2). La plupart des personnes interrogées, notamment les hommes hétéros, voient dans ce cadre une philosophie leur permettant d’évoluer dans leur vies personnelles. Une autre personne nous dit vouloir compter davantage sur les formations et des remises en question individuelles car “on est dans un milieu où ce qui est important c’est la liberté (de parole, d’action, etc).” Du côté des femmes, beaucoup estiment ne pas avoir encore assez de recul sur la déconstruction patriarcale dans les relations internes, mais que malgré tout, elles se sentent plus en sécurité et mieux comprises lorsqu’elles entrent dans le cercle bienveillant qu’est XR.

L’urgence d’une écologie plus radicale

À XR, tout le monde s’accorde à dire que l’écologie n’a plus le temps d’être modérée. Un changement de société radical est nécessaire pour la survie du vivant dans sa globalité. “L’écologie occidentale a été créée dans un contexte

2. *Mansplaining*, mecsplaining en français (pourquoi parler la langue des multinationales ?) : c’est quand un homme prend la parole pour expliquer le monde et la vie à une femme, ou lui parler d’un sujet qu’elle connaît mieux que lui. Souvent sur un ton paternaliste ou condescendant. Typique des micro-agressions sexistes et très pénible !

colonial où l’écologie est vue de manière hors sol. Il est urgent de sortir de ça et de voir quels sont les autres rapports à la nature qui existent et d’écouter ceux à qui on a imposé cette vision de l’écologie”. Cette phrase résonne car l’écologie est un mouvement qui nous (re) lie à tout ce qui existe. Une écologie qui a du sens est une écologie qui lutte contre toutes les formes de domination car elles sont inséparables les unes des autres.

La notion d’urgence est également très forte. “Les problèmes écologiques qu’on a actuellement ne sont pas nouveaux. Les premiers lanceurs d’alertes commencent dès les années 60, sur des preuves scientifiques. On aurait pris quelques décisions à cette époque là, je pense qu’on serait pas dans l’urgence actuelle”.

Acteurs du changement à l’aube d’un nouveau monde

Qu’en est-il de l’impact des actions de XR sur les mentalités, que ce soit dans l’opinion publique ou les discours médiatiques ? Toutes les personnes interrogées souhaitent que leurs actions permettent un changement plus rapide sur le plan politique, économique et social. Certaines se contentent des petites victoires : “Les mentalités changent autour de moi car j’en parle énormément”. Même si les actions ne changent pas les choses directement, l’impact est subtil. “Ça ouvre les imaginaires”. Pour d’autres, le constat est plus amer: “J’ai l’impression que c’est jamais assez bien et les mentalités n’ont pas tellement changé. Dès qu’on va dans le métro, on se rend compte qu’il y a une

cassure hyper violente et que notre petite bulle de militants est complètement marginale”. En effet, quand on voit ce qui est fait comparé à ce qu’il reste à faire, il peut être difficile de garder la motivation dans l’espoir d’un monde meilleur. Face à cela, une autre personne explique : “Moi je prends le problème dans l’autre sens. Je me dis, est-ce que je suis à ma place quand je suis en action ? Tant que je me dis que je suis à ma place dans une action, je continue. Il me semble impossible à titre personnel de ne rien faire”.

La mobilisation, un remède à l’impuissance

Malgré le pessimisme ressenti par de nombreuses personnes, le fait d’être à XR est salvateur et permet de se réaliser concrètement. C’est une approche presque thérapeutique qui a aidé certains à mettre du sens dans leurs actions: “venir à XR, ça me conforte dans les actions que je fais, je me sens vraiment vivant”. Finalement, XR dans son ensemble a permis à énormément de militant·es de se questionner: “Depuis le départ, le changement a été la façon de penser. Je suis passé dans le mode non-violent via un travail psychologique. Il y a une énergie que tu dépenses qui est hyper différente, beaucoup plus valorisante mais aussi beaucoup plus dure. Je ne suis pas non-violent parce que je ne suis pas capable d’être violent. Je suis non-violent par choix”. ♦

➔ Contact :

♦ <https://extinctionrebellion.fr>



Le logo de XR, un sablier qui représente l’urgence d’agir.

› Texte : **Francis Vergier**

Quel développement pour les monnaies locales ?

Les monnaies locales complémentaires ont connu un fort développement entre 2010 et 2016 et semblent marquer le pas actuellement. La plupart d'entre elles n'arrivent pas à mobiliser au-delà d'un cercle de personnes convaincues, ce qui en limite l'intérêt. Une étude fait un point précis sur la situation.

Les monnaies locales complémentaires ont rapidement trouvé un cadre juridique pour exister. Dès le début, *Silence* s'est interrogée sur plusieurs aspects : la part des subventions dans les structures permet-elle une réelle autonomie ? Quelle est l'importance de la masse monétaire en circulation en comparaison avec celle qui circule en euros ? Le recours de plus en plus fréquent à des monnaies virtuelles est-il compatible avec une tentative de relocalisation de l'économie (le numérique étant tout sauf local) ? (1)

Clairement engagées dans une démarche de transition

Une enquête nationale a été réalisée de novembre 2019 à janvier 2020 par

1. *Silence* n° 394, octobre 2011, lisible sur le site revuesilence.net

le laboratoire *Triangle* de l'Université Lyon 2 (2). L'étude a recensé 82 expériences en cours, 2 en cours de constitution, 9 qui se sont arrêtées. 65 ont répondu aux questions. En moyenne, les monnaies existent depuis 3 ans et 10 mois. Le temps de lancement moyen entre la première réunion et la mise en route est en moyenne de 2 ans et demi. Les motivations principales sont la résilience territoriale par le développement des circuits courts et le renforcement du pouvoir citoyen. 67,5% de ces initiatives prennent leurs décisions au consentement ou au consensus. 57% ont un budget annuel inférieur à 10000 €, parmi lesquelles 70 % ne touchent aucune subvention, alors que toutes celles qui ont un budget supérieur à 50000 € en reçoivent. 19 associations ont au moins

2. Rapport complet : Jérôme Blanc, Marie Fare, Oriane Lafuente-Sampietro (2020), "Les monnaies locales en France : un bilan de l'enquête nationale 2019-20", Lyon, *Triangle* – UMR 5206, Université Lumière Lyon 2, Sciences Po Lyon, 56 p. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02535862>

un·e salarié·e ou une personne en service civique et/ou des stagiaires. En moyenne, l'association fonctionne avec 18 personnes bénévoles actives.

La monnaie locale a du mal à circuler

Si au départ, les monnaies étaient sous forme de papier, environ un tiers circulent maintenant de façon numérique. Ce numérique a un prix (de 1465 à 32000 € d'investissement initial et de 275 à 10000 € ensuite par an). Des solutions mutualisées entre monnaies locales ont été envisagées, mais c'est légalement difficile. Environ deux tiers des groupes prévoient des frais de reconversion en euros des avoirs reçus des partenaires adhérents (3).

La masse monétaire médiane en 2018 est de 17945 €, pour 231 adhérent·es usagè·es, 76 adhérent·es

3. L'idée de monnaie fondante (la monnaie perd de sa valeur si on ne la dépense pas dans un délai restreint) n'est utilisée que dans 6% des cas.





L'Abeylle est une monnaie locale complémentaire et une monnaie fondante lancée en 2010 à Villeneuve-sur-Lot, en Lot-et-Garonne.

prestataires et 9 comptoirs de change. Au total, fin 2019, nous en étions à 34871 personnes, 9614 prestataires et 4,4 millions d'euros. Ces sommes sont couvertes presque totalement par des fonds de réserve déposés à la société financière *La Nef* (64 %), au *Crédit Coopératif* (6 %), au *Crédit Mutuel* (4,5 %) ou dans d'autres institutions bancaires. Entre 2014 et 2018, le nombre d'usager·es a augmenté de 53 %, la masse monétaire de 55 %, le nombre de prestataires de 38 %.

Environ 80 % des sommes dépensées seront ensuite reconverties en euros dans un comptoir de change, ce qui signifie que seuls 20 % des sommes collectées par les prestataires trouvent ensuite un débouché en monnaie locale, un chiffre qui n'évolue pas depuis des années.

Un niveau d'échange trop marginal

Actuellement, on trouve une monnaie locale en circulation dans 37,5 % des communes et les collectivités publiques aident les monnaies locales dans 66 % des cas.

Il est à noter que le mouvement semble s'essouffler. Un maximum de lancement de projets s'observe en 2016 avec 10, puis cela baisse : 4 en 2017, 1 en 2018, aucun en 2019. Le mouvement aurait-il déjà atteint ses limites ?

En moyenne, le particulier de la plus petite monnaie locale n'a échangé que pour 14,4 € (un peu plus de 1 € par mois !), celui ou celle de la plus grosse pour 335,80 € pour l'année (soit 28 € par mois !). Autant dire que cela reste extrêmement marginal.

Développer la réflexion pour obtenir un outil plus performant

Cet engouement pour les monnaies locales est issu le plus souvent des dynamiques des initiatives de transition, pour lesquelles elles sont un moyen à intégrer dans un "plan de descente énergétique". Le peu de développement des monnaies locales indique sans doute aussi la difficulté des initiatives de transition à intéresser le plus grand nombre. En 2010, au lancement de ces groupes, le pic pétrolier était dans toutes les têtes, mais le recours

au pétrole de schiste a permis de masquer le problème pendant une dizaine d'années. Nous sommes probablement très proches du pic de production du pétrole en incluant les pétroles non conventionnels... Et le débat devrait repartir de plus belle.

Reste à savoir comment l'on peut sortir des cercles militants habituels, avoir un réel ancrage territorial, à quelle taille de territoire, comment intégrer des commerçant·es plus classiques...

Lors de la réalisation d'une carte des alternatives à Lyon, en 2011-2012, une question récurrente était la place des artisan·es (réparateurs et réparatrices de vélos, cordonnier·es, électroménager, ventes de seconde main...) : ces personnes n'ont pas toutes des idées écologistes ou solidaires. Les monnaies locales ont introduit des chartes pour déterminer qui peut être prestataires... au risque de n'attirer que les personnes déjà convaincues. De même qu'il existe une "reconversion" pour la bio, il faudrait prévoir un accompagnement pour une "reconversion" vers la résilience et la transition. ♦

› Texte : **Marius Jouanny**

Sans étiquette politique, Marius Jouanny admire autant Murray Bookchin qu'Auguste Blanqui. Il est rédacteur pour Casemate, Neuvième art 2.0, Le Rayon Vert, Lundi Matin, Les Cahiers de la BD et La Charente Libre.

Imagiland, le grand bond en arrière

À Angoulême, la culture de la bande dessinée attire aussi les appétits des promoteurs en quête de profits, au détriment de la scène indépendante et de la préservation des écosystèmes locaux. Mais la résistance s'organise.

Cela fait déjà près de dix ans que Vinci réfléchit au déploiement d'un parc d'attractions BD en Charente. Depuis son annonce au dernier festival d'Angoulême, il a désormais un nom : *Imagiland*. Ses attractions seront composées de montagnes russes et cinéma 4D à l'effigie des plus grandes vedettes de la BD franco-belge comme Gaston Lagaffe, Yakari, Léonard ou bien Valérien. Augmentés d'un parc de canyoning et d'accrobranche, les coûts du projet sont estimés à 110 millions d'euros. Le conseil communautaire a d'ores et déjà approuvé ce projet dont l'ouverture est prévue pour 2023. Vinci et le groupe chinois *Dragontoon* jouent des coudes pour lancer plus vite les travaux sur une ancienne carrière Lafarge.

Biodiversité et désobéissance civile contre bétonneuses

Il faut dire qu'*Imagiland* est loin de faire consensus. Un collectif de citoyen·nes baptisé *ImagiNON* proteste activement contre la mise en place du parc. Après la mise en ligne d'une pétition, il veut contester sur le plan juridique son permis de construire et alerter les populations locales. Avec *Extinction Rebellion*, ses membres se forment à la désobéissance civile en vue d'actions à venir. Lors de la manifestation pour le climat du 28 mars 2021 les membres du collectif s'affichaient fièrement en tête de cortège.

Leur principal argument est d'ordre écologique. Selon le collectif, la friche industrielle de 12 hectares choisie pour y construire le parc est devenue avec le temps une zone humide où vivent 35



Les militantes d'*ImagiNON* en tête de cortège de la manifestation pour le climat à Angoulême, le 28 mars 2021.

espèces protégées, dont l'alouette lulu et le milan noir. Ce lieu dit *La Brousse Marteau* compte d'ailleurs parmi les lieux importants de la biodiversité du Poitou-Charente, selon l'Atlas de la biodiversité communale de La Couronne. Mélanie, une militante membre d'*ImagiNON*, précise : "avec ses nouveaux étangs creusés et sa nouvelle plaine calcaire, la nature a pu trouver refuge sur ce site dont l'exploitation par Lafarge n'est qu'une parenthèse dans son histoire. Notre devoir est de protéger ce lieu-dit en le sanctuarisant plutôt que de ramener la bétonneuse". Elle rappelle que

l'impératif de la lutte contre le réchauffement climatique passe par une limitation de l'artificialisation des sols, comme l'énonce la circulaire du 24 août 2020. Au regard de ce texte, *Imagiland* apparaît comme un sacrifice écologique de plus sur l'autel de la libre entreprise et de la croissance économique.

Mensonges verts

Anticipant les critiques, les investisseurs avancent des mesures compensatoires pour limiter l'impact environnemental. L'installation d'un "parcours découverte pédagogique des

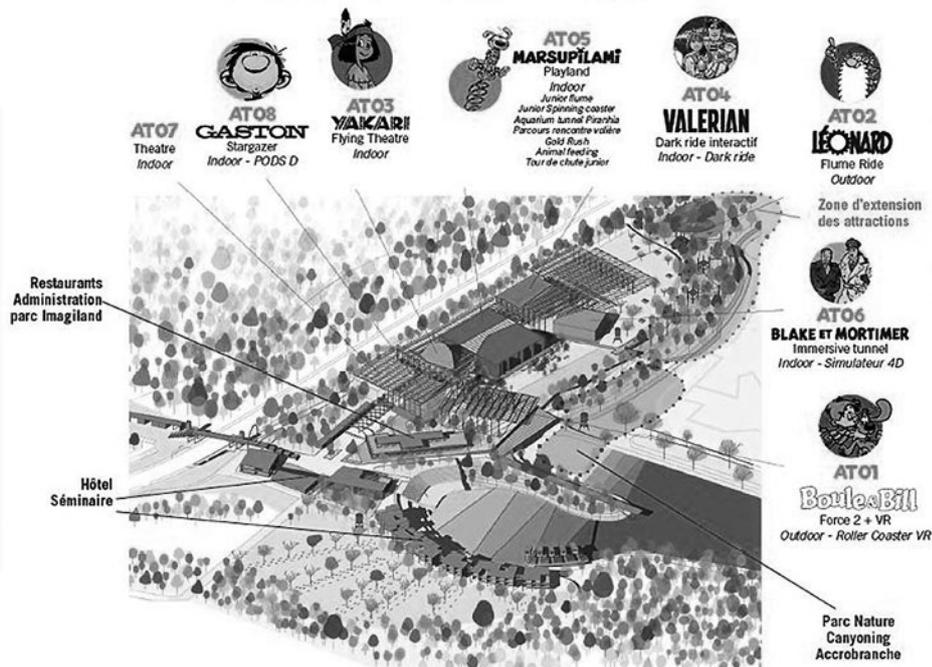
espèces, des zones humides et des boisements prévus sur le site" et de nichoirs à chauve-souris sont notamment prévus. Vinci promet aussi le recours aux énergies renouvelables et à des entreprises locales pour l'approvisionnement en nourriture d'un parc à "l'architecture sobre et aimable qui laisse la part belle au paysage". Vous avez dit *greenwashing* ? Ces belles formules provenant du diaporama de présentation du projet dissimulent mal les ambitions d'un parc industriel parmi tant d'autres, compte tenu de la bétonisation des sols et de l'activité que le parc va engendrer. L'argument économique est tout autant agité auprès des institutions : selon Vinci, le parc devrait créer à terme 200 emplois stables en attirant 500 000 visiteurs par an. À titre de comparaison, le parc *Spirou* (Vaucluse), créé par la même société *Dragontoon*, n'a attiré que 270 000 personnes en 2019 alors qu'il en prévoyait 450 000, et emploie en grande majorité des travailleuses saisonnières. Même sur le terrain de l'emploi, *Imagiland* risque de ne pas tenir ses promesses. Son succès, alors que le parc compte se situer à une centaine de kilomètres du *Futuroscope* (Vienne), paraît enfin incertain.

Faire des profits ou soutenir la création artistique ?

Ce projet de parc symbolise aussi un brutal retour en arrière concernant le statut culturel de la bande dessinée en France. Les éditeurs sont louables lorsqu'ils valorisent le patrimoine de la BD franco-belge par de belles rééditions. Pas lorsqu'ils acceptent de le marchandiser à un constructeur d'autoroutes. L'UNESCO a, depuis peu, nommé Angoulême "capitale mondiale de la bande dessinée", pour son festival et ses infrastructures qui contribuent à ériger la BD en neuvième art. Il semble pour le moins paradoxal que ce titre prestigieux soit accordé en même temps que naît un projet industriel renvoyant le médium quarante ans en arrière. Dans les années 80, *Imagiland* aurait complété le tableau d'un secteur culturel en grande partie standardisé. Mais par ses choix de mascottes qui proviennent toutes d'une autre époque, le parc joue la carte de la nostalgie et de l'infantilisation, et privilégie les franchises commerciales à l'édition indépendante et à la culture vivante.

Dans un contexte où la communauté des auteurs s'élève contre la précarisation de son métier, l'inaction

UNE ORGANISATION DES ATTRACTIONS POUR UN PARCOURS FLUIDE



Imagiland, ce sont des infrastructures, un complexe hôtelier et 1100 places de parking, entre autres, qui viendraient bétonner cette zone humide accueillant une riche biodiversité. Pas sûr que Yakari et le Marsupilami seraient d'accord...

des pouvoirs publics se révèle d'autant plus scandaleuse que ces derniers apportent un soutien financier conséquent à *Imagiland* : 5 millions d'euros de subventions de la part de l'agglomération et 2 millions provenant des caisses régionales. Les infrastructures pour acheminer le public vers le parc seront également payées par le contribuable. Tous ces investissements publics bénéficieront surtout à Vinci et ses actionnaires. Alors que 2020 devait être l'année de la bande dessinée, on célèbre l'art séquentiel avec du béton et des promesses de frisson au consommateur.

Il apparaît urgent que la mobilisation contre la construction du parc se massifie. Il n'est pas trop tard pour parvenir à l'annulation du projet. Ce ne serait d'ailleurs pas la première fois que Vinci s'incline face à la détermination de quelques irréductibles gaulois : il faut se rappeler Notre-Dame-des Landes... ♦

➔ Contact

♦ *ImaginON*, La Brousse-Marteau,
16100 La Couronne,
collectif.imaginon@gmail.com

› Texte : **Nicolas Robin**

Décrypter et combattre le publisexisme

La publicité est un vecteur de clichés sexistes, c'est ce qu'on appelle le publisexisme. L'Observatoire de la publicité sexiste, un groupe créé par le mouvement Résistance à l'agression publicitaire, a réalisé une vaste enquête participative pour explorer le sujet. Cet article s'appuie sur un entretien avec Jeanne Guien, l'une des porteuses de cette étude.



La publicité genrée a recours pour atteindre son but à des subterfuges, qui réduisent le corps des femmes à un objet : femme-tronc (focalisation sur les lèvres, le buste, les fesses...), femmes fatales, femmes dans des situations dégradantes.

Le publisexisme véhicule tout un cortège de représentations, d'injonctions et de stéréotypes qui utilisent l'image des femmes pour accaparer l'attention et véhiculer des messages parfois dégradants ou ostentatoires.

La pub n'a pas fait sa révolution féministe

D'évolution radicale (féminisme des années 70 ou depuis le mouvement

#metoo), il n'est guère question dans les faits : les corps sont toujours contraints, les mannequins ont des anatomies impensables obtenues au prix de sacrifices et de tourments que l'on imagine encore mal. Photoshop est d'un grand secours quand les corps traduisent des réalités trop "hors-normes"... Les discours repris à renfort de chartes éthiques font l'éloge d'un certain féminisme, mais ils se traduisent à grand

peine dans les faits et les codes publicitaires ont la vie dure. Moins explicites qu'avant, les messages colportés n'assènent plus des présupposés sexistes, mais les poses des personnages "au féminin" (car la publicité peut être gay friendly, avec les mêmes poncifs et clichés) sont lascives, vues de dessous ou de derrière avec tout ce que cela suppose dans l'inconscient collectif.

Ravages sociaux

Jeanne Guien, du mouvement Résistance à l'agression publicitaire (RAP), dénonce avec l'Observatoire de la publicité sexiste (un groupe de travail bâti en interne) cette dichotomie entre hommes et femmes, et là où une femme avec une "doudoune est présentée en slip, un homme le sera entièrement vêtu". La femme est exposée et se doit d'être dans une disponibilité sexuelle permanente. On en vient même à sexualiser ou genrer des objets et une voiture qui irait "si bien à un homme" est complaisamment présentée comme sa compagne idéale (1).

Les femmes sont montrées comme des "consommatrices nées", un peu simples et dévouées aux tâches domestiques (enfants, alimentation, ménage) et à leur apparence. "L'injonction à la beauté est très forte, surtout envers les adolescentes, qu'on représente toujours comme uniquement préoccupées de fringues et de cosmétiques", précise Jeanne Guien.

Les effets du publisexisme sont multiples : ravages sociaux (les femmes

1. Ndlr : La publicité génère une sexualisation généralisée des corps des femmes comme des hommes, même si elle est beaucoup plus marquée chez les femmes.

qu'on peut bafouer, attoucher, la culture du viol), sanitaires (boulimie, anorexie), troubles compulsifs (dépenses), mésestime de soi dans ses projections professionnelles ou dans l'acceptation de son corps, etc.

Des propositions pour en finir avec le publisexisme

Quelles pourraient être les mesures à prendre pour contrecarrer ces effets pervers ? Il ne faut pas trop compter sur l'*Autorité de Régulation de la Publicité*, peuplée de publicitaires juges et parties, qui dans le meilleur cas émettent un avis défavorable en retard après que l'image dégradante ait été diffusée.

Le rapport réalisé par l'*Observatoire de la publicité sexiste* formule quelques propositions concrètes pour en finir avec le sexisme publicitaire :

- ◆ Mettre fin à l'autorégulation publicitaire par la création d'une instance de régulation réellement indépendante et dotée de pouvoirs de sanction.
- ◆ Inscrire clairement dans la loi l'interdiction du sexisme dans la publicité.
- ◆ Ne plus utiliser de corps (entiers ou morcelés, humains ou humanoïdes) dans la publicité.

Mais les résistances sont diverses et l'inertie palpable : chaque enseigne s'agrippe à son créneau publicitaire comme à un capital immatériel, la sacro-sainte image de marque. Nous faisons face à un lobby puissant, qui barre la route aux avancées sociales comme ce fut le cas lors de la convention citoyenne qui a accouché d'une souris de ce point de vue. La publicité représente le deuxième secteur économique mondial (21 milliards d'euros en France en 2016) derrière l'armement et la défense... Des firmes comme l'Oréal dépensent plus en communication qu'en recherche et développement, pour prendre un exemple.

Face à cela, *RAP* qui a été à l'origine de ce rapport paru le 21 janvier 2021 compte bien renouveler l'initiative et lancera prochainement une seconde enquête, en vue de récupérer témoignages et opinions au service d'une (r)évolution des principes de la pub. ◆



La femme présentée sur cette publicité, portant un large collier ras le cou, est à la fois animalisée et sexualisée. L'image renvoie au péché originel et à la sexualité féminine bestiale qu'il faudrait harnacher et dominer.



Les ressorts du publisexisme

Le rapport 2019-2020 de l'*Observatoire de la publicité sexiste* a été réalisé de manière participative, durant un an. 165 personnes de 20 communes françaises ont apporté des contributions sur le sujet, exemples à l'appui. 81 % des publicités sexistes identifiées visaient le genre féminin. Elles utilisent principalement les injonctions à la beauté, à la jeunesse et à la minceur. Le rapport décrypte pas à pas, exemples visuels à l'appui, les ressorts de ce publisexisme ordinaire. La position du corps (bouche entrouverte, jambes écartées, etc.), les vêtements (ou leur absence), le

cadrage (plans rapprochés sur des parties suggestives du corps) sont mis à contribution. Les stéréotypes (la vénalité des femmes, leur fragilité, leur inaptitude au volant) sont utilisés. Ce sont des femmes qui sont représentées pour les métiers de l'éducation et du soin. Les femmes corpulentes, âgées, racisées, non-valides, LGBT+, sont largement exclues de la représentation. Enfin, même certaines publicités contre les violences faites aux femmes se fourvoient dans des images sexualisantes des femmes, preuve que le chemin est encore long pour décoloniser les imaginaires...

➔ Pour aller plus loin :

- ◆ Rapport *Le sexisme dans la publicité française*, Observatoire de la publicité sexiste, <https://antipub.org/rapport-sexisme-publicite-francaise/>
- ◆ *Résistance à l'agression publicitaire (RAP)*, "La Teinturerie", 24 rue de la Chine, 75020 Paris, tél. 01 43 66 02 04, <https://antipub.org>.
- ◆ *Contre les publicités sexistes*, Sophie Pietrucci, Chris Vientiane, Aude Vincent, éd. L'échappée, 2012.
- ◆ *Une histoire du marketing*, Frank Cochoy, La Découverte, 1999.

› Texte : **Jean Le Goff**

Docteur en sociologie de l'Université de Paris, il a mené une recherche sur le mouvement *Alternatiba*, dans laquelle il a étudié les liens entre les manières de militer, et ce que les militant-es font, individuellement et collectivement, des angoisses liées au climat.



Clement Tissot

Que faire de nos sentiments face à la situation écologique ?



Bjorn Collectif La Faill

Lors de la marche pour le climat et contre la précarité étudiante, le 19 mars 2021 à Paris.

Les destructions écologiques et les menaces pesant sur l'avenir peuvent éveiller toute une palette de sentiments : angoisse, tristesse, culpabilité, colère, mais aussi désir d'agir, ou encore envie de mettre tout cela à distance. L'écho qu'ont reçus dans l'espace médiatique les termes d'éco-anxiété et de solastalgie (1) témoigne de notre besoin de nommer ces sentiments douloureux, de leur donner forme. Les angoisses que nous ressentons peuvent être considérées comme des réactions

normales, saines et salutaires face à des dangers réels et urgents. Mais elles peuvent aussi avoir des conséquences psychiques et sociales délétères, identifiées par les médecins qui ont travaillé sur le sujet (2) : troubles du sommeil, addictions, dépressions, impacts sur les relations sociales, etc. Dans quelle mesure faut-il mettre à distance ces sentiments douloureux, ou au contraire se laisser traverser par eux ?

Psyché et climat : une approche psychanalytique

Cette question est au cœur de la "psychologie climatique" qui s'est développée dans les vingt-cinq dernières années, en particulier autour de la *Climate Psychology Alliance*, réseau fondé en 2009 au Royaume-Uni. Cette

On pourrait avoir l'idée que face à l'urgence de la situation, le temps n'est pas à l'introspection mais à l'action. Bien au contraire ! Il est important d'être individuellement et collectivement à l'écoute de ce que nous ressentons, parce que c'est précisément là que se trouve l'une des clés pour agir.

1. Le philosophe australien Glenn Albrecht a défini la solastalgie comme "la douleur ou la détresse causées par la perte de réconfort (solace en anglais) du fait de l'état perçu de l'environnement. La solastalgie est en jeu lorsque le sujet fait l'expérience d'une désolation physique sur son lieu de vie." Référence : Glenn Albrecht et al., *Solastalgia: The distress caused by environmental change*. Australasian Psychiatry: Bulletin of Royal Australian and New Zealand College of Psychiatrists, n°15, p. 95-98, 2007.

2. voir notamment : Alice Desbiolles, *L'éco-anxiété. Vivre sereinement dans un monde abîmé*, éd. Fayard, 2020.

3. <https://climatepsychologyalliance.org>

4. Sally Weintrobe, "The difficult problem of anxiety in thinking about climate change", dans Sally Weintrobe (dir.), *Engaging with Climate Change: Psychoanalytic and Interdisciplinary Perspectives*, éd. Routledge, 2013.

permet de donner une profondeur à la compréhension de notre vécu : elle affirme que nous ne sommes pas toujours en contact avec nos propres angoisses, dont une part est maintenue inconsciente par divers moyens défensifs.

Le rapport aux angoisses dans l'action militante

Le rapport aux angoisses est aussi une question pour la sociologie : ce que nous faisons de nos sentiments dépend en grande partie des groupes auxquels nous participons, des représentations qui les traversent, et plus largement de la place que nous occupons dans la société. C'est ce traitement individuel et collectif des angoisses que j'ai cherché à comprendre dans une recherche menée au sein du mouvement *Alternatiba* (5). Créé en 2013 par l'association *Bizil*, le mouvement *Alternatiba* a rapidement essaimé à travers toute la France, avec le projet initial de mobiliser sur le changement climatique par la mise en avant des alternatives. Durant plusieurs années, j'ai suivi ce mouvement de l'intérieur, assistant aux débats et aux réflexions, et collectant les récits des militantes. Ce travail m'a amené à une conclusion : il est fondamental de contenir nos angoisses, ou plus largement nos émotions douloureuses, c'est-à-dire de leur donner une forme qui permette de les éprouver et de les partager. À quoi correspond une émotion contenue ? Pensons à ce que nous font éprouver la musique, le cinéma ou la littérature : les artistes ont la faculté de nous faire ressentir des émotions douloureuses telles que la tristesse ou la colère, tout en les rendant belles et, d'une certaine manière, agréables. En d'autres termes, la forme artistique donnée à ces émotions permet de les contenir et de les vivre consciemment.

Émotions et contenance

Au fil des entretiens que j'ai menés avec des militantes d'*Alternatiba*, je me suis interrogé sur mes propres réactions émotionnelles, et je me suis aperçu qu'elles dépendaient en partie de la forme de leurs discours. Dans certains entretiens, les angoisses se présentent comme contenues : elles sont

nommées par des mots, prises dans un récit à la première personne. Ainsi ce militant qui affirme : "*Moi, mon truc principal, c'est que la destruction de la nature m'est insoutenable, me désespère*". Bien qu'il s'agisse là d'un sentiment très intense et douloureux, j'ai pu le recevoir sans être submergé par l'angoisse. J'ai même ressenti un certain plaisir dans l'écoute, avec le sentiment que l'on était en train d'échanger sur des choses profondes et importantes. Dans un autre entretien, c'est une angoisse non-contenue qui arrive soudainement et perturbe l'échange. Après avoir longuement parlé avec une militante de son parcours, je lui demande quelle est la place du climat dans son engagement. Elle répond : "*Pour moi le climat, c'est aussi important que la disparition de la diversité écologique, c'est aussi important que les inégalités entre les humains sur la planète, c'est aussi important que la question nucléaire*", avant d'évoquer la menace d'une fin de l'humanité puis l'image post-apocalyptique de personnes qui vivraient "*dans des silos enterrés à bouffer des protéines*". Troublé par cette réponse, je pose une nouvelle question sur les origines familiales de la militante, qui nous amène à changer de sujet. Que se passe-t-il dans cette séquence ? Ma question a fait surgir simultanément

des sujets d'inquiétude qui n'étaient pas nommés dans le début de l'entretien et n'apparaîtront plus ensuite. Nous n'avons posé aucun mot sur les émotions éveillées par ces sujets. Sentant monter un sentiment d'inconfort, je me suis protégé en posant une question factuelle sur un autre sujet. Cet extrait d'entretien me semble représentatif de bon nombre de discussions sur le climat, dans lesquelles des angoisses non-contenues (c'est-à-dire ressenties comme inconfortables voire insupportables) viennent déborder notre capacité à accueillir sereinement l'émotion dans l'échange.

Traverser les angoisses

Parvenir à ressentir consciemment nos angoisses et à les mettre en partage sous une forme contenue est un enjeu existentiel et politique. On peut notamment se référer à Melanie Klein, une psychanalyste autrichienne et britannique, pionnière de l'analyse des enfants. Klein identifie une étape cruciale du développement psychique : le moment où nous réalisons l'étendue de notre dépendance envers les adultes qui prennent soin de nous, le risque qu'il y aurait à les perdre, mais aussi

Apprivoiser l'écoanxiété et faire de ses écoémotions un moteur de changement

Karine Saint-Jean

La conscience de la destruction écologique suscite en nous différentes émotions négatives (angoisse, colère, tristesse,...), qui sont de précieuses indicatrices des dangers qui nous menacent, mais qui peuvent aussi venir entraver notre capacité à agir ou à vivre. L'autrice, psychologue, apporte des analyses intéressantes sur la manière dont fonctionne notre cerveau, sur les pièges qu'il nous tend (distorsions cognitives, ruminations, évitement...). Tout l'enjeu sera de "*trouver l'équilibre entre prendre soin de nous et prendre soin de la planète*"

afin que cette écoanxiété ne nous paralyse pas mais reste un aiguillon pour agir. Nombreux exemples à l'appui, elle indique quelques pistes pour maintenir cet équilibre, et des indications pour faire face à un entourage hostile ou encore à l'écoanxiété d'un enfant ou ado sans minimiser la question. GG

Les éditions de l'Homme, 2020, 306 p., 17 €



5. Jean Le Goff, *Militer au sein du mouvement Alternatiba. De l'angoisse à la mobilisation climatique*, Thèse de doctorat sous la direction de Florence Giust-Desprairies, Université de Paris, financement ADEME, 2020.



Le travail de Melanie Klein (1882-1960) sur le rapport aux angoisses permet d'éclairer certains de nos sentiments face aux destructions écologiques.

notre ambivalence à leur égard (6). Nous éprouvons alors des sentiments douloureux, tels que la tristesse, le désespoir ou le sentiment de culpabilité. Selon Klein, c'est en traversant ces sentiments que nous développons progressivement notre capacité de prendre soin des autres, notre créativité et notre désir de contribuer positivement au monde, qualités qui peuvent alors contenir et apaiser l'angoisse. Ce processus ne se fait pas en une seule fois : il se répète tout au long de l'enfance, et par la suite à l'âge adulte. C'est lorsque nous ne parvenons pas à trouver des issues constructives à nos

angoisses que nous nous en protégeons à travers des visions du monde en noir et blanc, qui idéalisent certaines idées, personnes ou groupes, et concentrent le négatif sur d'autres.

Un enjeu politique

Dans cette traversée des angoisses, le soutien que nous recevons des personnes qui nous entourent est fondamental. Joanna Macy, l'une des fondatrices de l'eco-psychologie, observe qu'un groupe se construit différemment selon qu'il peut ou non accueillir l'expression de ce qu'elle nomme la "souffrance pour le monde". En août 1979, Macy organise un séminaire d'une semaine consacré aux menaces écologiques et nucléaires à l'Université Notre Dame (Indiana, États-Unis). Alors que les professeur-es

invité-es arrivaient avec des présentations théoriques sur les différents thèmes abordés, Macy leur suggère d'introduire leur propos en racontant un incident ou une image qui témoigne de la manière dont ils se sentent personnellement touchés. Elle remarque que cette brève mise en partage des inquiétudes de chacun crée un lien particulier au sein du groupe : durant toute la semaine, ses membres se témoignent du soin et de l'attention mutuelle, sont disposés à accueillir les émotions difficiles, manifestent une énergie et une créativité importante. Ces observations fournissent le point de départ de la méthode de groupe mise au point par Macy, d'abord nommée "travail du désespoir" (*despair work*), puis "travail qui relie" (*work that reconnects*), et dont l'objectif est de faciliter la mise en partage des sentiments douloureux pour les affronter collectivement et libérer les possibilités d'action (7).

Des développements récents

Les pratiques développées par Macy ont eu un écho important, notamment dans le mouvement de *Villes en Transition*, créé en 2006 au Royaume-Uni (8). D'autres dispositifs d'échange se sont développés récemment outre-Manche, tels que les *Climate Cafés*. "Il y a une sorte de tabou, un silence socialement construit, autour du changement climatique", explique la chercheuse et consultante Rebecca Nestor, qui porte le développement des *Climate Cafés* au sein de la *Climate Psychology Alliance*. "J'ai commencé à animer des *Climate Cafés* comme des espaces où nous pouvons partager nos émotions – culpabilité, rage, anxiété, peur, perte – et parfois aussi notre torpeur et notre sentiment de déconnexion. Les discussions au sein des *Climate Cafés* ne portent pas sur les actions que l'on mène ou que l'on devrait mener : on porte plutôt l'attention sur nos sentiments, et je suis persuadée que cela crée une énergie collective pour le changement". On peut ainsi s'interroger sur les cadres qui permettent ou pas ces temps de partage de notre vécu subjectif, et sur leur place dans l'action écologiste. ♦

6. Melanie Klein, « Notre monde adulte et ses racines dans l'enfance » (trad. 1963), dans André Levy et Sylvain Delouée, *Psychologie sociale. Textes fondamentaux anglais et américains*, Dunod, 2010.

7. Joanna Macy, "Working Through Environmental Despair", dans Theodor Roszak (dir.), *Ecopyschology: Restoring the Earth, Healing the Mind*, Sierra Club Books, 1995.
8. Luc Semal, *Face à l'effondrement. Militer à l'ombre des catastrophes*, éd. PUF, 2019.

Contre la propagande pronucléaire

Des personnes pronucléaires argumentent dans des émissions que le prix du kilowatt éolien est moins cher que le nucléaire parce qu'il est subventionné. Ce ne sera plus le cas quand les subventions s'arrêteront.

Pouvez-vous donner des éléments précis à ce sujet pour l'éolien local, petite structure ou familial, grand parc éolien industriel, solaire en coopérative citoyenne, grande installation, etc. ?

Chaque précision est importante pour contrer tous les amalgames des pronucléaires. Et même s'il est plus cher, le nucléaire est inacceptable pour tant d'autres raisons. Merci de votre travail.

Bruno Chamier
Finistère

Silence : Toutes les énergies sont subventionnées, mais celle qui l'est le plus en France est le nucléaire ! Le prix du kWh annoncé par EDF (59 € du MWh actuellement) ne prend en compte que partiellement la recherche (en amont), les déchets (en aval), et le démantèlement, ce que rappelle, rapport après rapport, la Cour des Comptes.

Actuellement, subventions ou non, les prix des renouvelables baissent rapidement, ceux du nucléaire augmentent. L'Allemagne, les Pays-Bas et l'Espagne ont supprimé les aides au solaire et à l'éolien... parce que les constructeurs n'en demandent plus. Pour ce qui est de la comparaison entre grande installation industrielle et petite installation citoyenne, le prix le plus bas revient au plus gros d'où, dans une logique capitaliste, la course au gigantisme actuelle. Mais le prix n'est pas tout : les grandes installations produisant à bas prix, cela incite plutôt à consommer plus (les renouvelables sont pensées comme s'ajoutant aux autres énergies) ; les installations communales ou citoyennes se font dans un cadre de réflexion sur la nécessaire "descente énergétique" et s'accompagnent de mesures diminuant la consommation (les renouvelables sont pensées comme remplaçant d'autres énergies). C'est un bon compromis. Mais il ne faut pas trop diminuer la taille : les éoliennes Piggott en autoconstruction produisent un peu d'électricité à un prix démesuré.

Les dérives des associations de solidarité

Je confie à *Silence* ce qui m'irrite de temps à autre. Je soutiens une quarantaine d'associations et ONG. Nous sommes nombreuses parmi les lectrices de *Silence* à partager nos revenus. Je constate que les appels à la générosité arrivent de plus en plus avec des gadgets : cartes postales, calendriers et autres bricoles. J'en ai toute une pile. Tout cela pour nous appâter. D'après mes calculs, c'est peut-être 20 % de nos dons qui partent en pub. Il y a aussi les appels par téléphone. Il semblerait que les personnes embauchées pour cela soient rémunérées à la tâche. Ils doivent nous retenir au minimum une minute ou obtenir l'engagement d'un don. Cela me déplaît fortement aussi. Je suis pour le partage au niveau humanitaire, social, écologique, pour la justice, la paix, la biodiversité, la défense des animaux... J'y consacre les 5/6 de ma retraite qui est de 940 € par mois.

Ces organismes n'ont pas à nous harceler, à agir comme des multinationales. Leurs salarié-es même s'ils ou elles sont très motivé-es ne doivent pas être exploité-es.

Peut-être que *Silence* pourrait enquêter sur ces pratiques et permettre une réflexion et des actions saines et justes. Qu'en pensez-vous ? Quant à nous, donat-rices et ami-es de *Silence*, soyons exigeant-es, réclavons le maximum de clarté et de respect tout en continuant à partager car la misère et l'injustice s'accroissent.

Alexis Robert
Ille-et-Vilaine



Un combat écologique oublié

En 1985, les Verts vendaient un grand autocollant à apposer sur la vitre arrière des voitures, demandant aux automobilistes de ne pas dépasser les 100 km/h sur autoroute, et 80 km/h sur route.

À votre avis, pour quel motif ?

Était-ce pour réduire les émissions de CO₂, responsables du changement climatique ? Non. Pourtant, dès le début du 20^e siècle, des scientifiques avaient prévu le réchauffement induit par les émissions anthropiques de gaz à effet de serre. En 1979, le rapport Charney, commandé par la Maison Blanche, 11 ans avant les premiers rapports du GIEC et 36 ans avant les accords de Paris, prédisait déjà un réchauffement compris entre 1,5° et 4,5°.

Était-ce pour diminuer la consommation de pétrole, et se préparer au fameux "pic pétrolier" ? Non plus. Pourtant, n'importe quel géologue, et même n'importe quelle personne sensée ne pouvait ignorer que le pétrole et les autres combustibles fossiles n'étaient pas renouvelables et finiraient par s'épuiser.

Était-ce pour lutter contre la pollution atmosphérique ? Toujours pas.

Pourtant, même si le diesel était moins répandu qu'à présent, les moteurs étaient bien plus polluants (les cyclistes qui se faisaient dépasser par un bus, un taxi ou un camion dans les années 1980 ou 1990 s'en souviennent !), il n'y avait pas de filtres à particules, et les pétroliers ajoutaient du plomb dans l'essence, plomb qui se retrouvait dans nos cervelles... Et l'on savait déjà que la pollution atmosphérique générée par le trafic entraînait des dizaines de milliers de morts par an, rien qu'en France, ainsi que de nombreuses pathologies chroniques.

Était-ce pour réduire l'insécurité routière ? Eh non ! Pourtant, à l'époque il y avait trois fois plus de morts sur les routes françaises qu'aujourd'hui (12 000 par an contre moins de 4 000 aujourd'hui), malgré un trafic environ 40 % moins dense qu'à présent.

Alors pour quelle raison ce conseil des Verts aux automobilistes ? Vous donnez votre langue au chat ?

Eh bien c'était pour lutter contre les pluies acides ! Dans les années 1980, les forêts d'Europe centrale, surtout les résineux, souffraient de l'acidification des eaux de pluie, et le même phénomène touchait l'Amérique du nord. Mais ces pluies acides étaient principalement dues à la combustion du charbon et du lignite pour le chauffage ou la production électrique, et très peu au trafic routier.

Aujourd'hui, les forêts souffrent partout en Europe, mais cette fois c'est d'abord à cause du réchauffement, des sécheresses récurrentes et des incendies, et beaucoup moins des pluies acides, même si cette pollution n'a pas totalement disparu.

Une leçon à tirer de cette histoire ? En matière d'écologie, on peut se tromper de cheval de bataille sans pour autant se tromper de combat !

Thomas Lesay
Aveyron

Gratitude

*Mon bon roi, merci,
la cage tu as agrandie,
épris de compassion
pour la nation,
tu es plein de mansuétude,
tu en as l'habitude.*

*Parfois j'ai pu douter
de ta grande bonté
et pourtant la liberté
tu l'as grillagée
mais nous pouvons respirer
grâce à tes mailles aérées.*

*Ton valet, l'ami Jean,
un brave gars toujours content
amuse la galerie
par un bouquet de fourberies.*

*Mon bon roi merci,
de canaliser nos envies
et distraire nos colères
alors que nous sommes en guerre.*

*Tu peux compter sur nous
pour qu'un jour,
de ton piédestal,
tu vacilles et t'étales.*

Jean-Marc Pineau
Puy-de-Dôme

"Pour chaque manifestant tué, nous brûlerons une usine"

En Birmanie où les manifestations pacifiques de la population sont désormais réprimées à balles réelles par l'armée, les travailleurs ont avertis que "Pour chaque manifestant tué, nous brûlerons une usine". Et ils ont mis leurs menaces à exécution, ce qui commence à faire réfléchir le grand frère chinois proprio des usines.

Ils viennent de nouveau d'avertir : "Les informateurs de l'armée seront expulsés de notre quartier et leur survie n'est pas garantie".

Oh, bien sûr, tout cela n'est pas franchement non violent. Mais, ça pourrait l'être. Les militaires, les flics, les indics..., ne sont qu'une partie infime de la population et ils sont tous nés quelque part, ont tous une famille, habitent tous quelque part et, en dehors de leurs activités "professionnelles", ont tous une vie de famille et une vie sociale. Aussi, s'ils se retrouvent ostracisés socialement, la pression que leur mettraient leur famille, leurs voisins, leurs amis et la population serait telle qu'ils seraient immédiatement contraints soit de démissionner, soit d'être irréprochable dans leur "job", soit de traîner les pieds par rapport aux ordres du pouvoir sur le mode de la résistance passive. Il est, en effet, impossible de vivre comme un paria pestiféré dans un confinement social permanent.

Les Apaches avaient déjà compris cela. Geronimo, leur chef militaire incontesté en temps de guerre, qui, comme tous les militaires, ne vivait que pour la guerre, subissait la pression sociale de sa tribu quand celle-ci avait décidé de faire la paix. Lui et ses guerriers avaient alors le choix entre reprendre une vie sociale normale dans la tribu (ce que faisait l'écrasante majorité des guerriers) ou bien continuer la guerre, mais sans le soutien de la tribu. Résultat, Geronimo continuait la guerre, mais avec seulement quelques jeunes têtes brûlées. Et, soit ils arrêtaient très vite, soit ils allaient à la mort, tant il est évident qu'on ne peut pas gagner une guerre sans guerriers. En clair, la tribu leur laissait le choix entre une réinsertion sociale ou un suicide solitaire. Tout ça pour dire qu'il ne sert à rien de s'affronter militairement aux militaires. Il suffit juste de leur signifier que s'ils veulent faire une guerre que le peuple n'approuve pas, ils pourront la faire, mais entre militaires (excellente idée), et sans nous. Et que, s'ils veulent faire la guerre à leur peuple, ils seront ostracisés socialement.

Bon, d'accord, les apaches évoluaient dans le cadre d'une société civilisée alors que nous n'en sommes qu'au stade d'une société primitive, mais, on peut bien rêver !

Jean-Marc Raynaud
Charente-Maritime

Vous avez dit "progrès" ?

Merci pour ce dossier très intéressant sur le numérique (*Silence* n°498, avril 2021). Depuis la nuit des temps, chaque nouvelle innovation technologique amène les êtres humains à chercher plus de confort, de sécurité, de santé, de plaisir et de pouvoir sans toujours tenir compte des inconvénients pour eux-mêmes, mais aussi surtout pour le reste du vivant. On parle de "progrès" même quand les inconvénients dépassent les avantages. Et décidément, on ne

souhaite pas voir qu'une utilisation restreinte pour des choses vraiment utiles n'a pas du tout le même impact qu'une utilisation généralisée qui permet à chacun d'avoir plus ou avoir l'impression de plus être... et à d'autres d'engranger des bénéfices, tout en saccageant la nature et exploitant les pauvres. Que ce soit des armes, des véhicules, de la mode vestimentaire, de la nourriture, des logements, et j'en passe, nous apprenons à nous mentir pour ne

pas regarder la vérité en face : nous sommes souvent notre pire ennemi, malgré l'écran de fumée par lequel on cherche à échapper à sa propre responsabilité et incohérence en condamnant des idéologies, des ethnies, des classes sociales... des AUTRES. Que ce soit notre nature ou notre éducation, il serait temps de se poser des questions sur comment nous changer. Notre système d'éducation et médias, que ce soit dans la famille ou à l'école, laisse (le plus

souvent) si peu de place au plaisir et aux relations sociales dans l'apprentissage que l'on finit par penser qu'il faut courir après le matériel pour y parvenir. Transformons cela.

Gregg West
Isère
Auteur de *Sortir du Cercle de la Violence* et auteur-compositeur chanteur du groupe *Coerrance*.

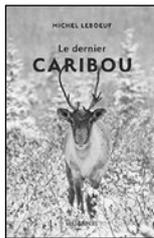
Essais

Le dernier caribou

Michel Leboeuf

Partant d'une méditation sur une horde de caribous en voie d'extinction au Québec où il vit, le naturaliste Michel Leboeuf livre avec pédagogie et clarté une leçon d'écologie, s'appuyant sur les grandes découvertes successives en la matière. Son message : pour protéger la biodiversité en danger, nous devons cesser de nous appuyer sur la notion d'espèces, héritée d'une pensée occidentale du vivant composé d'individus isolés, pour s'attacher aux milieux, aux écosystèmes qui hébergent une diversité d'organismes interdépendants. Les notions d'holobionte (nous sommes composés de tous les organismes que nous hébergeons) et d'équipes-espèces (l'ensemble des vivants avec lesquels nous sommes en interdépendance) sont à privilégier pour penser et agir de manière holistique... et plus efficace. Les droits de la nature et la sanctuarisation de larges écosystèmes lui semblent indispensables pour y arriver. GG

Éd. Multimondes, 2020, 244 p., 19 €



État d'urgence technologique

Olivier Tesquet

Drones de surveillance, applications de traçage, de contrôle du télétravail, etc. À la faveur du Covid-19, "l'économie de la surveillance a subi en quelques mois une puissante accélération, qui a renforcé son influence dans l'exercice contemporain du pouvoir", estime le journaliste Olivier Tesquet. Pour lui, les technologies mises en place pour surveiller les déplacements et les personnes infectées "sont sécuritaires avant d'être sanitaires". "L'effet cliquet" désigne le caractère irréversible de certains dispositifs de contrôle (on ne reviendra pas en arrière). Acteurs privés et publics acquièrent un pouvoir inquiétant. "Il ne faut pas envisager la surveillance sanitaire comme un simple suivi médical, mais aussi comme l'instrument d'un biopouvoir", assène-t-il. Après l'épidémie, "que restera-t-il des eaux puissantes qui nous ont encerclés des mois durant ?". GG

Éd. Premier Parallèle, 2021, 148 p., 16 €



Ivan Illich et l'art de vivre

Franco La Cecla

Illich, en son temps, a pensé la religion, la convivialité, la santé, l'école, les experts mutilants, les besoins, la souffrance, les transports, le travail, l'eau, le développement, le vernaculaire, etc. "Le monde est allé plus vite qu'il ne l'avait prévu" : aussi ses analyses restent d'une brûlante actualité. Grâce au témoignage de l'un de ses amis, toutes ses réflexions prennent littéralement "corps" – dans un homme qui revit devant nous. Nous découvrons les multiples lieux de vie d'Illich, ses contradictions, ses rencontres et ses amitiés. Celui-ci témoigne fidèlement du quotidien d'Illich et de la genèse de son œuvre. Nous vivons ainsi "tout" Illich – et comme si nous étions, lui et nous, de vrais amis. Vibrant. JPL

Atelier de création libertaire, 2021, 218 p., trad. Jean-Manuel Traimond, 10 €



Péage Sud

Sébastien Navarro

L'auteur y est rentré en simple curieux. Avec des réticences certaines et des a priori... Mais il y est allé, en voisin, en curieux, à pas prudents. Progressivement, il s'est mêlé à la foule. Il a écouté les propos des uns et des autres, il a appris à les connaître. Et puis, subrepticement, il a été gagné par la fièvre, emporté par le tourbillon de la révolte, une sorte de maelstrom libertaire. Des acteurs qui découvrent les vertus de l'auto-organisation, portés par le vent de la liberté, maîtres pour un temps de leur propre destinée. Sébastien Navarro nous parle de ces gens qui font l'expérience de la solidarité dans une dynamique qui va au-delà des idées reçues et des idéologies préconçues. Péage Sud prend presque l'allure d'une épopée, teintée de jaune fluo, pleine d'humanité et d'intelligence. La langue, souvent jubilatoire, se met au service d'une cause et ne nous laisse jamais indifférent. C'est un livre tonifiant qui procure un vrai bonheur ! PM

Éd. du Chien Rouge, 2020, 340 p., 13 €



Nous avons également reçu...

Essais

■ **Le capital dans la cité. Une encyclopédie critique de la ville**, Matthieu Adam, Évelyne Comby (dir.), éd. Amsterdam, 2020, 458 p., 25 €. Le capitalisme a bouleversé le visage des villes, qui sont devenues des "pôles d'attractivité". Cette encyclopédie, avec des entrées variées comme "Airbnb", "Logement social" ou "Espace public sonore", ne se contente pas d'analyser les transformations urbaines, mais propose en même temps des outils pour les penser et agir en vue d'une réelle réappropriation de l'espace urbain.

■ **Enfants difficiles, la faute aux écrans ? Les bienfaits du sevrage électronique**, Victoria Dunckley, éd. Écosociété, 2021, 412 p., 22 €. Les écrans perturbent le comportement des enfants : c'est le syndrome de l'écran électronique, analysé par la psychiatre Victoria Dunckley, qui propose dans cet ouvrage un programme pour réduire pas à pas notre dépendance au quotidien aux écrans.

■ **La Commune de Paris, mémoires, horizons, Union syndicale solidaire**, éd. Syllepse, 2021, 310 p., 8 €. Recueil de documents par thématique autour de la Commune de Paris : le travail, les femmes, le colonialisme, la laïcité, les chansons, mais aussi les autres Communes en France et ce qui y ressemble

aujourd'hui, les Zapatistes. Avec en prime un CD de chansons.

■ **Petit manuel critique d'éducation aux médias**, collectif la friche/EDUmedias, éd. du commun, 2021, 150 p., 12 €. Des journalistes, des éducatrices, des universitaires, membres de ce jeune collectif livrent leur analyse ou présentent leur retour d'expérience. L'éducation aux médias et la formation à l'esprit critique pour lutter contre l'aliénation culturelle des masses ne se sont pas nées hier c'était déjà le propos du penseur brésilien Paulo Freire, dès le début des années 1960.

■ **La fascinante démocratie du Rojava. Le contrat social de la fédération de la Syrie du Nord**, Pierre Bance, éd. Noir & Rouge, 2020, 600 p., 25 €. Un ouvrage complet et dense qui revient sur les aspects économiques, juridiques, d'organisation interne, mais aussi géopolitique du Rojava, région autonome au nord de la Syrie ou Kurdistan occidental. Une expérience unique de démocratie sociale et écologique dans un contexte répressif.

■ **Le chagrin écologique, petit traité de solastalgie**, Philippe Dubois, éd. Seuil, 2021, 91 p., 10 €. Dans cette période délicate, entre résignation et résilience, ce sentiment "la solastalgie" peut nous inciter à nous réapproprier notre environnement à travers les actions de sauvegarde du vivant. L'auteur égrène les courants

actuels, des "soutenabilistes" à la décroissance qu'il n'a pas l'air de connaître.

B.D.

■ **À la recherche de l'Amazonie oubliée**, Laure Garancher, éd. Delcourt, 2021, 146 p., 19 €. Suivi d'une équipe scientifique à la recherche des anciennes tribus dans la forêt guyanaise. Contrairement à ce que l'on a cru longtemps, la forêt n'est pas vierge, mais a bien été modifiée par les humains.

■ **Monaco, luxe, crime et corruption**, Hélène Cinstany, Thierry Chavant, éd. Soleil, coll. Noctambule, 2021, 100 p., 18 €. À travers deux histoires judiciaires, Pastor et Ryboloviev, l'autrice, journaliste à Média-part, mène l'enquête sur les affaires des riches monégasques. A Monaco, un habitant sur 3 est millionnaire. La famille Pastor possède un tiers des logements de la principauté. Le gendre a tué l'héritière. Ryboloviev, milliardaire russe, magouille dans le domaine du sport, des toiles de maître... L'argent peut avoir très mauvaise odeur.

Jeunesse

■ **Le bûcheron, l'arbre, l'écureuil et le renard**, Jean Leroy, Béatrice Rodriguez, éd.

Actes Sud Junior, 2021, 36 p., 12,80 €. Dès 3 ans. Lorsque le bûcheron commence à couper un bel arbre de la forêt, il ne se rend pas compte de la multitude d'animaux qui l'habitent.

■ **ARIOL, Ramono, ton tonton fait du Bio !**, Emmanuel Guibert, Marc Boutavant, éd. Bayard, BD Kids, 2021, 70 p., 9,95 €. Dès 6 ans. Un roman graphique pour amuser les petits et même les grands. Le tonton de Ramono, Jean-Soué, est épicier-bistrot-marchand de journaux au village de Saucy-le-Sonsec. Une fois par mois, il fait une tournée en ville pour vendre ses bons produits bio. Et ce mois-ci, il emmène Ramono et Ariol. Quelle fête !

Musique

■ **Les femmes de la commune de Paris**, Pauline Floury, Séverin Valière, éd. EPM, 2020, distr. Socardic. Ces 17 morceaux portent la voix des femmes de la Commune de Paris à l'occasion de son 150ème anniversaire. Des textes de Louise Michel, Eugène Pottier, Jules Jouy aux titres évocateurs : Les pétroleuses, L'enfantement, La grève des femmes, Chanson des prisonniers, etc.

Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.

Le livre du mois

La verticale du fleuve

Clara Arnaud



Au Honduras, un barrage hydroélectrique est envisagé dans une vallée où la rivière est considérée comme un être vivant. Après l'assassinat d'une militante écologiste, la contestation prend peur et le chantier peut commencer. Chaque chapitre est écrit du point de vue d'un des personnages : les trois filles de la militante, sa mère, mais aussi des ouvriers locaux, l'ingénieur-chef de chantier, le maire magouilleur... Cela permet de montrer les différents points de vue, jusqu'à

la mise en eau du barrage. S'il y a une sorte de fascination technique à décrire le chantier un peu trop détaillée, le rythme de narration est parfait sur le plan des émotions. On vit vraiment l'expérience et le traumatisme d'un tel chantier aussi bien sur les personnes que sur la nature, sur la vie d'une collectivité comme dans le monde politique. Une forme littéraire maîtrisée pour montrer comment s'articulent enjeux économiques, sociaux et écologiques. FV

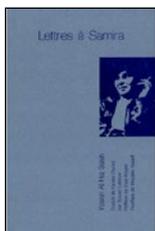
Éd. Actes Sud, 2021, 380 p., 22 €

Lettres à Samira

Yassin Al Haj Saleh

15 lettres rédigées entre 2017 et 2019 à l'attention de l'absente (kidnappée depuis décembre 2013). "Sanmour, je veux dire que depuis ta disparition notre monde s'est rapidement effondré d'un point de vue éthique, légal et politique... l'ensemble du monde est en décadence et devient de plus en plus syrien, la démocratie est en crise, la justice et la place de la loi aussi. Les réserves d'espoir sont au plus bas depuis des générations." Ce livre permet plusieurs niveaux de lecture. À celles et ceux qui connaissent bien la situation politique en Syrie et ses protagonistes, des points, pour mémoire, sur son évolution au cours des 6 dernières années : où en est la révolution ? où sont les Syrien-nes ? Les transformations des forces armées opposées au régime, celles des groupes terroristes, les interventions des puissances mondiales... À l'ensemble du lectorat, une réflexion sur l'exil, la perte, l'amour, l'amitié, les solidarités envers et contre tout. MD

Éd. Des lisères, trad. Souad Labbize, 2021, 118 p., 17 €



Résistons ensemble

Plaidoyer pour des jours heureux

Collectif

Une quarantaine de contributions autour de l'idée de mettre en place un nouveau Comité de résistance, pour déterminer comment revenir à des "jours heureux" comme à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Mais coller les textes de 40 auteurs et autrices les uns à côté des autres, ne permet pas d'y voir tellement plus clair. Alors que chose inédite, CGT, Attac, Greenpeace... ont lancé un appel commun "plus jamais ça", "reconstruire ensemble un futur écologique, féministe et social en rupture avec les politiques menées jusque-là et le désordre néolibéral" est pour le moment une simple vue de l'esprit. Certains



textes sont stimulants (Claude Alphandéry, Alain Damasio, Cyril Dion), beaucoup seulement dans l'incantation. Chacun-e de son côté. MB

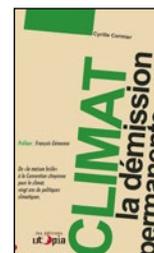
Éd. Massot, 2021, 264 p., 19 €

Climat, la démission permanente

Cyrille Cormier

L'auteur montre comment les discours sur le changement climatique masquent une totale inefficacité de la politique française. Si nos émissions de gaz à effet de serre baissent, c'est parce que nous avons délocalisé une partie de notre production. Si l'on intègre les émissions des produits importés, depuis 1990, nos émissions sont exactement les mêmes ! Cyrille Cormier l'explique ainsi : chaque gouvernement continue à avoir une seule priorité, la croissance. Il développe ce que pourrait être une politique ambitieuse. C'est là que nous pouvons avoir quelques divergences : il met en avant uniquement la politique nationale, oubliant le pouvoir des autres collectivités publiques (décentraliser permet d'être au plus près des réalités de terrain). Il soutient la taxe carbone qui amplifie les inégalités, alors qu'il vaudrait mieux interdire progressivement les produits les plus polluants. Cela reste toutefois un livre pertinent pour prendre conscience de l'ampleur de l'hypocrisie politique actuelle. MB

Éd. Utopia, 2021, 264 p., 8 €



Le vélo au quotidien

Nicolas Pressicaud

Le succès du vélo est récent et s'est accéléré avec la crise sanitaire. Mais il faut maintenant que les élu-es comprennent que le vélo est un mode de déplacement au quotidien. Cela suppose de revoir nos politiques de mobilité, en ville, mais aussi entre les villes. Le développement rapide du vélo électrique modifie la donne : le vélo peut faire des trajets deux à trois fois plus longs. Nicolas Pressicaud, spécialiste de la mobilité, invite élu-es mais aussi responsables d'associations à faire le voyage dans des villes cyclables à l'étranger pour se rendre compte du potentiel énorme d'amélioration que nous pouvons réaliser, et cela passe par une remise à plat de nos relations avec la voiture, par une amélioration de la place des piétons, des enfants, des personnes âgées, des personnes fragiles... L'auteur n'hésite pas à proposer des initiatives qui ne sont encore que peu ou pas développées, pour des villes plus cyclables et donc plus écologiques. Avec un tel livre, nous devrions rapidement voir un envol du nombre de cyclistes ! MB

Éd. Libre & Solidaire, 2021, 360 p., 21 €



L'Amazonie verte

Le roman de Françoise d'Eaubonne

Élise Thiébaud

Françoise d'Eaubonne (1920-2005) est connue pour avoir théorisé l'écoféminisme, inventé le mot phallocrate. Écrivaine précoce, elle est connue dans le monde littéraire dès les années 1950. Elle connaît de multiples aventures amoureuses, participe à la montée en puissance de la vague du féminisme autour de mai 1968, participe à des actions radicales en faveur de l'IVG, contre le nucléaire, soutient la cause homosexuelle, écrit dans de très nombreuses revues, se fait beaucoup d'ennemis, avant de disparaître des radars médiatiques. Avec le recul, on peut mesurer combien elle était en avance sur de nombreux points et combien ses réflexions sont toujours d'actualité. L'autrice de cette biographie réussit avec justesse à montrer cette modernité de la pensée tout au long de l'ouvrage en comparant avec ses engagements d'aujourd'hui, ceci avec une bonne dose d'humour qui rend la lecture de cet ouvrage très agréable. Françoise d'Eaubonne était une plume, Élise Thiébaud en est une autre. MB

Éd. Leduc, coll. Les indomptées, 2021, 244 p., 18 €



Bandes dessinées

Femmes

Paulina Silva

L'autrice, chilienne, réalise des dessins crayonnés en pleine page, accompagnés de quelques bribes de poésie (bravo à Véronique Massenet pour l'adaptation). C'est la vie d'une femme à travers ses émotions, ses ressentis, ses rêves, ses pensées. C'est à la fois d'une grande légèreté et d'une profondeur intense. Au premier regard, on pourrait penser que ces dessins sonnent un peu creux, mais c'est vite envoûtant, peut-être parce que chacune peut s'y reconnaître. FV
Texte français de Véronique Massenet, éd. La Boîte à bulles, 2020, 176 p., 20 €

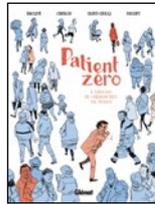


Patient zéro

À l'origine du coronavirus en France

Raphaëlle Bacqué, Ariane Chemin, Renaud Saint-Cricq, Nicoby

Sous forme d'une enquête, on suit l'arrivée des premiers cas de covid dans le département de l'Oise. La contamination par une base militaire en contact avec un vol sanitaire venu de Chine ne tient pas la route quand on découvre que du personnel d'un lycée voisin a été malade avant. Alors que la recherche de l'origine de la maladie se poursuit, les conditions se détériorent avec la multiplication des cas. Jusqu'à l'arrêt de l'enquête en mars 2020, au moment du confinement général. Une BD qui montre bien comment fonctionnent les services de santé, comment cela s'articule avec le politique (et les élections municipales) et comment au début, nous ne savions rien de ce qui allait devenir une pandémie à l'échelle de la planète. Bien scénarisé, cela se lit comme un polar... mais sans coupable et sans la fin de l'histoire. MB
Éd. Glénat, 2021, 112 p., 17,50 €



La revanche des espèces menacées

Ulisse Gry

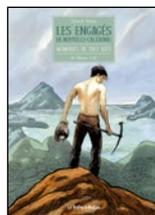
Les animaux en voies de disparition ont décidé de se liguier contre les humains. Réfugiés sur le continent de plastique, ils essaient de mettre un plan en place pour arrêter le massacre. Mais lutter contre la connerie consumériste n'est pas chose facile ! Ils ont tenté de diffuser le coronavirus, mais cela a surtout provoqué un nouveau continent de masques usagers. Il est rappelé que le masque est prévu pour couvrir la bouche et le nez, pas l'ensemble de la planète. Sous forme de petites scènes, l'auteur, dessinateur à Mediapart aborde la question de la biodiversité de multiples façons, avec à chaque fois sous les dessins, un court texte qui rappelle les données en jeu. Drôle malgré le sujet. MB
Éd. Presque Lune, 2021, 72 p., 14 €



Les engagés de Nouvelle-Calédonie T4

Clément Baloup

Quand l'esclavage a été supprimé, le législateur a mis en place un statut de l'indigénat qui permettait de payer des salaires jusqu'à dix fois inférieurs au salaire minimum. Cela a été utilisé dans toutes les colonies françaises et ici en Nouvelle-Calédonie où des milliers de Vietnamiens sont venus pour travailler dans les mines. Il a fallu attendre 1946 pour que ce statut proche de l'esclavage soit supprimé. Cette BD raconte l'histoire d'un de ces ouvriers vietnamiens et les abominables conditions de travail de l'époque. Une honte pour la France... qui se poursuit sous une autre forme aujourd'hui avec la ségrégation que subissent encore les Kanak. FV
Éd. La Boîte à bulles, 2021, 68 p., 14,50 €



Le smartphone et le balayeur

Emmanuel Guibert

Le dessin minimaliste peut paraître un peu décourageant. Mais quand on commence à lire ce dialogue entre un balayeur et un smartphone tombé au sol, on est vite écroulé de rire ! Les échanges entre l'humain et la machine électronique permettent de faire un vaste tour d'horizon



de la place qu'a pris le smartphone dans notre vie et des addictions que cela suppose. Plus que la servitude volontaire, nous sommes dans le domaine de l'abrutissement et cette fable philosophique aborde bien des questions. Peut-être l'occasion pour ceux et celles qui ont succombé aux attraits du numérique de prendre conscience de leur nouvel esclavage. À lire en version papier uniquement. FV
Éd. Les Arènes BD, 2021, 104 p., 20 €

Jeunes

Mes deux mamans

Bernadette Green, Anna Zobel

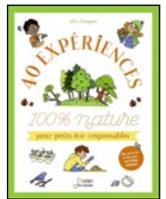
Dès 3 ans. Elvi a deux mamans. Mais son ami Nicolas l'interroge : "C'est laquelle, ta vraie maman ?" Le livre apporte une réponse joyeuse et intelligente à cette question. Une histoire qui mêle fantaisie et tendresse et qui rappelle ce qui est vraiment important dans le lien qui unit un enfant à son parent. Mention spéciale à l'illustration qui donne à cet album sur le thème de l'homoparentalité des airs de grand classique. GG
Éd. Talents Hauts, 2021, 32 p., 14,90 €



40 expériences 100 % nature

Alix Cosquer

Dès 6 ans. Des expériences à faire avec ses enfants, de préférence dans la nature. Classiques : le moulin à eau, un bateau ou plus originales et artistiques : initiation au land-art. Joli travail graphique et photographique. FV
Éd. Belin Jeunesse, 2021, 96 p., 13 €



La Furie

Agnès Laroche, Mathilde George

Dès 5 ans. Les rumeurs font craindre le pire au sujet des hurlements que l'on entend en dehors du village. Deux attitudes sont alors présentes : celles et ceux qui ont peur et veulent se renfermer. Et celles et ceux qui sont curieuses et vont découvrir une enfant réfugiée dans les bois. Belle allégorie sur la peur de l'étranger et notre capacité d'empathie et d'accueil de l'autre. FV
Éd. Talents Hauts, 2021, 24 p., 14 €

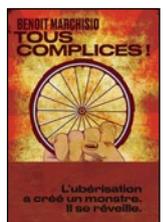


Romans

Tous complices !

Benoit Marchisio

Abel, étudiant de banlieue, commence à livrer des repas pour une plate-forme de livraison. Il aime la liberté qu'il a de choisir ses horaires, faire du vélo et découvrir la capitale. Mais il se rend compte que pour dégager un revenu, il faut pédaler tout le temps. Un reportage montre une combine qui permet à des mineurs ou des sans papiers de faire ce même travail. Igor, jeune avocat, conscient de l'exploitation de ces personnes, veut en faire son cheval de bataille. Une chaîne de télévision en continu ouvre le débat sur le sujet. Tout cela va converger progressivement pour atteindre un point de non-retour avec une révolte des auto-entrepreneurs exploités... La liste est longue de l'ubérisation du monde. Avec brio, l'auteur nous amène à comprendre que ceux et celles qui utilisent ces services sont complices d'un système qui conduit à la paupérisation de tout le monde. Une montée progressive en tension parfaitement réussie. La prochaine fois, nous irons nous-mêmes chercher nos plats au restaurant d'à côté ! FV
Éd. Les Arènes/Equinox, 2021, 304 p., 20 €

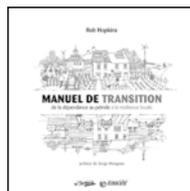




□ **Désobéissance civile ! - format 60x84cm - 7 €***
Face à des lois injustes, à des régimes oppressifs ou sourds aux exigences vitales des peuples, la résistance est légitime. De la marche du sel de Gandhi à la lutte des paysans du Larzac, des mouvements antipub et anti-OGM aux campagnes pour le climat d'ANV-COP 21, cette affiche donne également à voir de nombreuses actions moins connues, et la diversité des formes de la désobéissance civile. Autant de sources d'inspiration pour continuer à agir aujourd'hui !

□ **100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €***

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.



□ **Manuel de transition, 212 p. - 20 €****
Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui deviendra le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

□ **L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek, 224 p. - 20 €****
Pinar Selek est une femme aux mille vies. Écrivaine, sociologue, militante... Féministe, écologiste, antimilitariste... Oui, mais bien plus que cela ! Des rues d'Istanbul à son exil en France, ce livre retrace de manière vivante l'incroyable parcours de cette femme à l'énergie contagieuse. Pinar Selek a dénoncé tant le génocide des Arméniennes que la situation faite aux Kurdes et le service militaire, ce qui lui vaut la persécution sans limites de la justice turque. Un récit inspirant !



Frais de port affiches et livres :

* : 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.
** : 5€ de 1 à 2 ex., 9€ de 3 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.

SILENCE, C'EST VOUS AUSSI...

Venez nous voir les 16 et 17 septembre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Depuis la crise sanitaire du Covid-19, nous avons dû réinventer la manière de vous accueillir lors de cette mise sous pli, pour respecter les gestes barrières. Pour connaître les horaires exacts de l'expédition, et les modalités d'inscription, n'hésitez pas à nous contacter ! *Prochaines expéditions (sous réserve) : 14 et 15 octobre, 18 et 19 novembre, etc.*

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9h30 le mercredi 25 août** (pour le numéro d'octobre), **22 septembre** (pour le numéro de novembre), **20 octobre** (pour le numéro de décembre), etc. N'hésitez pas à proposer des articles au comité de rédaction, *Silence* est une revue participative ! Vous pouvez aussi **proposer des informations** destinées aux pages brèves jusqu'au mardi qui suit le comité de rédaction. Pour envoyer des annonces pour le numéro d'octobre, vous avez jusqu'au 31 août ; puis jusqu'au 28 septembre pour le numéro de novembre, etc. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous. Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

Don'acteur : *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

Plus d'infos sur : www.revuesilence.net

rubrique : Comment participer

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq nouvelles abonné-es au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 22 = 110 € (pour la France).

Rejoignez un relai local

• **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmanja@gmail.com

• **Allier.** Jean-Paul Pellet, jeanpaulpellet@orange.fr, tél. : 04 70 49 23 67 (soir).

• **Territoire de Belfort.** Étienne Mangin, etienne.mangin@laposte.net, tél. : 03 84 58 18 84

• **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83

• **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30

• **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr

• **Gard.** Antonanzas Pascal, 100 bis rue Victor Hugo, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42

• **Gironde.** Groupe Silence 33, Tél. : 06 68 33 32 40, silence33@ouvaton.org

• **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 25 rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70

• **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, elisa@mailz.org, 4 impasse des Camélias, 34070 Montpellier, tél. : 09 79 10 81 85

• **Ile de France (Val de Marne, Hauts de Seine et Essonne).** Agenda Collaboratif de la Vallée de la Bièvre, alternatives.valdebievre@gmail.com, <https://agendavalleedelabievre.jimdofree.com/> Céline, tél. : 06 60 54 76 47

• **Loire-Atlantique.** Décroissance 44, tél. : 06 11 78 27 27, Emmanuel Savouret, contact@decroissance44.org

• **Lyon.** Ciné-club écocitoyen, cineclubsilence69@gmail.com, tél. : 04 26 63 28 99

• **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03

• **Nord-Isère.** Céline Bartette, tél. : 06 63 13 42 99, celine.bartette.adaliis@bbox.fr

• **Saône-et-Loire.** Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr

• **Seine-et-Marne.** Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 St-Cyr-sur-Morin, biovivreennbrie@gmail.com

NUMÉROS À L'UNITÉ

Numéros disponibles (4,80 € l'ex.)

- 465 Réagir aux violences du quotidien
- 466 Jouer hors des cases
- 467 Le syndicalisme peut-il être écolo ?
- 468 Rouler pour des idées
- 469 Loire (numéro régional)
- 470 Autogérons les coop' alimentaires !
- 472 Nous vieillirons ensemble !
- 473 La montagne : du calme !
- 474 Côte-d'Or et Yonne (numéro régional)
- 475 Retiens la nuit
- 476 Décroissance, où en est-on ?

- 477 Explorons les alternatives !
- 478 Quand l'écologie s'empare du droit
- 479 Bébés écolos
- 481 Les alternatives : oasis ou leviers ?
- 482 La planète victime de la mode
- 483 Notre-Dame-des-Landes : quel avenir ?
- 484 Vers des villes sans voitures
- 486 Le temps de la désobéissance civile
- 487 Dépasser les discours sur l'effondrement
- 488 Suisse romande (numéro régional)
- 489 Kraftwerk : une utopie réalisée ?
- 491 Jai Jagat : Les Gandhi de grand chemin
- 492 Sortir de l'apiculture intensive

- 493 Bières artisanales en effervescence
- 494 Une écologie Arc-en-ciel
- 496 Le biorégionalisme, le monde d'après ?
- 497 Fukushima : 10 ans, ce n'est qu'un début
- 498 Le numérique, son monde... et nous
- 499 L'écologie du livre
- 500 Écouter, regarder, raconter (6,50 € l'ex.)
- 501 Décoloniser l'écologie
- 502 Le bluff de l'économie circulaire

Frais de port numéros, pour la France comme pour l'étranger :
3 € pour un ex., 5 € pour 2 et 3 ex., 6 € pour 4 ex. et plus.

ABONNEMENT

Abonnement par prélèvement

Mandat de prélèvement SEPA

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 12 € par trimestre (abonnement normal)
- € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- € (commande ci-dessous)

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) SILENCE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SILENCE. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

RUM (sera rempli par Silence) :

Débiteur : Nom et prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Pays :

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN :

BIC :

CRÉANCIER : SILENCE

9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence (adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement
un relevé d'identité
bancaire (RIB).

Fait à :
Signature :

Le :

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.
Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Autres formules d'abonnement

	France métro.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 ^{er} abonnement, 6 n°	<input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 29 €
Particulier 1 an, 11 n°	<input type="checkbox"/> 48 €	<input type="checkbox"/> 57 €
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	<input type="checkbox"/> 60 €	<input type="checkbox"/> 68 €
Soutien 1 an, 11 n°	<input type="checkbox"/> 60 € et +	<input type="checkbox"/> 60 € et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	<input type="checkbox"/> 80 €	<input type="checkbox"/> 92 €
Petit budget 1 an, 11 n°	<input type="checkbox"/> 33 €	<input type="checkbox"/> 40 €
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	<input type="checkbox"/> 110 €	Nous contacter
Groupés à la même adresse : nous contacter (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)		

Coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Prénom & Nom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Courriel :

Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

RÈGLEMENT

Récapitulatif de votre commande

	Prix unitaire	Nombre	Sous-total	Frais de port
Abonnement(s) :				
Numéro(s) :				
Affiche(s) :	7 €			
Livre(s) :				
Total :				

Modes de règlement

> par chèque (à l'ordre de Silence),

> par virement : IBAN : FR76 4255 9100 0008 0032 9651 126
BIC : CCOPFRPPXXX

> en ligne sur www.revuesilence.net

> ou par prélèvement en remplissant le mandat ci-dessus

Pour l'envoi de votre commande, pensez s'il-vous-plaît,
à nous indiquer vos coordonnées ci-dessus !

Les Soulèvements de la terre

Occuper les terres



Les Soulèvements de la terre

27 mars : Besançon, Les Vaïtes

Manifestation de plus de 650 personnes contre l'artificialisation des terres. Les Vaïtes à Besançon, c'est 34 hectares de jardins populaires, de terres maraîchères cultivées de longue date, des zones humides, espaces boisés, friches... Un écosystème riche menacé depuis 2005 par un projet d'écoquartier porté par la ville de Besançon.



Les Soulèvements de la terre

10-11 avril : Rennes, week-end de défense de la Prévalaye

Le stade rennais veut s'étendre sur les terres agricoles historiques de la Prévalaye. Les 10 et 11 avril, c'était un week-end de manifestation, plantations, tournoi de foot, occupations et autres réjouissances.



Les Soulèvements de la terre

22-24 mai : Le Pertuis, contre la déviation de la RN88 en Haute-Loire
Contre le démarrage des travaux de la déviation de la RN88, le collectif La lutte des Sucrs a organisé une mobilisation joyeuse pour re-semer sur des terres expropriées, les rendre aux paysannes concernées, et barrer la route à Laurent Wauquiez avant les régionales.

Partout, de grands projets convoitent et privatisent les sols, les forêts, les mers. Dans de nombreux endroits, des collectifs se mobilisent pour soustraire ces espaces à la bétonisation et y défendre un usage commun en lien avec l'appel des *Soulèvements de la terre*, lancé par de nombreux collectifs.

De mars à juin 2021, ce sont les occupations de terres qui ont fleuri partout en France. À partir de juin, ce sont des sites industriels de la construction, une des industries les plus polluantes, qui ont été bloqués. La seconde saison des *Soulèvements de la terre* s'ouvre en ce mois de septembre par une marche populaire jusqu'aux portes du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation à Paris. Elle sera prolongée tout au long de l'automne et de l'hiver par des actions d'occupation des institutions en charge de l'allocation et de l'attribution des terres.

♦ <https://lessoulevementsdelaterre.org>

Bloquer l'industrie de la construction



Les Soulèvements de la terre

19-21 juin : Saint-Colomban, camp de rencontres et d'actions

Pour lutter contre l'extension de deux carrières de sable Lafarge et GSM et contre l'intensification du maraîchage industriel à 30 km au sud de Nantes, week-end de campement à Saint-Colomban. Blocage de la plateforme logistique du maraîchage industriel Océane.



Leo-Bouelle

29 juin : Grand Pêril Express / #DésarmonsLeBéton

À partir du 29 juin, une série de blocages d'envergure se sont tenus en Île-de-France pour dénoncer l'impact écologique de l'industrie de la construction et du projet du Grand Paris.